

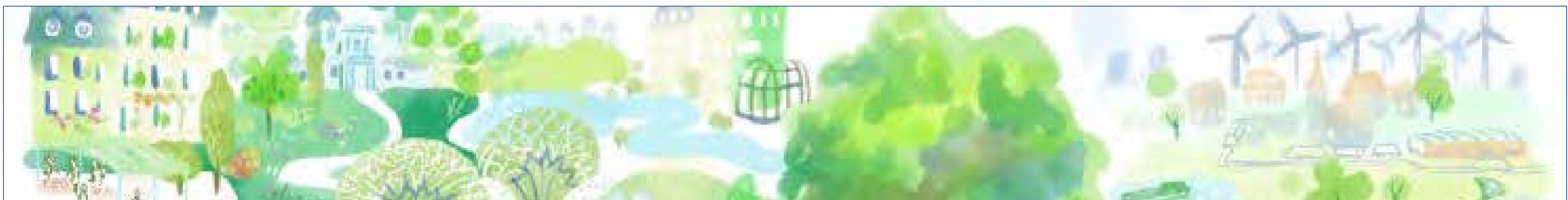


MINISTÈRE
DES OUTRE-MER

*Liberté
Égalité
Fraternité*

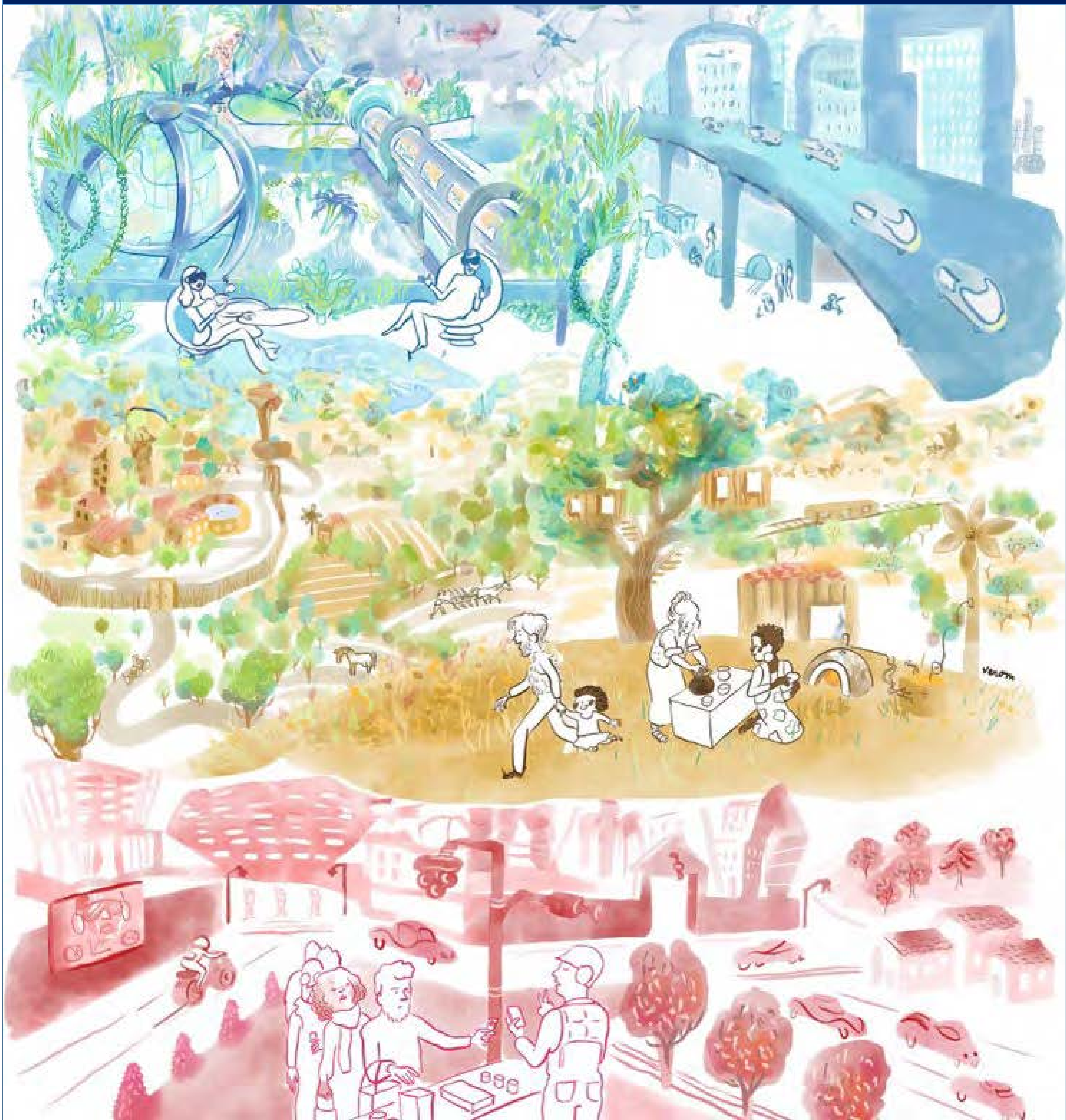
**ATOUT
FRANCE**

L'Agence de développement
touristique de la France



#HORIZONS2040

Étude prospective
sur le futur du tourisme en Outre-Mer



PLAN DU DOCUMENT

ÉDITO.....

P. 03

AVANT-PROPOS.....

P. 04

OBJECTIFS.....

P. 05

DÉMARCHE D’EXPLORATION.....

P. 06

RESSOURCES CLÉS ÉTUDIÉES.....

P. 08

CONTRIBUTEURS.....

P. 09

VARIABLES DE CHANGEMENT.....

P. 10

ENVIRONNEMENT & RAPPORT AU VIVANT.....

P. 19

ÉCONOMIQUE & SOCIAL.....

P. 30

HUMAIN.....

P. 45

POLITIQUE.....

P. 60

TECHNOLOGIQUE.....

P. 71

SCÉNARIOS.....

P. 82

ONEPOINT, ARCHITECTE DES TRANSFORMATIONS....

P. 90

RÉFÉRENCES & BIBLIOGRAPHIE.....

P. 91

ÉDITO

Le futur du tourisme en outre-mer ne se dessine pas en ligne droite. Il se conjugue au pluriel, à l'image de la richesse et de la diversité des territoires qui le portent. Il ne s'agit plus seulement de promouvoir des destinations ; il s'agit de repenser nos manières de voyager, d'accueillir, de préserver, d'innover.

À l'heure des bouleversements globaux - changement climatique, mutations économiques, évolutions sociétales - qui s'imposent de plus en plus vite, le tourisme ultramarin est à la fois un monde à découvrir et un avenir à inventer. Il ne peut se contenter de reproduire les modèles du passé : il doit ouvrir la voie, expérimenter, s'ancrer dans les réalités locales tout en anticipant les défis globaux.

Cette étude ne prétend pas prédire l'avenir. Elle vise plus humblement - mais tout aussi nécessairement - à nourrir la réflexion, à offrir des clés de lecture, à poser les bonnes questions. À chacun ensuite de tracer sa propre feuille de route, en tenant compte des facteurs multiples et parfois contradictoires qui façonneront le paysage touristique de demain en considérant que l'anticipation est préférable et moins coûteuse que la réaction.

Car plus que jamais, l'urgence est à l'action. L'anticipation n'est pas un luxe : elle est un impératif stratégique. Agir dès aujourd'hui, c'est offrir aux outre-mer un tourisme durable, résilient, choisi.

Bonne lecture à tous

Olivier JACOB
Préfet
Directeur Général des Outre-Mer
Ministère des Outre-Mer

Christian MANTEI
Président
d'Atout France

Adam OUBUIH
Directeur général
d'Atout France

AVANT-PROPOS

Atout France a lancé une démarche prospective, « Horizons 2040 », pour identifier les facteurs de transformation du tourisme et son environnement. Cette réflexion a abouti à des scénarios sur l'avenir du tourisme à l'horizon 2040, présentés à des professionnels lors d'un événement national fin 2023. En 2024, Atout France a souhaité ancrer cette réflexion dans une réalité locale via une « déclinaison territoriale ». En partenariat avec la Direction Générale des Outre-mer (DGOM), une démarche a été initiée pour explorer les facteurs de changement spécifiques aux territoires ultra-marins.

Les récents événements dans les bassins d'Outre-mer montrent que certains changements décrits dans l'étude commencent à se manifester. Les mouvements contre la vie chère en Martinique, les émeutes en Nouvelle-Calédonie et la catastrophe naturelle à Mayotte illustrent cette accélération des changements. Pour cartographier les changements à venir, il est crucial de considérer les spécificités de ces territoires. Trois dimensions sont mises en avant :

- **Paradoxe des territoires** : Le tourisme Outre-mer s'est construit autour de l'image de plages paradisiaques. Bien que dotés de ressources patrimoniales et d'une diversité culturelle, ces territoires souffrent d'une concurrence élevée, d'une baisse de compétitivité et d'une dépendance à la clientèle hexagonale. Les offres touristiques doivent être réinventées.
- **Fragmentation géographique** : Les Outre-mer français forment un espace fragmenté dans trois blocs géographiques (océan Pacifique, Atlantique, Indien), chacun avec des enjeux d'attractivité et d'adaptation différents. Par exemple, la Martinique est affectée par la montée du niveau marin, tandis que la Polynésie française se concentre sur l'érosion des récifs coralliens.
- **Défis environnementaux** : Ces territoires, malgré leur superficie limitée, sont en première ligne face aux défis environnementaux. Leur aménagement littoral et la fragilité de leurs écosystèmes, qui concentrent 80% de la biodiversité française, les exposent aux impacts du changement climatique. À l'horizon 2040, les risques liés à l'élévation du niveau de la mer, aux cyclones plus intenses et à la perte de biodiversité pourraient s'accroître, affectant les infrastructures touristiques et les communautés insulaires.

Pour dessiner les lignes d'évolution à 2040, il ne suffit pas de détecter des variables de changement. Il est essentiel de les relier et d'analyser leurs implications pour guider l'évaluation des politiques touristiques. Les événements à Mayotte rappellent que ces enjeux environnementaux sont aussi socio-économiques. La catastrophe témoigne de l'impréparation face au risque cyclonique et du sous-investissement dans les infrastructures. Adopter une vision prospective, c'est projeter les variables de changement à long terme et s'intéresser aux liens qui les unissent.

Le document présente le fruit de cette réflexion. À l'heure où le secteur touristique connaît de profondes évolutions, il doit contribuer à nourrir la vision et la réflexion des destinations sur les changements durables à entreprendre.

OBJECTIFS

Dans le prolongement de l'étude prospective "Horizon 2040", cette feuille de route est une déclinaison stratégique prenant spécifiquement en compte les facteurs de changement sur les territoires d'outre-mer.



Capitaliser sur l'étude Horizons 2040 concernant le tourisme en France en identifiant les variables de changement susceptibles d'impacter plus spécifiquement les Outre-mer.



Approfondir les variables les plus impactantes localement, transposer les implications pour les acteurs du tourisme en Outre-mer et apporter des éclairages permettant une meilleure évaluation et un pilotage plus efficient des politiques touristiques



Sensibiliser les acteurs du tourisme en Outre-mer aux évolutions à venir, renforcer l'acceptabilité des changements à venir et préparer la mise en action

DÉMARCHE D'EXPLORATION

Pour se bâtir une grille de lecture des évolutions à venir, il s'avère décisif de pouvoir identifier les mutations possibles, certaines et incertaines, susceptibles d'avoir un impact sur le secteur du tourisme. Pour ce faire, le parti pris méthodologique est d'explorer **les variables de changement** qui peuvent avoir une incidence à moyen et long terme sur l'environnement dans lequel ces acteurs pourraient opérer leurs activités et leurs offres et venir infléchir de façon accentuée leur évolution.

Une variable de changement désigne un mouvement de fond, déjà à l'œuvre (*tendance lourde*) ou émergent (*signal faible*) qui permet d'éclairer les transformations à l'œuvre (*d'un point de vue environnemental, sociétal, économique, culturel ou technologique*) et ses implications spécifiques sur les acteurs du tourisme. Les variables de changement sont structurées autour de cinq systèmes :

- Environnement & Rapport au vivant** : changement climatique et disponibilités des ressources
- Économique & Social** : mouvements mondiaux économiques et démographiques
- Humain** : transformations des individus, des usages et des générations
- Politique** : évolution des systèmes réglementaires et des rapports de pouvoir
- Technologie** : ruptures techniques et innovations

Afin de réaliser ce travail de cartographie, trois méthodes de collecte de données prospectives ont été mobilisées :

- **Une veille** des rapports prospectifs existants et des travaux de référence menés par des acteurs institutionnels sur les bassins d'Outre-mer (ex. IFREMER, ADEME, Délégation sénatoriale aux Outre-mer, ...)
- **Des entretiens avec des acteurs du tourisme**, représentatifs des différents territoires et des enjeux touristiques étudiés ;
- **Des ateliers de co-création** visant à hiérarchiser et approfondir les variables de changement susceptibles d'avoir une incidence à moyen et long terme sur l'environnement dans lequel ces acteurs pourraient opérer leurs activités et leurs offres et venir infléchir de façon accentuée leur évolution.

Sur cette base, les scénarios prospectifs élaborés dans le cadre d'Horizons 2040 ont été adaptés, en tenant compte d'une combinaison de variables propre aux Outre-mer. Ils décrivent l'environnement et les dynamiques dans lesquels les acteurs du tourisme pourraient s'inscrire dans les années à venir. La scénarisation permet ainsi de mieux appréhender les implications concrètes pour la filière et les changements à entreprendre.

DÉMARCHE D'EXPLORATION

Une démarche en 4 grands temps pour cadrer les variables de changement à 2040 et leurs implications sur les territoires ultramarins :

#1 ANALYSE DES ÉTUDES EXISTANTES

- Analyser les connaissances existantes pour identifier les variables de changement clés : revue de la littérature académique, compilation de données existantes, valorisation des travaux relatifs au développement économique des territoires ultra-marins, etc.



#2 ENTRETIENS D'APPROFONDISSEMENT

- Mener des interviews pour tirer parti de l'expertise des acteurs du territoire et approfondir les variables identifiées.



#3 ATELIERS DE PROJECTION À 2040

- Animer des ateliers multi-acteurs pour hiérarchiser ces variables de changement selon le niveau d'exposition des territoires d'Outre-mer, aujourd'hui et en projection en 2040.

#4 IDENTIFICATION DES IMPLICATIONS

- Actualiser les scénarios prospectifs de l'étude Horizons 2040 pour mettre en perspective les impacts des changements étudiés pour la filière touristique et ses acteurs afin d'anticiper des évolutions possibles et s'y préparer en conséquence.



RESSOURCES CLÉS ÉTUDIÉES

Nous présentons ci-après quelques utilisées présentées dans la suite de cette étude. Au total, une cinquantaine de documents de référence ont été analysés, ils sont présentés en annexes du document.

Ces ressources couvrent les variables de changement analysées :

- Les **enjeux climatiques** sont particulièrement centraux dans les études récentes portant sur l'Outre-mer. À noter que l'Université de la Rochelle est particulièrement active sur les enjeux d'adaptations des villes et des territoires côtiers en Outre-mer face aux enjeux climatiques.
- Les travaux relatifs à la **situation économique** et **politique** concernant la plus grande majorité des travaux recensés compte tenu de la part centrale du tourisme dans les économies ultra-marines.
- Les travaux conduits par **Atout France** et la **Direction Générale des Outre-Mer** dans le cadre des Comités Stratégiques du Tourisme en Outre-Mer, lieu d'échanges et de débats sur le développement stratégique du tourisme en Outre-Mer.
- Les travaux relatifs aux **développements technologiques**, pourtant critiques au regard des enjeux d'innovation pour décarboner le transport ou tirer parti des potentialités offertes par l'IA, apparaissent beaucoup plus rarement dans la littérature.
- Les travaux relatifs aux **enjeux démographiques** au regard des besoins d'emplois futurs dans les tendances en forte croissance ou de vieillissement accéléré dans d'autres.
- Enfin, les **changements culturels et sociétaux** ont été pris en compte dans l'analyse documentaire de manière à mettre en perspective les dimensions susceptibles d'influencer à long terme les usages et les attentes des touristes.

Panorama de quelques ressources :



La prospective au service des Outre-mer, AFD (2023)



La Gestion des déchets dans les Outre-mer, Sénat, 2022



The Shift Project – Comment transformer nos territoires ?, 2022



Mer et Littoral : quelle stratégie pour 2024-2030 ?, Vie Publique (2024)



CSTOM - CSTOM - Bassin Antilles - Guyane - Martinique - Juin 2024



Liste complète à retrouver en annexes.

CONTRIBUTEURS



ANGELINA Simoni
Directrice interrégionale des
Outre-mer, BPI
Général



HOAREAU Nathalie
Responsable pôle Outre-mer,
Atout France
Général



BALLOUT Julien
Directeur e-commerce,
Air Caraïbes
Général



HUET Géraldine
Responsable veille, innovation
& prospective, Fédération
Réunionnaise de Tourisme
Océan Indien



BLONDY Caroline
Chercheur, maître de
conférence en géographie
Pacifique Sud



FANNY Léon
Responsable du Service Expertise,
Comité Touristique de la Guyane
Caraïbes



BRIVAL Bruno
Directeur Comité Martiniquais
du Tourisme
Caraïbes



MODERNE Alain
Responsable de projet,
Atout France
Général



CHAILAN Alice
Chargée de mission,
DGOM
Général



RENARD Stéphane
Coordinateur Tahiti Cruise Club
Pacifique Sud



DUVAT-MAGNAN Virginie
Chercheur, membre du GIEC
Projet ADAPTOM



SILLISTRINI Michael
Expert prospective,
DGOM
Général



DOEUVRE Jean-André
Responsable de projet,
Atout France
Général



TEYSSEDRE Pascal
Chef du service Tourisme,
Région Réunion
Océan Indien



GALIANA Emmanuelle
Chargée de mission,
Atout France
Général



VADIUS Andréa
Chargée de communication
numérique
Caraïbes



GAY Jean-Christophe
Professeur et Directeur de
l'institut tourisme Côté d'Azur
Général



VALLON Didier
Directeur Outre-mer,
Suez Eau France
Général

VARIABLES DE CHANGEMENT



QUELS CHANGEMENTS SPÉCIFIQUES AUX OUTRE-MER À 2040 ?

Des crises sociales aux chocs climatiques en passant par les mutations technologiques à cycles toujours plus courts, penser le long terme semble plus que jamais nécessaire. Cela nécessite de traiter deux aspects : à quel horizon de temps se projeter et avec quelle grille d'analyse ?

Sur le premier point, l'horizon retenu pour l'étude est celui de 2040 : il permet de se situer en dehors de la temporalité opérationnelle propre aux activités touristiques sans pour autant être décorrélé des implications des variables étudiées, certains ayant d'ores et déjà des conséquences observables. L'ampleur de l'ouragan Irma, qui a frappé en 2017 Saint-Martin et les autres îles des Caraïbes, ou les graves conséquences économiques et sociales après le passage du cyclone tropical Chido à Mayotte fin 2024 apparaissent selon les experts comme étant représentatif des situations qui pourraient s'amplifier d'ici 15 ans. Il en va de même des enjeux sociaux en Martinique, des problématiques relatives au foncier à La Réunion ou de l'érosion côtière en Guadeloupe.

Les Outre-mer sont à l'avant-garde d'une diversité d'enjeux susceptibles de se généraliser demain sur d'autres territoires.

A ce titre, les territoires d'Outre-mer s'appréhendent comme des laboratoires des changements à venir. Les situations très concrètes présentées dans ce rapport, de la pénurie de ressources à la perte de biodiversité en passant par l'empreinte carbone du transport aérien, témoignent de l'urgence qu'il y a à se saisir aujourd'hui de ces changements. Ils constituent en outre des laboratoires du changement car ils expérimentent déjà, de façon accélérée, de nouvelles solutions permettant de faire face à ces changements. Le rapport met ainsi en avant des solutions d'avenir sur lesquelles investir dès demain.

Concernant la question de la grille d'analyse, il s'agit d'explorer les bonnes problématiques, c'est-à-dire celles qui vont avoir un impact fort sur l'avenir et concernent spécifiquement les territoires d'Outre-mer. Dans le cadre de l'analyse, cinq variables ont été retenues : elles viennent dimensionner et cadrer les réflexions menées pour appréhender les conséquences et les implications sur le secteur du tourisme.

ENVIRONNEMENT & RAPPORT AU VIVANT

Changement climatique et disponibilités des ressources

ÉCONOMIQUE & SOCIAL

Mouvements mondiaux économiques et démographiques

HUMAIN

Transformations des individus, des usages et des générations

POLITIQUE

Evolution des systèmes réglementaires et des rapports de pouvoir

TECHNOLOGIE

Ruptures techniques et innovations

Dans ce cadre, deux variables apparaissent comme particulièrement critique à intégrer au regard des implications fortes sur les Outre-mer : celle du changement climatique, dont l'impact sans nul doute massif, et celle des transformations économiques et sociétales qui conduiront à remodeler l'offre touristique.

ENVIRONNEMENT & RAPPORT AU VIVANT

La grande vulnérabilité des territoires au changement climatique s'explique par des facteurs géographiques. La plupart de ces territoires sont des îles, à l'exception de la Guyane. Par leur aménagement, concentré sur les littoraux et la fragilité de leurs écosystèmes – qui concentrent **80% de la biodiversité française sur seulement 22% du territoire national** – ces territoires verront leurs côtes et infrastructures exposées à des risques croissants de submersions marines et d'érosion côtière entraînant des **conséquences directes et indirectes sur les infrastructures touristiques**, les activités économiques locales et les communautés insulaires. Cette vulnérabilité « naturelle » est **renforcée par des facteurs économiques et sociaux** : croissance démographique, inégalités sociales, facteurs culturels, sensibilité aux crises, etc.



ÉCONOMIQUE & SOCIAL

La multiplication des crises, les inégalités sociales, les tensions identitaires ou encore les fractures intergénérationnelles, pourraient exacerber la fragilité des territoires d'Outre-mer. La **baisse d'attractivité de certains sites** situés sur des zones vieillissantes, endommagées voire inhabitables du fait des aléas climatiques et de la pression sur les ressources naturelles, **soulève des questions sur la pérennité de ces destinations et leur attractivité face aux destinations voisines** dont les infrastructures sont souvent modernes et l'offre d'hébergement moins chère. Le tourisme est pourtant au cœur de l'économie pour certains territoires, à l'image de la Polynésie française, dont le tourisme est la première activité économique et génère plus de $\frac{3}{4}$ de ses ressources économiques. En réponse à l'impératif d'attractivité de ces territoires et d'ouverture sur l'extérieur, **de nouveaux modèles sont à inventer** pour diversifier la clientèle, engager de nouvelles formes de tourisme et de promotion de ces destinations tout en conservant leur identité. En dehors de la clientèle hexagonale, il s'agit également de prendre en compte la **vision interne des résidents qui conditionnera de façon structurelle les changements à venir** dans les pratiques touristiques : nouveaux modes d'hébergement, pratiques de mobilité alternatives, adoption d'un slow tourisme et de modes de consommation plus responsables.



Trois autres variables peuvent donner l'impression de relever du certain, mais leurs conséquences sont suffisamment complexes pour déterminer les implications concrètes sur le tourisme.

HUMAIN

La variable « Humain » propose de se centrer plus spécifiquement sur l'individu pour mieux appréhender les motivations susceptibles de conduire à une mutation du phénomène touristique. Les nouvelles générations expriment des attentes renouvelées, centrées sur la **durabilité, l'innovation et la reconnaissance de leur identité culturelle**. Les seniors vont privilégier des offres liant **voyage et santé holistique**. En outre, les dynamiques migratoires - géopolitiques, climatiques ou économiques - nécessitent des investissements dans les infrastructures (hébergement, santé, mobilité), déjà mises sous tension par la **vive accélération de la croissance démographique dans certains territoires**. Pour être résilients, les acteurs du tourisme devront être en mesure d'adapter continuellement leurs offres en interagissant avec différents « fragments » de la société.

POLITIQUE

La variable met en exergue les transformations politiques et géopolitiques pouvant impacter les territoires ultra-marins. Les Outre-mer, bien qu'ils soient situés en dehors de l'UE, entretiennent des liens privilégiés avec elle. Toutefois, elles sont aussi **reliées à leurs propres bassins et aux dynamiques régionales qui s'opèrent**. Des menaces d'un nouveau genre sont ainsi à prendre en compte : conflits territoriaux, migrations forcées, instabilités politiques, déstabilisations institutionnelles, etc. La conscience accrue de ces risques, soutenue par des **pressions sociétales croissantes**, pousse les gouvernements à élaborer des stratégies ambitieuses pour protéger les territoires d'Outre-mer, particulièrement exposés aux chocs climatiques ou aux disparités socio-économiques. Les stratégies devront être ajustées pour préserver l'attractivité des territoires en tenant compte de leurs particularités, des **réalités très différentes propres à chaque bassin**, de leurs points de force comme de leurs sources de vulnérabilité.

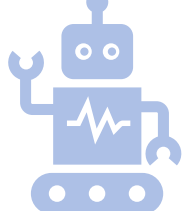
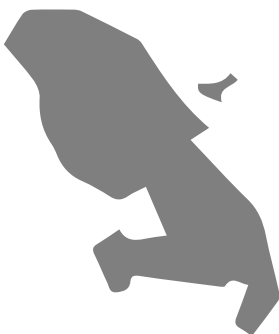
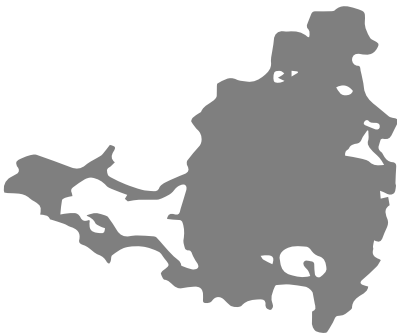
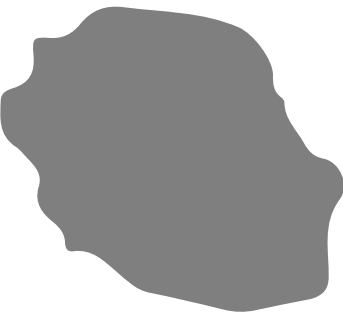
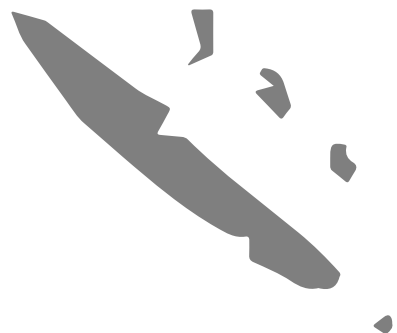
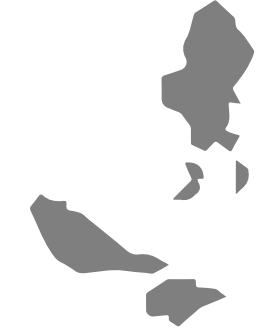
TECHNOLOGIE

Si des technologies comme l'intelligence artificielle ou la voiture autonome pourraient bouleverser les modes de vie et élargir les horizons, il est difficile d'établir si ces technologies peuvent réellement modifier les offres et les pratiques touristiques en Outre-mer à l'horizon des 15 ans. Face à la nouvelle donne environnementale, l'analyse met en perspective trois principales transitions spécifiques aux Outre-mer et susceptibles de forger les attentes des usagers dans les prochaines années : transitions vers des **transports bas-carbone**, transitions vers des **infrastructures intelligentes** et transitions vers des **expériences toujours plus personnalisés et instantanées**.

Pour chaque variable analysée, nous nous efforcerons de mettre en avant les implications clés au travers de deux dimensions :

- Une **analyse des changements** susceptibles d'être les plus impactants à l'horizon 2040 ;
- Une **mise en perspective du niveau d'exposition** de chaque territoire aux changements évoqués.

SYNTHÈSE DES IMPACTS CLÉS PAR BASSIN

	 Environnement rapport au vivant	 Économique et Social	 Humain	 Politique	 Technologie	TOTAL
Bassin Caraïbes	4,1 / 5	3,9 / 5	4,1 / 5	3,3 / 5	3,5 / 5	3,7 / 5
 Guyane française	3,8 / 5	3,8 / 5	4,2 / 5	2,9 / 5	3,3 / 5	3,8 / 5
 Martinique	4 / 5	3,9 / 5	4 / 5	3,5 / 5	3,7 / 5	3,8 / 5
 Guadeloupe	4 / 5	3,9 / 5	3,9 / 5	3,5 / 5	3,6 / 5	3,8 / 5
 Saint-Martin	4,5 / 5	3,8 / 5	4,1 / 5	3,1 / 5	3,3 / 5	3,6 / 5
Bassin Indien	4,5 / 5	4,1 / 5	4 / 5	3,5 / 5	3,9 / 5	4 / 5
 La Réunion	4,5 / 5	3,9 / 5	3,4 / 5	3,4 / 5	3,8 / 5	3,8 / 5
 Mayotte	4,5 / 5	4,3 / 5	4,5 / 5	3,5 / 5	3,9 / 5	4,1 / 5
Bassin Pacifique	4,5 / 5	4,3 / 5	3,9 / 5	4,3 / 5	4,4 / 5	4,3 / 5
 Polynésie française	4,5 / 5	4,2 / 5	3,8 / 5	4,1 / 5	4,5 / 5	4,2 / 5
 Nouvelle-Calédonie	4,5 / 5	4,4 / 5	3,9 / 5	4,4 / 5	4,2 / 5	4,3 / 5
TOTAL	4,5 / 5	4,3 / 5	3,9 / 5	4,3 / 5	4,4 / 5	4,3 / 5

LISTE DES VARIABLES DE CHANGEMENT

ENVIRONNEMENT & RAPPORT AU VIVANT	P. 19
01. Hausse des pénuries : tension sur les prix et l'approvisionnement en ressources.....	P. 22
02. Le défi de la gestion des déchets.....	P. 24
03. Des écosystèmes transformés sous les effets du réchauffement planétaire.....	P. 26
04. Décarbonation des transports : entre prise de conscience écologique et impératif économique.....	P. 28
05. Multiplication et intensification des aléas naturels.....	P. 30
ÉCONOMIQUE & SOCIAL	P. 32
06. Obsolescence des infrastructures et tensions sur l'offre d'hébergement.....	P. 35
07. Hausse de l'instabilité économique et financière.....	P. 37
08. Le défi de la mobilité et de l'accessibilité.....	P. 39
09. Des évolutions démographiques aux disparités fortes.....	P. 41
10. Des préoccupations croissantes liées à la santé et à la qualité de vie.....	P. 43
11. Impact culturel et patrimonial du tourisme.....	P. 45

LISTE DES VARIABLES DE CHANGEMENT

HUMAIN

P. 47

12. Érosion de la cohésion sociale et hausse des tensions.....	P. 50
13. Évolutions des attentes des nouvelles générations.....	P. 52
14. Nouvel exotisme et volonté de sortir des sentiers battus.....	P. 54
15. L’expérience au cœur des attentes clients.....	P. 56
16. Mouvements migratoires (économique, politique et climatique)	P. 58

POLITIQUE

P. 60

18. Nouvelles formes de contestation citoyenne et de remise en question des institutions.....	P. 63
19. Risques de collision concurrentielle liée à l’Europe.....	P. 65
20. Fragmentation de l’ordre mondial.....	P. 67
17. Intensification de la lutte politique contre le changement climatique.....	P. 69

TECHNOLOGIE

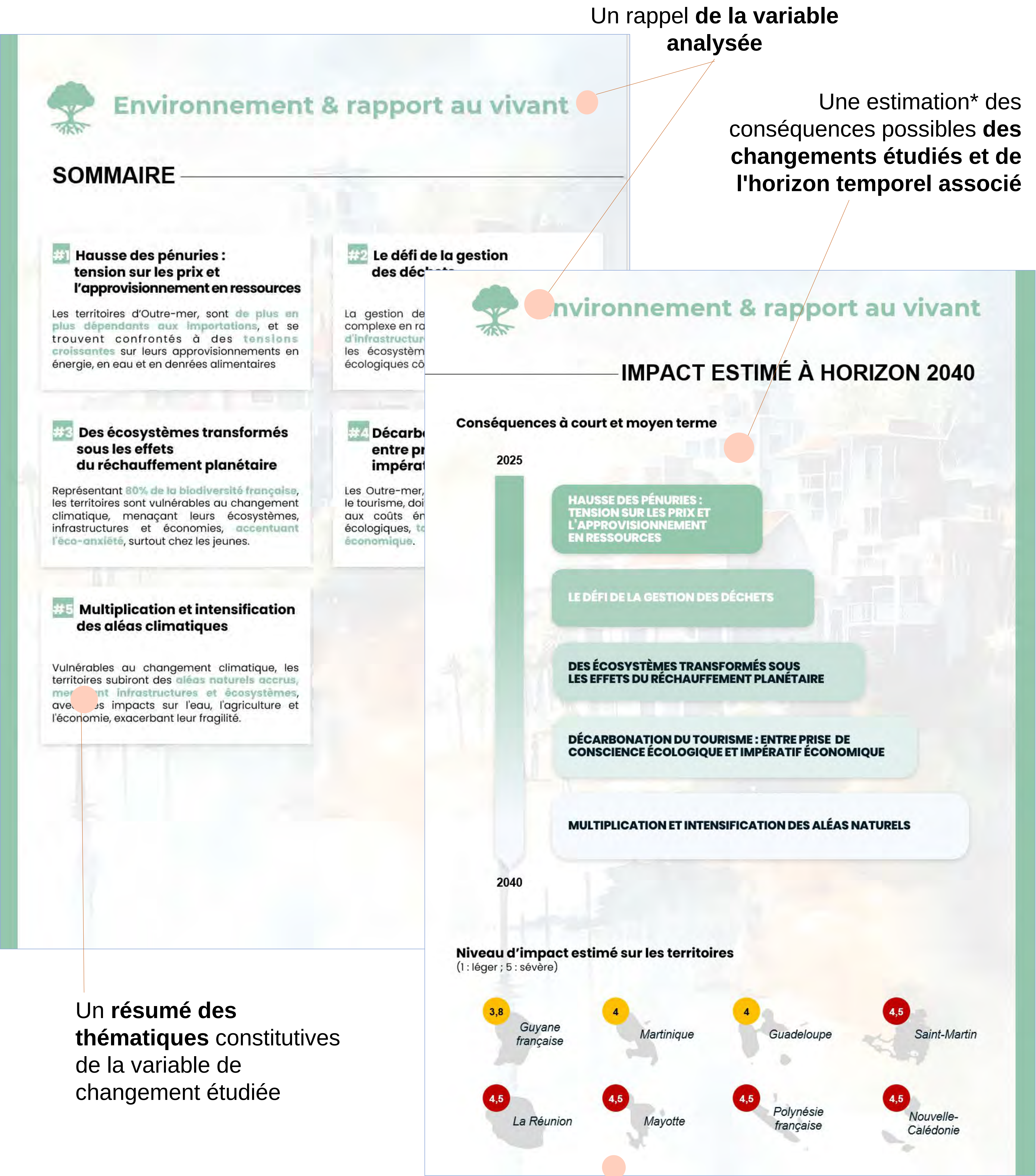
P. 71

24. Digitalisation du quotidien et « nouveau normal numérique »..	P. 74
23. Transformation des métiers du tourisme.....	P. 76
22. Green et clean tech, des solutions pour lutter contre le changement climatique.....	P. 78
21. Révolution des mobilités courte et longue distance.....	P. 80

COMMENT LIRE LES FICHES

Une variable de changement est un **mouvement de fond**, déjà à l’œuvre ou émergent, **susceptible d’impacter un secteur d’activité** d’un point de vue sociétal, technologique, culturel, économique et gouvernemental.

Pour chaque variable de changement, plusieurs thématiques ont été analysées (usages émergents, nouvelles technologies, évolutions réglementaires, services innovants...). Chaque thématique fait l'objet de fiches détaillées afin d'appréhender les enjeux à 2040 et les implications sur le tourisme.



*Estimation réalisée à partir des échanges avec les contributeurs et analyse des références. Pour une utilisation en dehors du contexte de cette étude, ces estimations doivent être confrontées à d'autres sources d'informations (statistiques, recherches scientifiques, etc).

COMMENT LIRE LES FICHES

Un résumé de la thématique au travers d'une analyse des tendances et signaux faibles

Ce qui prouve que cela a commencé : des signaux déjà observables aujourd’hui et susceptibles de se généraliser à l'horizon 2040



ENVIRONNEMENT & RAPPORT AU VIVANT

HORIZONS 2040 | OUTRE-MER

01. HAUSSE DES PÉNURIES : TENSION SUR LES PRIX ET L'APPROVISIONNEMENT EN RESSOURCES

Alors que nos besoins en matières premières ne cessent d'augmenter, les réserves locales et mondiales s'amenuisent et deviennent plus difficiles à exploiter. Les territoires d'Outre-mer, fortement dépendants des importations, pourraient se trouver confrontés à des tensions croissantes sur leurs approvisionnements en énergie, en eau et en denrées alimentaires. Cette dépendance est aggravée par des hausses de prix dues à la raréfaction des ressources et aux conséquences de l'éloignement de ces économies insulaires. Les infrastructures locales, souvent vieillissantes, ne répondent pas à une demande croissante, accentuant les vulnérabilités de ces régions. Ces défis critiques la gestion durable de leurs ressources et leur résilience face aux crises.

ENJEUX À 10 ANS

- Une hausse des coûts énergétiques qui s'ajoutent à la dépendance des territoires : plus de 95% de l'énergie consommée en Martinique provient de sources fossiles¹.
- Une crise de l'eau qui s'annonce : fragilité des stocks d'eau douce utilisables et disponibles, sécheresses, stress hydrique accru. La géographie le plus souvent plate des territoires accentue leur faible capacité de stockage d'eau douce¹. Les hébergements touristiques devront intégrer la gestion de l'eau (généraliser le jardin créole basé sur des pratiques agroécologiques, récupérer et stocker l'eau de pluie, place un double réseau sanitaire dans les logements, etc.).
- Des investissements significatifs en matière de rénovation et de modernisation des réseaux pour une gestion efficiente de la ressource.
- L'augmentation des coûts des matériaux de construction qui aura un impact sur les projets de modernisation des infrastructures.
- La dépendance aux importations alimentaires qui s'accroît (+22% en valeur sur les 10 dernières années).
- Le développement d'énergies renouvelables et d'alternatives durables : surcyclage, carburants alternatifs. Ces territoires peuvent aussi capitaliser sur le potentiel énergétique renouvelable non négligeable de leur littoral (éolien, hydraulique, solaire, etc.) et la problématique du stockage des déchets énergétiques qui sont par nature intermittentes et dépendent largement des conditions climatiques.
- L'adaptation de nos sociétés à un monde de pénuries (délais de production rallongés, hausse des coûts) et l'émergence de modèles économiques plus sobres et circulaires².
- La dégradation de la capacité productive des territoires d'Outre-mer sous l'effet du changement climatique très dépendante aux importations (+9% sur les 10 dernières années).
- Le risque de tensions pour l'accès aux ressources, le marché des matières premières étant la cible des tensions géopolitiques de la planète.

Sources : 1. Réseau Eau et Climat, 2021 ; 2. AFD, 2021

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Augmentation du coût de construction et d'entretien des infrastructures et équipements touristiques.
- Fragilisation durable des compagnies aériennes et des vols long courrier au regard des besoins en énergies carbonées.
- Adaptation de l'offre et gestion plus efficace des ressources : sobriété active (mobilités douces, limitation de la climatisation, extinction de l'éclairage nocturne, valorisation des eaux pluviales), intégration de solutions favorisant les pratiques d'autopartage et de covoiturage, développement de l'éco-tourisme à faible empreinte carbone, etc.
- Modernisation des infrastructures de constructions à énergie positive (ex. : bâtiments à énergie positive, infrastructures en entrée de ville, etc.).
- Changement des usages pour amener les visiteurs à adopter des solutions adaptées au territoire (hébergement en gîte) visant à limiter l'impact des déplacements (ex. : vélo, marche, etc.).

ENVIRONNEMENT & RAPPORT AU VIVANT

HORIZONS 2040 | OUTRE-MER

01. HAUSSE DES PÉNURIES : TENSION SUR LES PRIX ET L'APPROVISIONNEMENT EN RESSOURCES

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En Guadeloupe et Guyane, un quart de la population n'a pas accès à de l'eau potable tous les jours. Un tiers de la population à Mayotte est concernée³. La majorité des logements ultramarins ne sont pas raccordés à l'assainissement collectif (entre 50 % et 80 % dans les DROM contre moins de 20 % dans l'hexagone) alors que les systèmes autonomes posent des problèmes d'entretien.
- La loi de transition énergétique pour la croissance verte leur a fixé comme objectifs ambitieux d'atteindre 50 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie dès 2020 et d'être autonome énergétiquement en 2030. Les territoires ultramarins dépendent aujourd'hui encore en grande majorité de centrales thermiques fonctionnant au charbon et au fioul, à l'exception de la Guyane qui présente un mix électrique composé à plus de 70 % d'énergies renouvelables. Face à la pénurie d'énergie, la Guyane a lancé la construction de la plus grande centrale électrique à hydrogène au monde en 2021⁴.
- À Hierro, archipel des Canaries, 100 % de l'électricité produite est renouvelable.
- L'entreprise calédonienne RecyVerre récupère le verre pour le transformer en sable de filtration de piscine, en granulé de décoration au sol ou en ingrédient pour les enrobés, etc.

Sources : 3. Outre-mer la 1^{ère} 10/2022 ; 4. AFD, 2021

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

BAM : Un hôtel de luxe écologique, symbole d'un tourisme durable en Martinique

Le projet BAM, un futur hôtel 5 étoiles aux Trois-Îlets en Martinique, se distingue par son engagement en faveur d'un tourisme durable et d'une construction écoresponsable. Ce projet ambitieux s'inscrit dans une démarche qui va bien au-delà des pratiques courantes, comme le souligne le co-fondateur de BAM Archi : « Il ne s'agit pas uniquement de manger local, d'avoir son propre potager et de limiter les déchets. La démarche va plus loin car elle commence dès la construction du site : le choix des matériaux, la construction de douches plutôt que de baignoires, l'énergie solaire ou éolienne, le recyclage des eaux usées... ».

Conscient des défis posés par l'augmentation des coûts des matériaux et les difficultés d'approvisionnement, BAM s'adapte en mettant en avant des solutions locales et durables. L'hôtel prévoit d'utiliser des matériaux issus de l'île, réduisant ainsi son empreinte carbone. En complément, il intégrera des technologies innovantes, telles que la récupération des eaux de pluie, le recyclage des eaux usées et le recours à des énergies renouvelables comme le solaire ou l'éolien.

Le site se positionne comme un modèle d'intégration harmonieuse dans son environnement culturel et patrimonial. La restauration du fort de la Pointe du Bout, un monument historique du XVIII^e siècle, illustre cette volonté de conjuguer développement touristique et préservation des trésors de l'histoire martiniquaise.

« Pour être durables, les solutions de valorisation et de préservation des ressources doivent être pensées dans leur globalité. Cela passe notamment par un transfert de compétences pour assurer la maintenance, le suivi à distance des exploitations et être en mesure d'intervenir sur les équipements en cas de besoin. Cela pose la question des modèles économiques pour financer les coûts d'exploitation et des compétences techniques à développer sur les territoires. »

Didier Vallon

Directeur Outre-Mer Suez Eau France



Un détail des grands enjeux à 10 ans, une manière de se projeter dans l'univers du possible

Un premier niveau d'analyse des implications possibles sur le secteur du tourisme

Un zoom sur une initiative remarquable mise en place par un territoire

Des citations d'experts pour illustrer les propos et approfondir les changements analysés

ENVIRONNEMENT & RAPPORT AU VIVANT





Environnement & rapport au vivant

SOMMAIRE

#1 Hausse des pénuries : tension sur les prix et l’approvisionnement en ressources

Les territoires d’Outre-mer, sont **de plus en plus dépendants aux importations**, et se trouvent confrontés à des **tensions croissantes** sur leurs approvisionnements en énergie, en eau et en denrées alimentaires

#2 Le défi de la gestion des déchets

La gestion des déchets en Outre-mer est complexe en raison de **l’insularité, du manque d’infrastructures et du tourisme**, menaçant les écosystèmes et exacerbant les risques écologiques côtiers.

#3 Des écosystèmes transformés sous les effets du réchauffement planétaire

Représentant **80% de la biodiversité française**, les territoires sont vulnérables au changement climatique, menaçant leurs écosystèmes, infrastructures et économies, **accentuant l’éco-anxiété**, surtout chez les jeunes.

#4 Décarbonation du tourisme : entre prise de conscience et impératifs économiques

Les Outre-mer, dépendants de l’aviation pour le tourisme, doivent **repenser leur modèle** face aux coûts énergétiques et aux pressions écologiques, **tout en préservant leur vitalité économique**.

#5 Multiplication et intensification des aléas climatiques

Vulnérables au changement climatique, les territoires subiront des **aléas naturels accrus, menaçant infrastructures et écosystèmes**, avec des impacts sur l’eau, l’agriculture et l’économie, exacerbant leur fragilité.



Environnement & rapport au vivant

IMPACT ESTIMÉ À HORIZON 2040

Conséquences à court et moyen terme

2025

HAUSSE DES PÉNURIES :
TENSION SUR LES PRIX ET
L'APPROVISIONNEMENT
EN RESSOURCES

LE DÉFI DE LA GESTION DES DÉCHETS

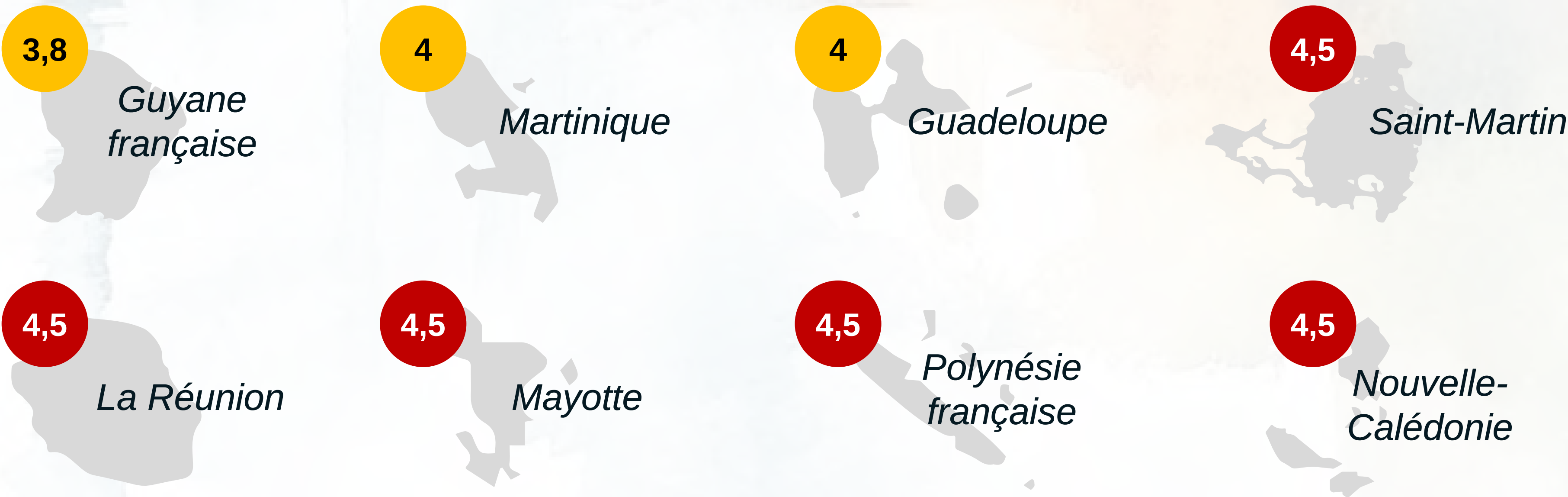
DES ÉCOSYSTÈMES TRANSFORMÉS SOUS
LES EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT PLANÉTAIRE

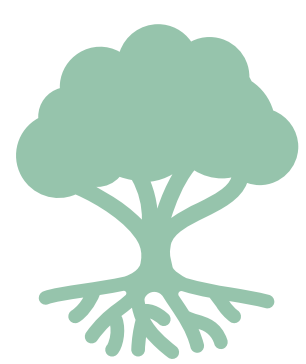
DÉCARBONATION DU TOURISME : ENTRE PRISE DE
CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE ET IMPÉRATIF ÉCONOMIQUE

MULTIPLICATION ET INTENSIFICATION DES ALÉAS NATURELS

2040

Niveau d'impact estimé sur les territoires (1 : léger ; 5 : sévère)





01. HAUSSE DES PÉNURIES : TENSION SUR LES PRIX ET L'APPROVISIONNEMENT EN RESSOURCES

Alors que nos besoins en matières premières ne cessent d'augmenter, les réserves locales et mondiales s'amenuisent et deviennent plus difficiles à exploiter. Les territoires d'Outre-mer, fortement dépendants des importations, pourraient se trouver confrontés à des tensions croissantes sur leurs approvisionnements en énergie, en eau et en denrées alimentaires. Cette dépendance pourrait être aggravée par des hausses de prix dues à la raréfaction des ressources et aux logistiques liées à l'éloignement de ces économies insulaires. Les infrastructures locales, souvent insuffisantes pour répondre à une demande croissante, accentuent les vulnérabilités de ces régions, rendant plus critiques la gestion durable de leurs ressources et leur résilience face aux crises.

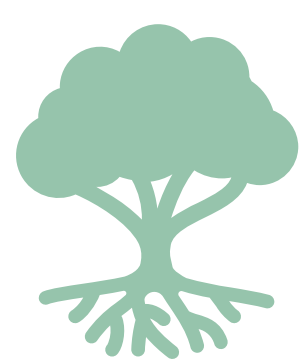
ENJEUX À 10 ANS

- **Une hausse des coûts énergétiques** qui s'ajoutent à la dépendance des territoires : plus de 95% de l'énergie de la Martinique provient de sources fossiles¹.
- **Une crise de l'eau qui s'annonce** : fragilité des stocks d'eau douce utilisables et disponibles, augmentation des sécheresses, stress hydrique accru. La géographie le plus souvent plate des territoires accentue ces enjeux face à leur faible capacité de stockage d'eau douce¹. Les hébergements touristiques devront intégrer ces enjeux (généraliser le jardin créole basé sur des pratiques agroécologiques, récupérer et stocker l'eau de pluie, mettre en place un double réseau sanitaire dans les logements, etc.).
- **Des investissements significatifs** en matière de rénovation et de modernisation des réseaux pour permettre une gestion efficiente de la ressource.
- **L'augmentation des coûts des matériaux** de construction qui aura un impact sur les projets de construction et de modernisation des infrastructures.
- **La dépendance aux importations alimentaires** qui s'accroît (+22% en valeur sur les 10 dernières années).
- **Le développement d'énergies renouvelables** et d'alternatives durables : surcyclage, carburants alternatifs, etc. Ces territoires peuvent aussi capitaliser sur le potentiel énergétique renouvelable non négligeable, malgré la problématique du stockage desdites énergies qui sont par nature intermittentes et dépendent largement des aléas climatiques.
- **L'adaptation de nos sociétés à un monde de pénuries** (délais de production rallongés, baisse de l'offre, hausse des coûts) et l'émergence de modèles économiques plus sobres et circulaires².
- **La dégradation de la capacité productive** des territoires d'Outre-mer sous l'effet du changement climatique, déjà très dépendante aux importations (+9% sur les 10 dernières années).
- **Le risque de tensions** pour l'accès aux ressources, le marché des matières premières étant la face émergée des tensions géopolitiques de la planète.

Sources : 1. Réseau climat, 2022 ; 2. Cirad, 02/ 2022

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Augmentation du coût de construction et d'entretien des infrastructures et équipements touristiques.
- Fragilisation durable des compagnies aériennes et des vols long courrier au regard des besoins en énergies carbonées.
- Adaptation de l'offre et gestion plus efficace des ressources : sobriété active (mobilités douces, limitation de la climatisation, extinction de l'éclairage nocturne, valorisation des eaux pluviales), intégration de solutions favorisant les pratiques d'autopartage et de covoiturage, développement de l'éco-tourisme à faible empreinte carbone, etc.
- Modernisation des infrastructures et nouvelles constructions à énergie positive (ex. panneaux solaires, éoliennes, infrastructures en entrée de ville pour garer une voiture et accéder à du transport collectif ou partagé, etc.)
- Changement des usages pour amener la clientèle à adopter des solutions adaptées au climat local (ex. hébergement en gîte) visant à limiter la consommation électrique (ex. chauffe-eau solaire, recyclage de l'eau, surcyclage, etc.).



01. HAUSSE DES PÉNURIES : TENSION SUR LES PRIX ET L'APPROVISIONNEMENT EN RESSOURCES

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En Guadeloupe et Guyane, un quart de la population n'a pas accès à de l'eau potable tous les jours. Un tiers de la population à Mayotte est concernée³. La majorité des logements ultramarins ne sont pas raccordés à l'assainissement collectif (entre 50 % et 80 % dans les DROM contre moins de 20 % dans l'hexagone) alors que les systèmes autonomes posent des problèmes d'entretien.
- La loi de transition énergétique pour la croissance verte leur a fixé comme objectifs ambitieux d'atteindre 50 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie dès 2020 et d'être autonome énergétiquement en 2030. Les territoires ultramarins dépendent aujourd'hui encore en grande majorité de centrales thermiques fonctionnant au charbon et au fioul, à l'exception de la Guyane qui présente un mix électrique composé à plus de 70 % d'énergies renouvelables. Face à la pénurie d'énergie, la Guyane a lancé la construction de la plus grande centrale électrique à hydrogène au monde en 2021⁴.
- À Hierro, archipel des Canaries, 100 % de l'électricité produite est renouvelable.
- L'entreprise calédonienne Recy'Verre récupère le verre pour le transformer en sable de filtration de piscine, en granulé de décoration au sol ou en ingrédient pour les enrobés, etc.

Sources : 3. Outre-mer la 1^{ère}, 10/2022 ; 4. AFD, 2021

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

BAM : Un hôtel de luxe écologique, symbole d'un tourisme durable en Martinique

Le projet BAM, un futur hôtel 5 étoiles aux Trois-Îlets en Martinique, se distingue par son engagement en faveur d'un tourisme durable et d'une construction écoresponsable. Ce projet ambitieux s'inscrit dans une démarche qui va bien au-delà des pratiques courantes, comme le souligne le co-fondateur de BAM Archi : « Il ne s'agit pas uniquement de manger local, d'avoir son propre potager et de limiter les déchets. La démarche va plus loin car elle commence dès la construction du site : le choix des matériaux, la construction de douches plutôt que de baignoires, l'énergie solaire ou éolienne, le recyclage des eaux usées... ».

Conscient des défis posés par l'augmentation des coûts des matériaux et les difficultés d'approvisionnement, BAM s'adapte en mettant en avant des solutions locales et durables. L'hôtel prévoit d'utiliser des matériaux issus de l'île, réduisant ainsi son empreinte carbone. En complément, il intégrera des technologies innovantes, telles que la récupération des eaux de pluie, le recyclage des eaux usées et le recours à des énergies renouvelables comme le solaire ou l'éolien.

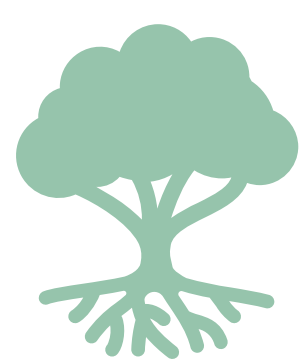
Le site se positionne comme un modèle d'intégration harmonieuse dans son environnement culturel et patrimonial. La restauration du fort de la Pointe du Bout, un monument historique du XVII^e siècle, illustre cette volonté de conjuguer développement touristique et préservation des trésors de l'histoire martiniquaise.

« Pour être durables, les solutions de valorisation et de préservation des ressources doivent être pensées dans leur globalité. Cela passe notamment par un transfert de compétences pour assurer la maintenance, le suivi à distance des exploitations et être en mesure d'intervenir sur les équipements en cas de besoin. Cela pose la question des modèles économiques pour financer les coûts d'exploitation et des compétences techniques à développer sur les territoires. »

Didier Vallon

Directeur Outre-Mer Suez Eau France





02. LE DÉFI DE LA GESTION DES DÉCHETS

La gestion et le traitement des déchets représentent un défi particulier dans les Outre-mer au regard de l'insularité des territoires et du déficit d'infrastructures (le taux de couverture de la population par des déchèteries est de 75 % contre 97 % dans l'hexagone). L'insularité combinée aux limitations des infrastructures de collecte, rend la gestion des flux de déchets particulièrement complexe. L'activité touristique, qui peut augmenter considérablement pendant les saisons hautes, exacerbe ce problème, entraînant une accumulation rapide des déchets, souvent au-delà de la capacité des systèmes locaux. La fragilité des écosystèmes locaux, déjà soumis à des pressions environnementales, est particulièrement sensible aux pollutions provenant des déchets mal gérés et à la saturation des espaces de stockage, l'immense majorité des déchets en Outre-mer étant simplement stockée. Cette situation pose des risques écologiques, notamment pour les zones côtières et marines, cruciales pour l'économie et la biodiversité.

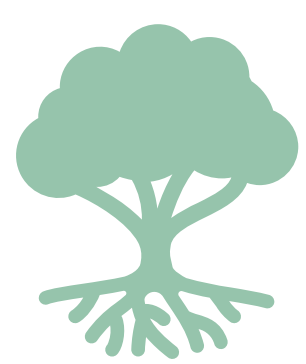
ENJEUX À 10 ANS

- **La nécessité d'atteindre 50% de déchets recyclés** d'ici 2030 pour limiter l'enfouissement et respecter les normes environnementales¹
- **Le besoin de régionaliser les filières de recyclage** dont la mise en place réclame un seuil de déchets non-atteignable localement. Des coopérations locales ou régionales en matière de gestion des déchets pourraient rendre rentables des installations de traitement qui n'atteigneraient pas la taille critique autrement, ou permettre de trouver des traitements moins onéreux dans d'autres territoires ou États voisins.
- **Un enjeu de sensibilisation et d'accompagnement** plus poussé des populations et acteurs des territoires pour systématiser le tri sélectif : multiplication des initiatives citoyennes, développement de tiers lieux dédiés à l'économie circulaire (à l'instar d'Eco Mobil en Martinique, lieu citoyen d'apprentissage), etc.
- **Le développement de la réparation et du réemploi** : atelier de réparation participative en électroménager, en informatique, etc.
- La lutte contre le gaspillage alimentaire via la mise en place du **tri à la source des biodéchets** pour les transformer en composts à destination des espaces verts et des terres agricoles.
- **La mise en place de normes plus restrictives** pour la gestion des déchets afin de garantir une protection adéquate de l'environnement : interdiction du plastique à usage unique, consignes, tri des biodéchets, etc.
- **Un manque de financement et de personnel** pour assurer une bonne gestion des déchets sur l'ensemble du territoire

Sources : 1. ADEME

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Éducation des touristes face à la protection de la biodiversité et à l'importance du tri : impact de leurs gestes du quotidien sur les océans, la faune et la flore.
- Augmentation du coût de la gestion des déchets pour rattraper le retard face aux exigences environnementales qui peut se répercuter sur le secteur du tourisme.
- Avec la multiplication et l'intensification des aléas, la gestion est complexifiée : infrastructures détruites, poubelles envolées, apparition de nouveaux déchets après une catastrophe, etc.
- Mutualisation des infrastructures de collecte et de tri entre les hôtels.
- Systématisation de la consigne en verre et en plastique dans les lieux d'accueil.



02. LE DÉFI DE LA GESTION DES DÉCHETS

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- À Mayotte, la première déchetterie du territoire a été inaugurée en septembre 2024 : preuve du retard dans la gestion des déchets et des initiatives en cours pour combler ces manques².
- En 2020, La Réunion et Mayotte ont fait face à une crise de gestion des déchets dangereux accumulant plus de 5 000 tonnes, en raison de la saturation du transport maritime et de réglementations strictes³.
- Plastic Odyssey, collectif d'acteurs engagés pour réduire la pollution plastique de l'Océan, a impulsé la création d'une filière de recyclage en Polynésie, visant à transformer les déchets plastiques en ressources réutilisables⁴.
- En 2022, la saturation du transport maritime international, conjuguée au durcissement de la réglementation sur le transport international des déchets dangereux, ont amené La Réunion à stocker l'équivalent d'une année de déchets dangereux non exportables (environ 5 000 tonnes pour La Réunion dont 2 500 tonnes de batteries).

Sources : 2. Département de Mayotte, 09/2024 ; 3. Sénat, 12/2022 ; 4. Plastic Odyssey, 03/2024

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Corsair met en œuvre un projet de gestion des déchets à bord pour réduire l'impact environnemental de ses vols

La compagnie aérienne Corsair, en collaboration avec l'Institut de la Transition Ecologique des Outre-mer (ITEDOM) et Newrest, a lancé un projet ambitieux visant à réduire l'impact environnemental de ses vols à destination de la Martinique. Depuis le 8 mars 2024, Corsair est devenue la première compagnie à instaurer un système de tri et de gestion des déchets à bord, marquant un tournant significatif dans la gestion des déchets en Outre-mer. Ce projet pilote, déployé initialement en Martinique, a permis de recycler 2,04 tonnes de bouteilles en plastique et 14,78 tonnes de déchets organiques sur une période de 6 mois, démontrant l'efficacité des processus de tri mis en place. Ces initiatives, soutenues par l'engagement des personnels navigants commerciaux, visent à réduire le tonnage des déchets à bord et à éviter l'enfouissement de volumes équivalents à un Airbus A319 d'ici cinq ans.

Corsair, en partenariat avec l'ITEDOM et Newrest, s'engage à étendre ce programme à d'autres aéroports, notamment en Guadeloupe, La Réunion et Paris. Cette collaboration souligne l'importance de l'implication de tous les acteurs pour une gestion durable des déchets, en s'appuyant sur des partenariats avec les filières locales de valorisation.

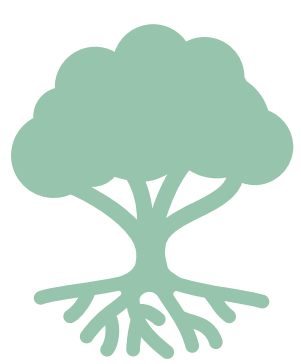
Ces pratiques contribuent à ne pas venir alourdir la charge relative à la gestion et au traitement des déchets qui représentent déjà un défi particulier dans les Outre-mer au regard de l'insularité des territoires.

« Sur certains territoires, la pratique de l'enfouissement atteint ses limites compte tenu des enjeux fonciers notamment. La recherche de solutions de recyclage est d'autant plus compliquée que la taille des gisements n'est pas suffisante. SUEZ collabore avec MINI GREEN POWER, une start-up hyéroise qui a conçu des centrales énergétiques de puissance réduite alimentées par des déchets préalablement triés.. Ceci permettrait d'envisager des modes de valorisation à petite échelle pour des territoires comme Bora Bora où le gisement est de l'ordre de 7.000 tonnes./an. Au-delà de l'investissement initial, plus le gisement est faible, plus les sujétions et les coûts d'exploitation deviennent prégnants. »

Didier Vallon

Directeur Outre-mer Suez Eau France





03. DES ÉCOSYSTÈMES TRANSFORMÉS SOUS LES EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT PLANÉTAIRE

Par leur aménagement, concentré sur les littoraux, ainsi que la fragilité de leurs écosystèmes – qui concentrent 80% de la biodiversité française sur seulement 22% du territoire national – les territoires d’Outre-mer sont les plus exposés aux impacts du changement climatique. Ce dernier atteint aujourd’hui une trajectoire de + 1,1°C de hausse d’ici 20 ans et qui induit, une fois les 1,5°C franchis, une transformation irréversible des écosystèmes naturels. A l’horizon 2040, les risques liés à l’élévation du niveau de la mer, aux cyclones plus intenses, à l’érosion côtière et à la perte de biodiversité pourraient s’accroître, entraînant des conséquences directes et indirectes sur les infrastructures touristiques, les activités économiques locales et les communautés insulaires. Parallèlement, l’éco-anxiété gagne du terrain chez les citoyens, en particulier les plus jeunes générations, face à la transformation rapide de leur environnement naturel et aux pressions croissantes sur les ressources naturelles et les écosystèmes.

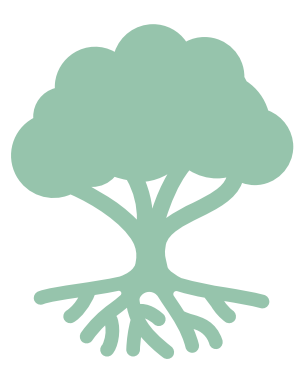
ENJEUX À 10 ANS

- **La vulnérabilité des territoires** en raison de l’érosion des littoraux et de la montée des eaux (d’ici 2040; le niveau global des océans pourrait augmenter de 0,2 à 0,3m)². D’ici 2090, la mer pourrait pénétrer sur plusieurs centaines de mètres sur les littoraux les plus plats : inondations, pollution des bandes littorales, salinisation des terres agricoles et des réserves d’eau douce. La montée du niveau de la mer et ses infiltrations dans les terres menaceront par ailleurs les ressources en eau douce et aggraveront la vulnérabilité des territoires aux cyclones dont la puissance ne cesse de s’intensifier.
- **La fragilisation durable des écosystèmes naturels** : 70 à 99% des récifs coralliens disparaîtront si le réchauffement de la planète se situe entre +1,5°C et +1,6°C, ce qui sera le cas dans les 20 prochaines années selon le GIEC¹. La mort de ces écosystèmes, formidables nurseries pour les poissons, provoquera un « effondrement de la chaîne alimentaire ».
- **La perturbation de la biodiversité marine** et de la pêche due à l’acidification des océans (diminution de 0,1 unité de pH d’ici 2030)² sera significative.
- **La maîtrise du foncier**, afin de mieux organiser le territoire face aux défis climatiques et la gestion des infrastructures clés tout comme des conflits d’usage face à la dégradation ou la submersion de certains espaces constituent des enjeux à traiter alors que plus de 80 % de la population ultramarine se concentre dans la bande littorale.
- **La sensibilisation du grand public**, pour encourager des comportements écoresponsables.
- **La hausse des flux migratoires** accentuée par la montée des eaux dans des territoires principalement aménagés sur les littoraux : environ 11% de population mondiale habite sur des territoires côtiers de faible altitude³. La Martinique pourrait perdre 5 % de sa superficie⁴.
- **Une menace accrue sur la santé des populations**, notamment des plus fragiles : augmentation des maladies vectorielles (conditions favorisant la survie des moustiques et leur aire de distribution), stress thermique, syndrome post-traumatique (dû aux catastrophes naturelles), contamination des eaux potables, sécurité alimentaire⁵. En saison humide, les fortes chaleurs conjuguées à l’humidité ambiante pourraient devenir mortelles pour la population.

Sources : 1. GIEC, 04/2022 ; 2. NASA sea level change, 08/2021, 3. Center for International Earth Science Information Network, 10/2019 ; 4. Conseil économique, social et environnemental, 10/2024 ; 5. Conseil pour le Climat 2023

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- | | |
|--|---|
| • Contraction de l’activité touristique liée à la multiplication des événements climatiques extrêmes. | limitatives, par exemple en limitant les plongées sous-marines. |
| • Multiplication des actions de préservation renforcée des milieux naturels, comme, par exemple, la mise en place de quotas limitant le nombre de touristes et la durée des séjours. | • Diversification de l’offre pour réduire la pression exercée sur les écosystèmes marins, par ex. en développant le tourisme des zones montagneuses ou forestières. |
| • Mise en péril des activités économiques liées aux écosystèmes naturels tels que les récifs coralliens : la pêche bien sûr mais aussi les activités de plongée sous-marine, en particulier pour des atolls comme Rangiroa (Polynésie française). Des politiques pourraient contraindre à l’adoption de pratiques plus | • Augmentation des coûts d’assurance pour les opérateurs et les collectivités, voire refus de couverture. |



03. DES ÉCOSYSTÈMES TRANSFORMÉS SOUS LES EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT PLANÉTAIRE

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En 2023, l'augmentation marquée des températures de l'eau a impacté 81% des récifs coralliens en Martinique, entraînant la perte de 34% de la couverture corallienne⁵ et augmentant la vulnérabilité des côtes.
- En Guadeloupe, la zone économique de Jarry subit déjà des submersions fréquentes, et ces épisodes pourraient concerner jusqu'à 180 jours par an d'ici 40 ans⁶. Le village de Miquelon, quant à lui, organise déjà le déplacement de sa population⁷.
- La fréquence et l'intensité des sécheresses à Mayotte, couplé au sous-dimensionnement des infrastructures, ont considérablement augmenté en raison du changement climatique et de la pression anthropique, réduisant la saison des pluies de six à trois mois, ce qui a conduit à une pénurie d'eau critique en septembre 2023⁶.
- L'Île de Pâques (Chili) a mis en place des limitations du tourisme pour préserver les milieux naturels : 110.000 visiteurs par an, séjours limités à 30 jours (contre 90 auparavant) pour tous les visiteurs.
- La Collectivité de Saint-Martin a dévoilé en 2025 un plan d'action ambitieux visant à lutter contre le changement climatique à l'horizon 2030 : 47 chantiers ont été déployés pour inscrire l'île dans une trajectoire de sobriété et de réduction de ses propres émissions.

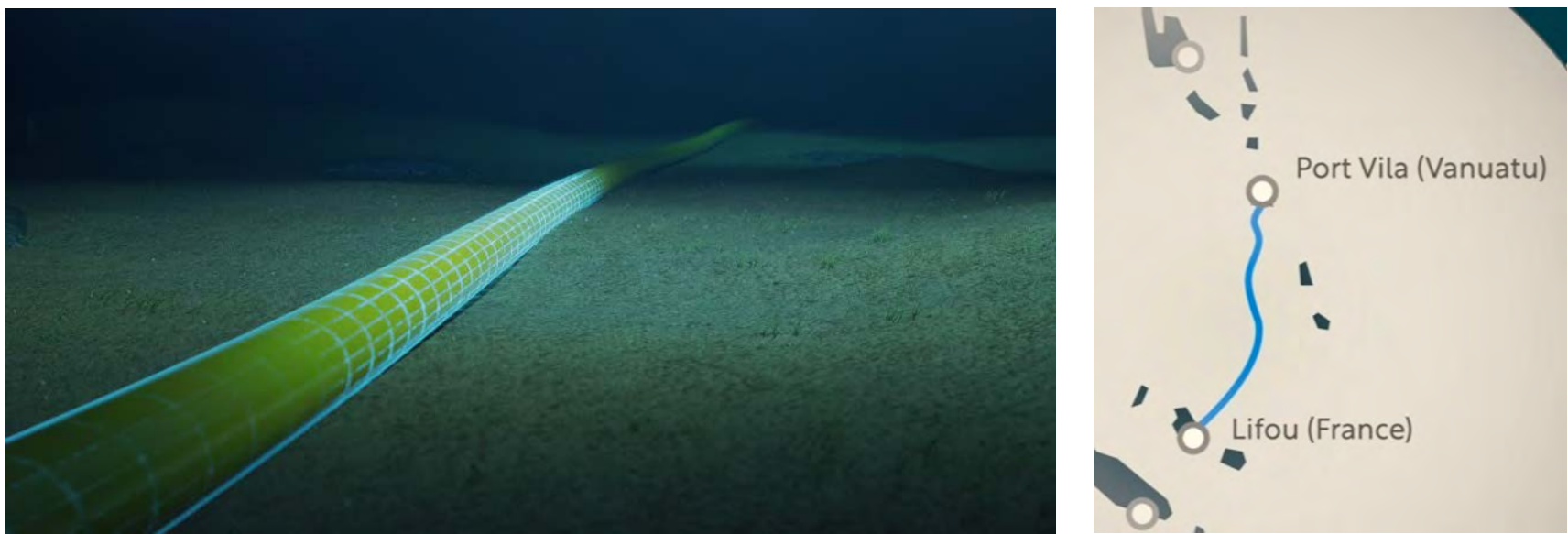
Sources : 5. Observatoire de l'Eau Martinique, 02/2024 ; 6. Réseau Action Climat 06/2022 ; 7. Conseil économique, social et environnemental, 10/2024

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Le "Smart Cable" : une innovation pour surveiller le climat en Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu seront bientôt reliés par le premier "Smart Cable" sous-marin au monde, un projet innovant visant à combiner télécommunications et surveillance environnementale. Ce câble intelligent, équipé de capteurs géophysiques, permettra de suivre les phénomènes climatiques et sismiques dans une région particulièrement vulnérable aux aléas naturels.

Cette infrastructure, financée à hauteur de 18 millions d'euros dans le cadre du plan France 2030, a pour mission de mesurer des indicateurs clés comme la température des océans, le niveau de la mer et la pression sous-marine.



À gauche : représentation du Smart cable (© Telecom Review). À droite : parcours du Smart cable (© RNZ)

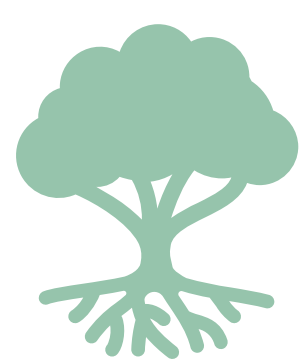
Ces données contribueront à mieux comprendre les impacts du changement climatique dans le Pacifique Sud et à fournir des alertes précoces en cas de tsunamis ou de séismes, améliorant ainsi la sécurité des populations locales.

En s'appuyant sur cette technologie de pointe, la Nouvelle-Calédonie montre son engagement à répondre aux défis climatiques tout en renforçant sa résilience face aux catastrophes naturelles.

« Les territoires d'Outre-mer constituent un formidable laboratoire pour le développement de technologies permettant d'atténuer le changement du climat à l'instar des dispositifs utilisant le différentiel de température des océans entre les eaux de surface et les eaux profondes afin de produire de l'électricité. Ces solutions natives d'Outre-mer apportent une réponse aux problématiques des résidents eux-mêmes et contribuent dans le même temps à soutenir un tourisme plus durable. »

Bruno Brival
Comité Martiniquais du Tourisme





04. DÉCARBONATION DES TRANSPORTS : ENTRE PRISE DE CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE ET IMPÉRATIF ÉCONOMIQUE

Les territoires d'Outre-mer dépendent fortement des transports aériens pour les besoins locaux entre l'Hexagone et territoires ultra-marins ainsi que l'activité touristique. Si le secteur aérien est central dans la vitalité économique des bassins (10% du PIB), il constitue un secteur à risque en raison des émissions de CO₂. Face à la double pression d'une prise de conscience écologique croissante chez les voyageurs et de la forte contribution au PIB des territoires d'Outre-mer au tourisme, les modèles de développement touristique devront être repensés sous l'effet de la pression de l'opinion publique ou des réglementations qui pourraient contraindre le trafic mondial. La hausse des coûts de l'énergie et les défis logistiques propres à l'insularité, combinés à la vulnérabilité accrue face aux impacts du changement climatique, renforcent l'urgence de promouvoir un tourisme plus durable et moins carboné. Cependant, cette transition doit être menée sans compromettre les recettes économiques vitales pour ces régions.

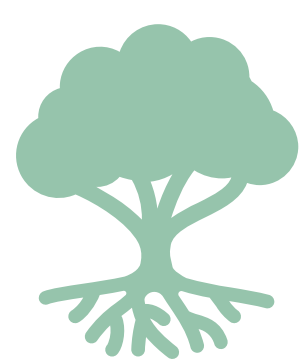
ENJEUX À 10 ANS

- **Une envolée des tarifs** qui pourrait avoir des conséquences désastreuses sur l'économie touristique. A date, l'évolution du prix des billets d'avion (+25% depuis 5 ans selon la DGAC) n'a pas eu d'effet sur la vitalité du trafic, porté notamment par le trafic affinitaire et le tourisme d'affaires.
- **Des politiques plus agressives** pour accélérer la décarbonation du secteur : amélioration du taux de remplissage des avions, pourcentage de carburants d'aviation durables (SAFs), quotas d'émission, etc.
- **Un renouvellement de la flotte** pour des avions plus performants énergétiquement afin de réduire rapidement les émissions¹.
- **Des stratégies de neutralité** développées par les compagnies aériennes : achat de crédits carbone sur un marché spécifique international pour compenser les émissions (ces crédits étant émis par des entreprises qui ont des activités de réduction de GES), soutien financier d'initiatives locales engagées pour la préservation de l'environnement, etc.
- **Un durcissement des réglementations** (ex. mise en place d'un quota maximal individuel de kilomètres en avion) et un alourdissement de la taxation sur l'aérien. Ces réglementations pourraient s'appliquer différemment entre bassins et déstabiliser le jeu concurrentiel avec des applications qui pourraient différer entre région ultrapériphérique (RUP) de l'Union européenne et les DROM.
- **Des tensions** entre l'essor de la compétitivité des destinations non européennes, souvent soumises à des normes moins strictes, et la nécessité d'améliorer la qualité des territoires ultramarins pour répondre aux nouvelles exigences environnementales.
- **Le développement de formes de mobilisation** contre les nuisances aériennes et la contribution du secteur au dérèglement climatique : mouvement Stay Grounded (réseau de plus de 170 organisations encourageant les alternatives à l'aviation), essor du « Flygskam » et « Flight Free » (mouvement né en Suède qui accable l'usage de l'avion, éco-terrorisme).

Sources : 1. Ministère Écologie Énergie Territoires, 04/2022

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Recherche d'un nouvel équilibre à trouver pour rentabiliser le tourisme en Outre-mer (part importante du PIB) malgré les contraintes réglementaires et le financement de la décarbonation du secteur.
- Développement de nouvelles offres touristiques plus écologiques et durables : participatif, slow-tourisme, zéro carbone, éco-tourisme respectant et valorisant le patrimoine naturel local.
- Pour soutenir ces pratiques plus vertueuses, accroissement de la durée des séjours au travers de gammes de produits plus longs : inciter les voyageurs à venir moins souvent mais pour des séjours plus longs.
- Maintenir le dynamisme du tourisme domestique permettant de fortifier une base déjà solide, avec un tissu entrepreneurial local, source d'un développement économique durable
- Diminution de l'intensité en transport aérien, par exemple en recherchant des marchés plus proches ou en diminuant les distances parcourues par avion grâce à un pré-acheminement par train ou car (ainsi, si l'Amérique du Nord prenait dans le futur une part significative du marché des Antilles versus la France métropolitaine, il pourrait être envisageable que le trafic s'organise grâce à une liaison ferroviaire grande vitesse jusqu'à la Floride avant le passage en mode avion).



04. DÉCARBONATION DES TRANSPORTS : ENTRE PRISE DE CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE ET IMPÉRATIF ÉCONOMIQUE

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- La Martinique a inclus dans son schéma directeur l'objectif de garantir un voyage à zéro carbone pour ses visiteurs pour compenser le mode de transport utilisé pour rejoindre l'île. Afin d'atteindre cet objectif, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre, notamment l'installation de systèmes photovoltaïques sur l'ensemble des sites de la collectivité.
- Dans le cadre du plan de relance économique France Relance, l'État a dédié une enveloppe de 4,7 millions pour développer le "slow-tourisme". Onze projets ultra-marins ont été subventionnés dont La Guyane, La Martinique, La Guadeloupe, La Polynésie et La Réunion.
- La compagnie Air France-KLM vise une réduction de 30% des émissions de CO2 par tonne-kilomètre à horizon 2030, par rapport à 2020. Pour y parvenir, plus de 80% de la flotte sera renouvelée, les appareils nouvelle génération étant caractérisés par 25 % d'émissions de CO2 en moins. Ceci représente un investissement massif : à l'échelle du groupe, environ 3 Mds d'euros par an sont investis dans l'achat d'appareils de nouvelles générations.

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Décarbonation de l'aviation : un défi majeur pour le tourisme durable en Outre-mer

Le secteur de l'aviation, essentiel au tourisme en Outre-mer (80% et plus des touristes accèdent aux territoires par avion), se trouve aujourd'hui face à un défi de taille : réduire son empreinte carbone. Alors que la prise de conscience écologique se renforce parmi les voyageurs, la décarbonation de l'aviation devient une priorité pour les destinations insulaires qui dépendent fortement des transports aériens. Le Plan Stratégique 2020-2035 des compagnies aériennes prévoit la réduction de 50% des émissions d'ici 2050 par rapport à 2005, en misant sur des innovations technologiques comme les carburants d'aviation durables (SAF), l'optimisation des routes aériennes et l'amélioration de l'efficacité des

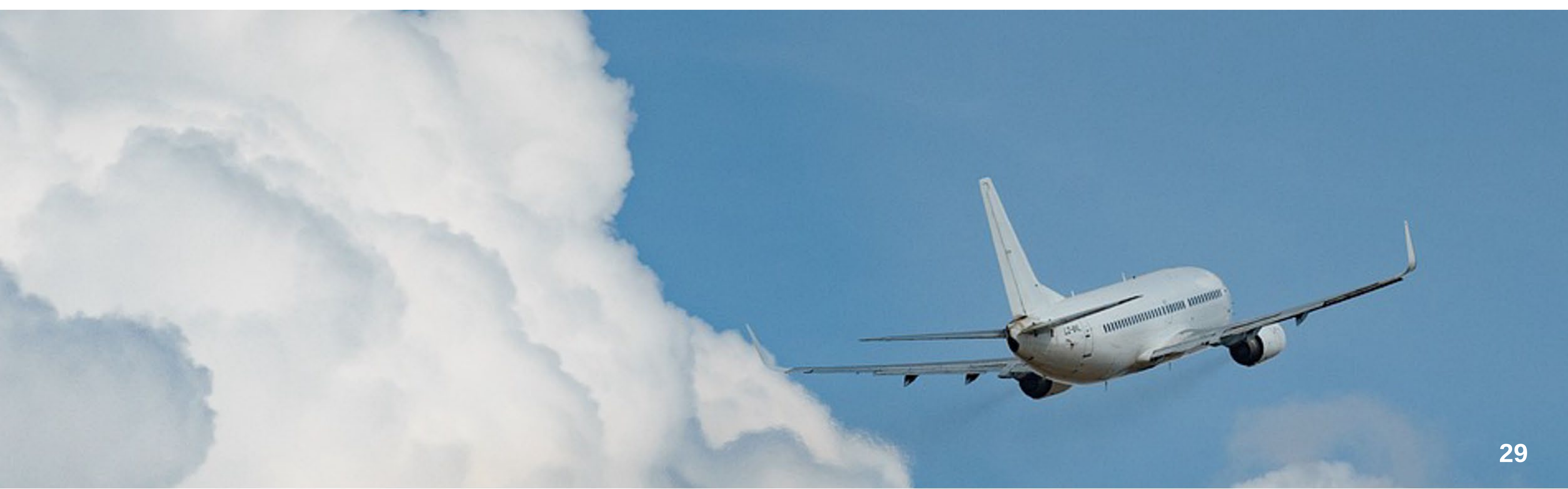
appareils. Cependant, ces technologies, encore coûteuses et peu développées, représentent un véritable défi pour les compagnies opérant vers les Outre-mer, où les coûts d'exploitation sont déjà élevés.

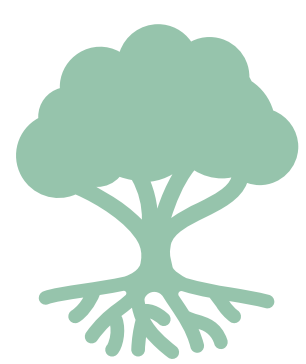
L'impératif économique est également majeur : le tourisme représente une part cruciale du PIB dans ces territoires. Réduire les émissions sans compromettre les recettes économiques est donc une équation complexe. Le développement de solutions bas-carbone et l'engagement des acteurs locaux et internationaux sont indispensables pour réussir cette transition tout en préservant l'attractivité touristique des destinations ultramarines.

« Nous suivons de près les enjeux de durabilité et les évolutions réglementaires associées. Plusieurs leviers nous permettent d'envisager une réduction des émissions carbone. Au niveau de sa flotte, Air Caraïbes a choisi l'Airbus A350 pour sa meilleure performance environnementale ; avec cet appareil, nous réduisons de 25 % notre consommation de carburant et les émissions de CO₂. »

Nous étudions aussi différentes actions pour promouvoir les initiatives d'acteurs locaux pour la préservation de leur environnement, renforçant l'attractivité d'Air Caraïbes en tant qu'acteur responsable du secteur aérien. Ces efforts s'inscrivent dans une démarche globale de transition écologique portée par le Groupe Dubreuil pour ses deux compagnies aériennes : Air Caraïbes et French Bee. »

Julien Ballout, Directeur E-commerce Air Caraïbes





05. MULTIPLICATION ET INTENSIFICATION DES ALÉAS NATURELS

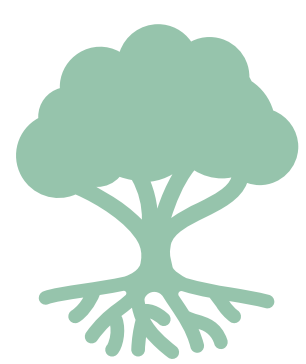
Étroitement liés au changement climatique, les aléas naturels extrêmes devraient se multiplier et affecter encore plus durement les territoires d’Outre-mer. Cyclones, inondations, glissements de terrain, sécheresses, pluies extrêmes provoquant des inondations par ruissellement sur les surfaces imperméabilisées... Ces phénomènes déjà présents gagneront en intensité et en fréquence, menaçant directement les infrastructures touristiques et les écosystèmes locaux. Les îles et littoraux, particulièrement vulnérables, verront leurs côtes et infrastructures exposées à des risques croissants de submersions marines et d’érosion. D’un aléa climatique découle une cascade d’effets qui peuvent avoir des conséquences à long terme : accès à l’eau potable, impact sur l’agriculture, hémorragie démographique, etc. Parce qu’ils ont des surfaces réduites, des capacités à faire face aux impacts du changement climatique plus limitées que l’Hexagone, et que l’ensemble de leurs secteurs d’activités économiques sont climato-sensibles (pêche, agriculture, tourisme, aquaculture, perliculture), les Outre-mer sont en 1ère ligne.

ENJEUX À 10 ANS

- **Des cyclones plus dévastateurs** : a priori sans effet sur la fréquence des cyclones, le changement climatique accroît leur intensité, ainsi que la vulnérabilité des territoires d’Outre-mer via l’élévation du niveau de la mer et ses infiltrations dans les terres menacent les ressources en eau douce.
- **Le risque accru de tensions ou de pénuries alimentaires** liées aux épisodes de réduction voire paralysie des transports obérant lourdement le commerce international.
- **La montée de l’insécurité** suite aux catastrophes naturelles : vulnérabilité des infrastructures critiques (hôpitaux, équipements de sécurité, pillages, formation de groupes armés, etc.), déstabilisation institutionnelle, etc.
- **Les menaces sur la biodiversité et le capital naturel** : endommagement des paysages et destruction de la faune et de la flore.
- **Le développement de technologies** permettant de mieux anticiper des risques (machine learning, drones, data météorologique...)
- **La nécessité d’adapter les infrastructures et villes aux aléas** (e.g., villes flottantes résistantes, matériaux résistants aux cyclones, trames vertes en milieu urbain) ainsi que les politiques d’adaptation au changement climatique. A titre d’exemple, rendre les sols plus perméables permet de réguler les inondations urbaines, de diminuer la vulnérabilité par rapport aux périodes de sécheresse, de développer les « îlots de fraîcheur » mais aussi de préserver la biodiversité en ville.
- **La hausse des victimes d’aléas climatiques**, lesquelles risquent d’être fragilisées durablement.
- **Les conséquences durables** sur la santé des populations confrontées à un monde anxiogène : trouble anxieux, risque accru de malnutrition, maladies infectieuses...
- **Le risque de disparition ou de perte d’habitabilité des territoires** : submersion, destruction, érosion côtière, glissements de terrain mais aussi prolifération de moustiques, migrations forcées...

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Hausse des comportements d’évitement des sites impactés par des catastrophes naturelles : perte d’attractivité forte pour les territoires d’Outre-mer.
- Vulnérabilité des infrastructures touristiques sur les plages ou les hauts de plages où le risque de submersion est élevé : végétalisation des hauts de plage, relocalisation d’hébergements, surélévation des constructions (ex. construction sur pilotis), etc.
- Menace des capacités de voyager pour les populations impactées par des catastrophes naturelles (coupure des liaisons touristiques, coût des réparations de maisons empêchant les dépenses touristiques...)
- Pression sur les ressources de base impactant l’attractivité des territoires, du fait par exemple de la destruction de certaines infrastructures et du gel des moyens de subsistance des populations locaux (ex. perte des productions agricoles suite à un épisode météo extrême).
- Baisse de la diversité alimentaire et de la qualité nutritive des productions : certaines îles feront face à un risque important de destruction des cultures qui impactera fortement la production agricole et pourra générer des interruptions sur la chaîne d’approvisionnement agricole limitant de fait l’accès à l’alimentation.



05. MULTIPLICATION ET INTENSIFICATION DES ALÉAS NATURELS

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En 2017, Saint-Martin a été ravagée par l'ouragan Irma, le plus puissant jamais enregistré dans l'Atlantique, qui a causé des dommages à 95% des bâtiments de l'île. Sept ans plus tard, la reconstruction est toujours en cours. Ces situations génèrent également des hémorragies démographiques : près de 8% des habitants, parmi les plus aisés financièrement ont ainsi quitté l'île¹.
- Depuis les années 1960-70, 12% des îles de Polynésie française se sont contractées². À partir de 2023, surélever les projets situés en zone d'aléa de 0,5 à 1m est obligatoire³.
- En Guadeloupe, un projet de construction et rénovation d'un quartier résidentiel adapté aux aléas cycloniques, sismiques et inondations est en cours à Morne-à-L'Eau³.

Sources : 1. Le Monde, 09/2023 ; 2. Pillet, 2020 ; 3. The Shift Project, 2022

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

ADAPTOM : des solutions naturelles pour protéger les littoraux d'Outre-mer face aux aléas climatiques

Le projet ADAPTOM, lancé en 2022, s'inscrit dans une stratégie d'adaptation des territoires d'Outre-mer aux effets du changement climatique, notamment la montée des eaux et l'érosion côtière. Ce programme de recherche-action, soutenu par le Programme "Les futurs des mondes du littoral et de la mer" de la Fondation de France, vise à étudier le potentiel des Solutions fondées sur la Nature (SfN) pour renforcer la résilience des écosystèmes côtiers.

Le projet vise à identifier les SfN expérimentées dans les Outre-mer insulaires tropicaux habités, à évaluer leur efficacité et à analyser les leviers et barrières à leur succès. À ce jour, 26 projets ont été recensés et évalués, dont 10 dans la Caraïbe, 5 à La Réunion et 11 dans le Pacifique. Ces initiatives incluent des actions telles que la restauration de mangroves, la replantation de végétation sur les dunes et le bouturage de coraux, visant à limiter l'impact des submersions marines et à protéger les communautés locales.

Le projet est piloté par Virginie Duvat-Magnan, qui souligne que « la résonance d'un aléa climatique n'est pas liée qu'à l'intensité du phénomène ou ses caractéristiques fortes mais aussi aux causes profondes. Au-delà de l'évaluation des risques physiques, il faut être en mesure d'envisager une diversité de solutions, adaptées à chaque contexte, et les combiner entre elles. »

ADAPTOM met l'accent sur la participation des acteurs locaux et des scientifiques pour évaluer les meilleures pratiques et proposer des solutions adaptées aux spécificités des Outre-mer, où l'intensification des aléas naturels pose des défis croissants.



À gauche : Restauration de la mangrove, Wallis et Futuna (© Dir. Env't). À droite : restauration de la dune de Grande Saline après les cyclones de septembre 2017 (© V. Duvat)

« La question climatique doit être mise en perspective avec les enjeux territoriaux. À titre d'exemple, les impacts des cyclones de 2017 sur le nord des Petites Antilles ne tiennent pas qu'à l'intensité de ces cyclones mais aux causes profondes de vulnérabilité de ces territoires qui ont eu pour effet d'augmenter le risque : inégalités sociales, facteurs culturels, sensibilité aux crises, etc. Un même cyclone de catégorie 5 aura donc des effets différents entre Saint-Martin et La Réunion. Ces contextes doivent être modélisés pour aller au-delà d'une simple simulation du trait de côte à 30 ou 50 ans qui apporte une vision trop restrictive des risques de demain. »

Virginie DUVAT-MAGNAN
Chercheur, membre du GIEC



ÉCONOMIQUE ET SOCIAL





Économique et social

SOMMAIRE

#6 Obsolescence des infrastructures et tensions sur l’hébergement

Certains établissements hôteliers, vieillissent tandis que d’autres sont laissés à l’abandon. Les conditions climatiques extrêmes contribuent à **accélérer l’obsolescence de ces infrastructures**.

#7 Hausse de l’instabilité économique et financière

Les **crises économiques** globales, la **volatilité des marchés** et les **tensions géopolitiques** pourraient exacerber la fragilité de certains secteurs historiques comme le tourisme.

#8 Le défi de la mobilité et de l’accessibilité des territoires

Les infrastructures de **mobilité vieillissantes ou insuffisantes** au regard de la demande croissante pour des expériences authentiques et facilement accessibles, **compliquent l’accès à certaines zones pourtant riches en potentiel touristique**.

#9 Des évolutions démographiques aux disparités fortes

Les disparités démographiques, **entre des territoires caractérisés par une jeunesse dynamique, tandis que d’autres subissent des déclin**s, créeront des zones sous forte pression en matière d’infrastructures, tandis que d’autres sont confrontées à des risques de dévitalisation.

#10 Des préoccupations croissantes liées à la santé et à la qualité de vie

L’aspiration à un bien-être holistique — physique, mental et spirituel — stimule de nouveaux aménagements et attire des acteurs économiques, qui perçoivent un **marché prometteur**, jusqu’à créer des **territoires « producteurs de santé »**.

#11 Défiance du tourisme et crainte liée à l’appauvrissement du patrimoine culturel et naturel

Bien que les jauges de fréquentation soient encore loin d’être atteintes, on assiste à un **renforcement des discours négatifs**, relatifs à l’impact du tourisme sur les espaces et leur valeur écologique et culturelle.



Économique et social

IMPACT ESTIMÉ À HORIZON 2040

Conséquences à court et moyen terme

2025

OBSOLESCENCE DES
INFRASTRUCTURES ET TENSIONS
SUR L’HÉBERGEMENT

HAUSSE DE L’INSTABILITÉ
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

LE DÉFI DE LA MOBILITÉ ET
DE L’ACCESSIBILITÉ DES TERRITOIRES

DES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES
AUX DISPARITÉS FORTES

DES PRÉOCCUPATIONS CROISSANTES
LIÉES À LA SANTÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE

DÉFIANCE DU TOURISME ET CRAINTE LIÉE À L’APPAUVRISSMENT
DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

2040

Niveau d’impact estimé sur les territoires (1 : léger ; 5 : sévère)

3,8

Saint-Martin

3,8

Guyane
française

3,9

Martinique

3,9

Guadeloupe

3,9

La Réunion

4,2

Polynésie
française

4,3

Mayotte

4,4

Nouvelle-
Calédonie



06. OBSOLESCENCE DES INFRASTRUCTURES ET TENSIONS SUR L'OFFRE D'HÉBERGEMENT

La modernisation des infrastructures touristiques en Outre-mer constitue un enjeu fort en termes d'attractivité. Certains établissements hôteliers, dynamisés par les dispositifs de défiscalisation, ont vieilli tandis que d'autres sont laissés à l'abandon, au point que certains experts parlent de « verrues touristiques ». En outre, les conditions climatiques extrêmes contribuent à accélérer l'obsolescence des infrastructures. Parallèlement, la demande croissante de logements touristiques, alimentée par l'économie collaborative dans le domaine de la location entre particuliers et le développement de la plateformisation, exercent une pression sur le marché immobilier local. Cette situation, couplée à la raréfaction du foncier et le manque de structures d'hébergement pour répondre aux enjeux démographiques, entraînent une hausse des prix, rendant l'accès au logement plus difficile pour les résidents, notamment pour les classes populaires. Ces dynamiques soulèvent des questions importantes sur l'équilibre entre le développement économique et la protection des droits des habitants, alors que les inégalités sociales et les risques de "gentrification" se renforcent dans certaines zones urbaines et côtières.

ENJEUX À 10 ANS

- **Un besoin de rénovation de l'existant** face au taux d'insalubrité et la dangerosité de certaines structures. Au-delà des enjeux de simples travaux d'embellissement, des enjeux de mise à niveau de l'offre et de rénovation énergétique sont à anticiper.
- **L'intégration d'un volet d'adaptation au changement climatique dans les (re)constructions** : les aléas naturels (cyclones, inondations, érosions) contribuent au vieillissement plus rapide des infrastructures si leurs conséquences ne sont pas prises en compte en amont, voire au caractère inhabitable d'un quartier¹.
- **Une hausse des tensions et de potentiels conflits** entre les résidents locaux et les acteurs du tourisme (hôtels, location entre particuliers, chambres d'hôtes) qui réservent leurs propriétés exclusivement au secteur touristique.
- **Une perte d'attractivité face aux destinations voisines** dont les infrastructures sont plus modernes et l'offre d'hébergement moins chère².
- **Une conjoncture démographique** qui accentue le besoin en logement des locaux alors que le nombre de touristes augmente chaque année : d'ici 10 ans, la population d'Outre-mer augmenterait de 5,6% contre 3,6% pour la France métropolitaine³.
- **De nouvelles architectures** susceptibles d'accentuer les tensions sociales (ex. à La Réunion, construction de R+4/5)
- **La diversification de l'offre d'hébergement** pour répondre aux nouvelles attentes : hébergements éphémères, conciergerie, logements partagés, etc.

Sources : 1. Duvat, 2021 ; 2. Cahiers français, 06/2023 ; 3. IMG, 2022

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Raréfaction des espaces et des lieux touristiques préservés face à l'urbanisation.
- Baisse de l'attractivité de certains lieux touristiques situés sur des zones vieillissantes, endommagées voire inhabitables (aléas climatiques).
- Nouvelles formes de logements touristiques visant à préserver le patrimoine culturel et naturel : système de conciergerie, villages éphémères (ex. bungalow, containers maritimes aménagés, tentes, etc.), dispositifs d'immersion avec les locaux, architectures traditionnelles (ex. éco-hôtels en ossature bois à Bora-Bora), lieux intergénérationnels, etc.
- Développement de nouveaux modèles économiques : la montée du locatif entre particuliers à l'exemple d'Airbnb illustre le fait que l'attractivité d'un hébergement touristique ne se limite pas à un enjeu de rénovation du bâti mais à la capacité à proposer de nouveaux services à valeur ajoutée (mobilité, découverte du patrimoine, accès à des communautés, etc.)
- Rejet des touristes par les populations locales (tourismophobie), les lieux visités perdant de leur attrait.



06. OBSOLESCENCE DES INFRASTRUCTURES ET TENSIONS SUR L'OFFRE D'HÉBERGEMENT

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- L'évolution de la Pointe-du-Bout illustre le processus de saturation de l'espace et de perte d'attractivité du territoire : accumulation des résidences saisonnières, encombrement, embouteillages, nuisances variées. Autant de signes défavorables qui ont conduit les investisseurs à vendre progressivement leurs hôtels.
- En mai 2024, l'Assemblée nationale a voté une commission d'enquête sur le logement social en Outre-mer pour évaluer les déficits de construction, de livraison, ainsi que les problèmes d'insalubrité. Plus de 80 % des ménages ultramarins sont éligibles au logement social, mais seulement 15 % résident dans le parc social⁴.
- La non-gestion des risques à Saint-Martin a aggravé les effets du cyclone Irma en 2017, l'urbanisation rapide ayant nui aux zones tampons naturelles, comme les mangroves. La reconstruction s'est faite à l'identique, ignorant les zones à risques, ce qui maintient la vulnérabilité du territoire, avec 95 % des bâtiments endommagés⁵.
- À La Réunion, un hôtel trois étoiles, laissé à l'abandon depuis 15 ans après un cyclone et une épidémie de chikungunya, va être démoli. Le site, devenu dangereux en raison de squats, de risques de chutes et d'incendies, nuit à l'attrait visuel du quartier⁶.
- D'ici 2029, Barcelone prévoit de supprimer toutes les locations saisonnières, y compris celles sur des plateformes comme Airbnb. Cette décision s'inscrit dans une stratégie visant à lutter contre la sur-fréquentation touristique et à protéger le marché immobilier local, qui souffre de l'augmentation des prix et de la gentrification.

Sources : 4. La Chaine Parlementaire, 05/2024 ; 5. Duvat, 2023 ; 6. Réunion la 1ère, 05/2023

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Rénovation de l'hôtel Bambou en Martinique : développement de l'offre avec des meublés

L'hôtel Bambou, emblématique de la Martinique, a récemment entrepris une rénovation majeure pour s'adapter aux attentes croissantes des voyageurs modernes. Réputé pour son ambiance créole authentique, cet établissement a élargi son offre en intégrant des villas meublées, répondant ainsi aux besoins des familles en quête de confort et de flexibilité. Cette nouvelle section nommée « Home Hotel Attitude » permet aux familles de profiter d'un espace de vie plus fonctionnel, tout en préservant l'esprit chaleureux de l'établissement : cuisine équipée, terrasse et piscine privatisées, service de conciergerie... L'hôtel continue également de proposer des chambres standards, garantissant ainsi une gamme d'options pour tous les types de clients, qu'ils recherchent une expérience simple ou des services plus élaborés.

Cette initiative vise non seulement à attirer une clientèle variée mais aussi à renforcer la compétitivité de l'hôtel sur un marché dominé par des alternatives comme Airbnb. En adaptant son offre, l'hôtel Bambou illustre l'engagement des acteurs du tourisme martiniquais à moderniser leurs infrastructures pour enrichir l'expérience des visiteurs.

« A la Réunion, l'extension des villes est rendue difficile par l'exiguïté de l'île, la relative faiblesse du potentiel territorial utilisable par les activités humaines et les enjeux environnementaux. De ce fait, nous sommes passés de maisons avec de grands espaces à des maisons jumelées ou des appartements. Avec la pression démographique, on peut envisager le développement de grands ensembles qui pourraient aller à l'encontre du patrimoine culturel comme les cases créoles. Cette artificialisation et cette plus grande verticalité du bâti pourraient nuire à l'attractivité, avec des effets destructeurs sur les paysages dont les valeurs identitaires et touristiques sont reconnues. Un touriste qui revient à la Réunion 5 ans plus tard sera sûrement interpellé par cette transformation. En toile de fond, il y a la question de la pression sur le prix des loyers, accentuée par le phénomène Airbnb qui contribue à capter des logements destinés à la location saisonnière au détriment du logement de familles ou d'étudiants. Il n'y a pas de tensions aujourd'hui entre locaux et touristes mais le fait d'avoir un problème systémique de logement peut amener à des tensions d'autant plus que les infrastructures touristiques sont au cœur des pôles de vie. L'aménagement de l'île doit tenir compte de ces différentes dimensions pour être réellement durable. »

Géraldine Huet

Fédération Réunionnaise de Tourisme





07. HAUSSE DE L'INSTABILITÉ ÉCONOMIQUE & FINANCIÈRE

Les crises économiques globales, la volatilité des marchés, les tensions géopolitiques et le climat social pourraient exacerber la fragilité des territoires d'Outre-mer, souvent dépendants de secteurs vulnérables comme le tourisme et l'importation de biens. Cette situation impacte directement le coût de la vie et le pouvoir d'achat local, menaçant la pérennité des entreprises. Les fluctuations des prix des matières premières, exacerbées par des événements extérieurs, entraînent des hausses significatives des coûts pour les ménages. De plus, l'éloignement géographique et la dépendance de certains secteurs à l'Hexagone renforcent l'instabilité, soulignant la nécessité d'une économie locale diversifiée et résiliente. L'évolution du pouvoir d'achat est également à mettre en perspective avec l'évolution du niveau de vie des seniors, en particulier des classes moyennes. Les consommateurs qui auront 60 à 75 ans en 2040 pourraient disposer d'un pouvoir d'achat plus élevé, recherche une vie épanouissante et active et consacrer un temps significatif aux loisirs et aux voyages. Ces "Happy Boomers" pourraient de ce fait contribuer au développement d'un tourisme senior en Outre-mer.

ENJEUX À 10 ANS

- **Une dépendance économique historique** aux conséquences importantes, renforcée par l'éloignement géographique : autonomie en cas d'isolation faible, vulnérabilité aux crises mondiales, fluctuation des prix...
- **Un écart de prix avec l'Hexagone en croissance** : entre 8,9% (La Réunion) et 15,8% (Guadeloupe) d'écart moyen, en fonction des destinations. Cet écart s'est creusé de 2 à 3 points depuis 2015¹.
- **Une économie informelle plus ou moins importante** selon les territoires, qui produit peu de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée : l'emploi informel pouvant représenter 70% du PIB à Mayotte, 25% en Guadeloupe, 20% en Martinique, 13% à La Réunion².
- **Une migration des jeunes** : poussés par l'instabilité économique, ils vont à la recherche d'opportunités hors des îles, aggravant le déclin démographique et le vieillissement de la population.
- **Une nécessité de diversifier l'économie** : pour réduire la vulnérabilité, il est essentiel de développer des secteurs comme l'agriculture durable ou les technologies numériques.
- **Un renforcement des subventions** pour soutenir les budgets locaux souligne la nécessité d'une stratégie de développement économique autonome et durable.
- **Des crises sanitaires** aux répercussions significatives sur les offres d'hébergements dans des territoires isolés qui dépendent des flux touristiques pour maintenir leurs revenus et financer l'adaptation de l'offre³.
- De nouveaux segments de clientèles, à l'instar des "Happy Boomers" qui pourraient contribuer au développement d'un tourisme senior en Outre-mer.

Sources : 1. INSEE, 2022 ; 2. Sénat, 11/2021 ; 3. Le portail des Outre-mers, 10/2024

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Un ralentissement des activités et de la fréquentation touristiques compte tenu de l'inflation et de l'augmentation du prix des billets d'avion, en particulier à destination des Caraïbes.
- Le durcissement des formes de contestation par des groupements demandant un alignement des prix (ex. Mobilité, hébergement, etc.) avec ceux pratiqués dans l'Hexagone.
- En lien avec la baisse d'attractivité, impact sur la qualité de l'accueil par les populations locales et de la qualité du séjour.
- De nouvelles stratégies de desserte, pour faciliter le flux touristique au travers d'approches mutualisées (ex. mise en place de vols combinés entre Mayotte et les autres îles de la région par des compagnies locales).



07. HAUSSE DE L'INSTABILITÉ ÉCONOMIQUE & FINANCIÈRE

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- Un rapport de l'IEDOM souligne que la croissance économique a ralenti, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 29,1 % entre septembre 2022 et septembre 2023, avec des secteurs, comme la construction, particulièrement touchés. La situation est critique, surtout en Martinique, où le taux de défaillance a atteint 58,5 %⁴.
- Depuis août 2023, la Martinique est secouée par des manifestations contre la vie chère, notamment pour ce qui concerne les produits alimentaires et les services essentiels comme la santé et les communications. Le coût de la vie élevé est impacté par une forte inflation. En octobre 2024, les tensions ont dégénéré en violences malgré le couvre-feu instauré, reflétant une situation sociale explosive⁴.
- Début 2024, La Réunion a enregistré une augmentation de 19,3 % des dossiers de surendettement, reflétant une détérioration de la situation économique et une inflation croissante⁵.

Sources : 4. IEDOM, 04/2023 ; 5. La Réunion la 1ère, 06/2024

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Choc climatique : une menace pour la stabilité économique des territoires ultramarins

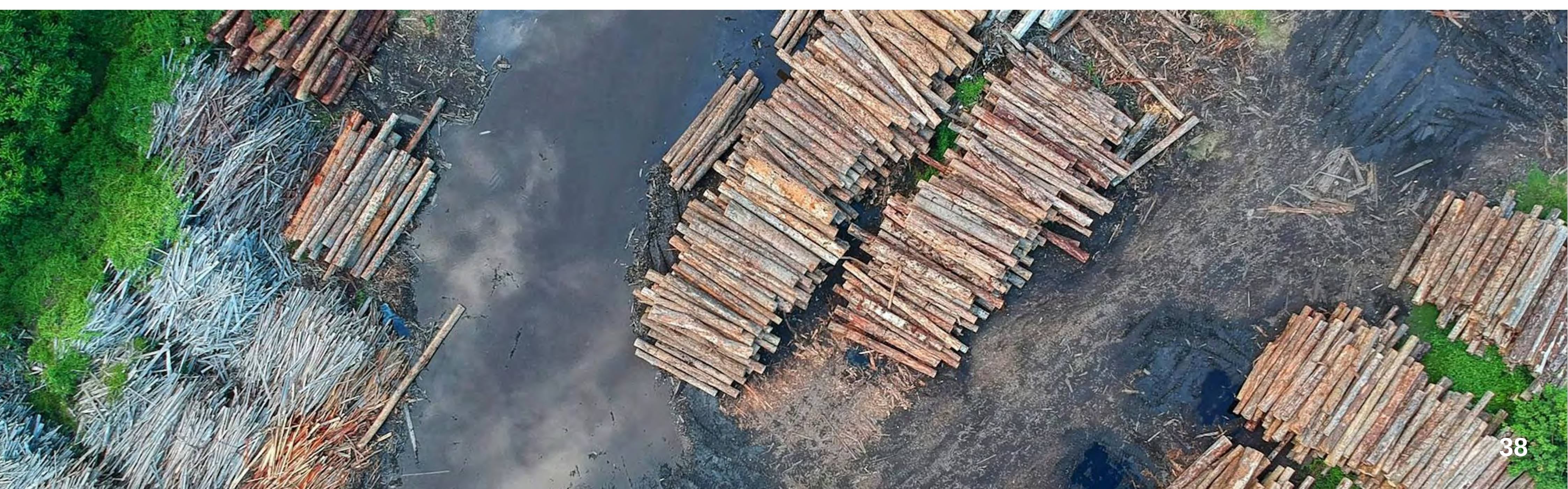
Les territoires ultramarins sont de plus en plus vulnérables face aux impacts du changement climatique, accentuant l'instabilité économique et financière dans ces régions. Les événements climatiques extrêmes mettent à rude épreuve les infrastructures et les économies locales. Cette instabilité engendre des coûts croissants pour la réparation des dommages, ainsi que pour l'adaptation des infrastructures vieillissantes aux nouvelles réalités climatiques.

Selon une étude de l'AFD, la dégradation des écosystèmes crée des répercussions directes sur les ressources économiques, notamment dans des secteurs clés comme l'agriculture, la pêche et le tourisme. Les variations des ressources naturelles, cruciales pour la survie des populations, exacerbent la précarité économique et la dépendance aux importations, rendant ces territoires encore plus vulnérables.

En outre, le choc climatique pourrait entraîner des tensions sociales croissantes, alors que les populations cherchent à faire face à une instabilité économique qui semble s'aggraver chaque année. Pour garantir un avenir durable, il est impératif que des stratégies de résilience soient mises en place pour anticiper et atténuer ces impacts, tout en renforçant les économies locales face aux défis environnementaux croissants.

« Lauréat de l'Appel à Projet PIOM (Programme d'Innovation Outre-mer) en 2023, Alvéoles est l'accélérateur d'innovation dans le bâti tropical. Cet accélérateur ambitionne de faciliter la transformation de la filière du bâtiment vers des modèles plus résilients, répondant aux enjeux des transitions environnementales, sociales et économiques. L'enjeu est d'accompagner la nouvelle génération d'entrepreneur tout comme les propriétaires de sites historiques qui arrivent en fin de carrière, n'ont pas pris le virage de la digitalisation et surtout n'ont pas suffisamment préparé la reprise entrepreneuriale n'est pas préparée. Il y a un enjeu de sensibilisation de ces acteurs locaux pour baisser l'empreinte carbone et valoriser la prise en compte de la question environnemental. Enfin, l'accompagnement vise à accélérer le passage à l'échelle et la mise sur le marché des innovations à impact. »

Géraldine Huet, Fédération Réunionnaise de Tourisme





08. LE DÉFI DE LA MOBILITÉ ET DE L'ACCESSIBILITÉ DES TERRITOIRES

Les territoires d'Outre-mer, majoritairement insulaires, font face à des défis importants en matière de mobilité et d'accessibilité. Leur éloignement géographique par rapport à l'Hexagone et la dispersion de certaines îles compliquent les déplacements internes et externes. La dépendance aux liaisons aériennes et maritimes, souvent coûteuses et peu fréquentes, limite la fluidité des échanges et la compétitivité touristique. À cela s'ajoutent des infrastructures de transport vieillissantes ou insuffisantes, rendant difficile l'accès à certaines zones pourtant riches en potentiel touristique. Ce manque d'accessibilité entrave le développement économique et freine l'attractivité des destinations, alors que les voyageurs recherchent des expériences authentiques et facilement accessibles. Alors que la pression sur les écosystèmes d'Outre-mer va croissante, un éco-tourisme respectant et valorisant le patrimoine culturel et naturel local doit se substituer au tourisme de masse classique.

ENJEUX À 10 ANS

- **Un besoin de modernisation et d'entretien des infrastructures** (routes, ports, aéroports) : le développement économique des territoires en dépend.
- **Le développement des transports alternatifs** : la dépendance accrue à l'avion appelle à une diversification des modes de transports pour soulager le trafic et répondre aux exigences environnementales.
- **Le renforcement des connexions** inter-îles afin d'assurer une cohésion régionale et un développement économique : via l'aérien et la filière nautique.
- **Une meilleure gestion des flux touristiques** (saisonnalité, accès aux sites, quotas...) pour préserver les écosystèmes locaux tout en améliorant l'expérience des visiteurs.
- **Le développement de capacités de modélisation d'un** seuil de fréquentation optimale d'un territoire au-delà duquel apparaissent des dysfonctionnements relatifs à la saturation des infrastructures comme des sites et pouvant générer des problèmes environnementaux et sociétaux
- **La sensibilisation des populations locales** et des touristes à l'utilisation de transports durables.
- Des stratégies touristiques visant à promouvoir une cohabitation éclairée entre les populations locales et les touristes.
- **Adapter les solutions de transports aux personnes handicapées et âgées** : avec la hausse de la part de personnes concernées et/ou âgées (en Martinique et en Guadeloupe, moins de 60% des habitants se sentent en bonne santé¹), un défi d'accessibilité se profile.

Sources : 1. DREES, 04/2018

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Investissements en termes d'équipements et infrastructures pour une préservation renforcée des milieux naturels,
- Développement du tourisme vert en toutes saisons qui peut constituer une « niche » contribuant à atténuer la saisonnalité du tourisme.
- Le développement et le déploiement d'infrastructures de mobilité active et de transports en commun afin d'éviter le risque de délaissement de certains sites touristiques dont l'accès peut être trop complexe (La Réunion).
- Des actions de pédagogie et de sensibilisation pour rappeler la place de chacun dans un écosystème touristique.



08. LE DÉFI DE LA MOBILITÉ ET DE L'ACCESSIBILITÉ DES TERRITOIRES

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- La Réunion enregistre une hausse de 3 200 véhicules supplémentaires chaque année, aggravant la congestion routière et les émissions de CO2 sur l'île. Pour répondre à ce défi croissant, des solutions de mobilité durable et de transports en commun sont à l'étude².
- Le projet du pont du Larivot à Cayenne, destiné à améliorer la circulation et l'accès aux services, est actuellement à l'arrêt et ne sera pas achevé en 2025. Les retards soulignent les défis logistiques et administratifs des infrastructures en Guyane, entravant le développement économique local et la mobilité des habitants³.
- Corsair a récemment inauguré une nouvelle agence à Comban, dans le centre-ouest de Mayotte, pour améliorer l'accès aux services aériens dans la région. Cette ouverture vise à renforcer la connectivité locale et à soutenir le développement économique, en offrant aux résidents une meilleure accessibilité aux vols et aux informations nécessaires pour voyager⁴.
- Confronté à une « chute structurelle de la demande » sur ses lignes intérieures, Air France quitte l'aéroport d'Orly à compter de 2026 et regroupe ses opérations à Paris-Charles-de-Gaulle (CDG), plus éloigné de Paris et moins bien desservi par les transports en commun (Pointe-à-Pitre, Fort-de-France et Saint-Denis de La Réunion, transférées à CDG).

Sources : 2. Réunion la 1ère, 10/2024 ; 3. Guyane la 1ère, 10/2024 ; 4. Mayotte, la 1ère, 10/2024

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Polynésie 2030 : Innover pour une mobilité durable et accessible

La Polynésie française fait face à des défis majeurs en matière de mobilité et d'accessibilité, notamment pour le transport interinsulaire de fret et de passagers. Ces défis sont exacerbés par l'éloignement géographique des îles et la nécessité de rendre les déplacements plus fluides et abordables pour tous. Pour répondre à ces enjeux, des initiatives innovantes émergent, visant à adapter des solutions internationales aux spécificités locales tout en maintenant des coûts compétitifs pour les utilisateurs. Parmi ces innovations, la stratégie de mix énergétique se distingue particulièrement, intégrant des carburants de synthèse biosourcés, qu'ils soient liquides ou gazeux, pour réduire l'empreinte carbone des transports.

De plus, l'utilisation de la force du vent, à travers des voiles ou des cerfs-volants, offre des alternatives prometteuses pour le transport maritime et la plaisance, tout en exploitant les ressources naturelles disponibles de manière optimale. L'hydrogène vert, également envisagé, pourrait jouer un rôle crucial dans la décarbonation des systèmes de transport, contribuant ainsi à une transition énergétique indispensable pour l'avenir.

Ces initiatives, présentées dans le cadre de la "Stratégie Innovation Polynésie 2030", visent non seulement à améliorer la mobilité, mais également à protéger l'environnement tout en s'adaptant aux réalités géographiques et économiques uniques des îles polynésiennes. En adoptant ces solutions novatrices, la Polynésie française montre son engagement à construire un avenir plus durable et résilient pour ses habitants et ses visiteurs.

« La Polynésie manque d'infrastructures et de ressources pour faire face à l'évolution du trafic maritime. Le territoire est extrêmement émietté avec une centaine d'îles qui ont des besoins en termes d'intervention et de financements différents. La structuration de l'intervention publique se fait avec chaque représentant des archipels pour arriver à trouver à chaque fois le bon équilibre entre le domaine du possible et le domaine de l'acceptable.

L'un des défis en termes d'acceptabilité est notamment la gestion des lagons, délimités par des récifs, qui constituent une extension de l'île, et non une zone côtière contrairement à d'autres territoires. Pour les locaux, ces espaces constituent un bout de jardin, un territoire qui est à leur disposition. Un bateau qui accède à cet espace, c'est comme un inconnu qui vient planter une tente au fond de son jardin ! »

Stéphane Renard, Coordinateur Tahiti Cruise Club





09. DES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES AUX DISPARITÉS FORTES

Les disparités démographiques influencent les besoins en matière de logement, d'éducation, de services de santé et de transport. Certains territoires connaissent une forte croissance de leur population, souvent caractérisée par une jeunesse dynamique, tandis que d'autres subissent des déclin, accentués par l'émigration et un vieillissement progressif : les Antilles sont aujourd'hui des sociétés vieillissantes tandis que la Guyane et Mayotte verront doubler leur population à horizon 2040, avec une majorité de jeunes de moins de 20 ans. La rapidité de ces changements est telle qu'on peut anticiper, au-delà d'évolutions démographiques, parler de véritables changements de société : recompositions sociales, évolution des codes sociaux et culturels, etc. Ils impactent en particulier le développement économique et social, créant des zones sous forte pression en matière d'infrastructures, tandis que d'autres sont confrontées à des risques de dévitalisation. Ces dynamiques, en parallèle avec les inégalités d'accès aux ressources, peuvent limiter l'attractivité des territoires et leur capacité à soutenir un développement touristique durable et inclusif.

ENJEUX À 10 ANS

- **Des évolutions démographiques très contrastées** entre les territoires d'Outre-mer : sur les 10 prochaines années +40,8% à Mayotte ; +22,9% en Guyane ; +10,5% en Nouvelle-Calédonie ; +4,9% en Polynésie Française ; +4,2% à La Réunion ; -7,5% en Guadeloupe -9,8% en Martinique¹. En 2030, les Antilles seront les deux plus vieilles régions de France².
- **Un risque de dépendance élevé** : davantage de seniors en perte d'autonomie à prendre en charge avec moins de personnes actives², affaiblissement des solidarités traditionnelles du fait des mouvements de population, etc.
- **Un enjeu de régularité dans la collecte des données ultramarines** pour obtenir des états des lieux plus précis sur les situations des territoires afin d'adapter les politiques publiques.
- Dans un contexte de raréfaction des moyens publics, **la nécessité d'envisager une hausse du budget de l'État**, voire de l'Union européenne, allouée dans les politiques publiques ultramarines pour répondre aux problématiques et enjeux locaux.
- **L'amélioration de la formation des jeunes** (taux d'échec scolaire en croissance, illettrisme...) afin d'améliorer la situation des jeunes et le marché du travail.
- **Le développement de l'attractivité** des territoires d'Outre-mer pour faire revenir les jeunes partis se former ailleurs en structurant les filières pour proposer davantage d'opportunités professionnelles pérennes et durables.
- **Un durcissement du contrôle de l'immigration illégale** en Guyane et à Mayotte face à l'explosion démographique.
- **Un soutien accru des entreprises locales** via des offres d'emploi et de formation adaptées, ainsi qu'un renforcement des infrastructures, notamment en logement et en mobilité³.

Sources : 1. IMG, 2022 ; 2. Stratégie gouv ; 3. Banque des territoires, 05/2023

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Développement du tourisme en capitalisant sur les moments de vie des jeunes : construction de nouvelles relations affinitaires, notamment durant les périodes d'études, permettant de compenser la basse saison métropolitaine
- Renforcement de l'attractivité des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et la restauration auprès des jeunes générations, notamment chez les jeunes collégiens, les lycéens, les étudiants et les demandeurs d'emploi : animation d'ateliers découverte dans des sites touristiques emblématiques, formation aux nouveaux métiers liés à la data et l'IA, implication des touristes dans les enjeux de développement durable via la découverte de la biodiversité, etc.
- Dans une logique intergénérationnelle, l'adaptation de l'offre pour prendre en compte les besoins spécifiques des seniors.
- Si augmentation du flux touristique, besoin des ressources humaines suffisantes (volume et niveau de qualification) pour y répondre.



09. DES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES AUX DISPARITÉS FORTES

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- L'Insee comptabilisait plus de 180.000 Réunionnais âgés de plus de 60 ans, soit 20% de la population. Et en 2050, cette tranche d'âge représentera 26% des Réunionnais. Le nombre de "gramounes" de 75 ans ou plus sera multiplié par trois.
- Une part croissante des personnes âgées dépendantes selon les enquêtes HID de l'INSEE. En Guadeloupe 1/3 des habitants sera âgé de 60 ans et plus en 2030 contre un quart en 2017¹.
- Toujours selon l'INSEE, un quart des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation dans différents territoires d'Outre-mer : Martinique, Guadeloupe, La Réunion.
- La majorité des Martiniquais et Guadeloupéens âgés de 18 à 79 ans ont vécu une expérience d'émigration, dont plus de la moitié avec un séjour de longue durée ou permanent en Hexagone. Actuellement, 35 % des Guadeloupéens d'âge actif résident en Hexagone, et ce taux atteint plus de 40 % chez les jeunes de 20 à 34 ans¹. En 2017, 18% des Réunionnais de 15 à 64 ans vivaient dans une autre région⁴.

Sources : 1. IMG, 2022 ; 4. SRDEII La Réunion 2030, 2023

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Innovation Outre-mer : un tremplin pour les talents des territoires ultramarins

L'initiative "Innovation Outre-mer", lancée en 2015 par l'incubateur Outre-mer Network, vise à soutenir les talents ultramarins et à réduire les disparités économiques entre les territoires d'Outre-mer et l'Hexagone. En partenariat avec BPI France et le ministère des Outre-mer, ce concours permet aux start-ups de la French Tech ultramarine de se faire connaître et de bénéficier d'opportunités de développement.

Lors de la récente cérémonie de remise des prix à Paris, des projets novateurs ont été récompensés, témoignant de la richesse créative des territoires. Parmi les lauréats, Maiti Rossoni a présenté Ito Ito, une application conçue pour encourager les Polynésiens à pratiquer davantage d'activités sportives.



À gauche : Maiti Rossoni. (© EWAG)
En haut : cérémonie de remise des prix 2023 (© innovationoutremer)

Son créateur a souligné l'importance de cette initiative :
« Innovation Outre-mer est un tremplin exceptionnel. »

En favorisant l'émergence de solutions adaptées aux besoins locaux, cette initiative contribue à dynamiser l'économie ultramarine. Elle incite les jeunes à investir dans leur territoire, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance et leur engagement envers leur communauté. Cette dynamique permet non seulement de créer des emplois, mais aussi de promouvoir un développement durable qui valorise les ressources et les savoir-faire locaux.

« En Guyane, près de 50% de la population à moins de 25 ans. Ceci pose la question de l'accompagnement des jeunes, avec un un accroissement du personnel enseignant. D'un point de vue imagé, nous devons construire une école par jour quand d'autres destinations insulaires doivent construire un EHPAD. »

Fanny Leon

Responsable du Service Expertise,
Comité Touristique de la Guyane





10. DES PRÉOCCUPATIONS CROISSANTES LIÉES À LA SANTÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE

La santé et la qualité de vie deviennent des préoccupations majeures, exacerbées par des défis tels que l'accès limité aux soins et la prévalence des maladies chroniques. Si certains environnements urbains sont marqués par des facteurs de risque (bruit, chaleur, stress), ils offrent aussi des opportunités de soin et de solidarité, favorisées par l'émergence d'initiatives locales comme les espaces verts et les projets participatifs. Parallèlement, l'aspiration à un bien-être holistique — physique, mental et spirituel — se renforce dans un contexte d'incertitude. Ce besoin de bien-être, tant individuel que collectif, stimule de nouveaux aménagements et attire des acteurs économiques, qui perçoivent un marché prometteur, jusqu'à créer des territoires « producteurs de bien-être ».

ENJEUX À 10 ANS

- **Le développement d'aménagements prenant en compte certaines typologies d'usagers** : travail sur la morphologie urbaine, réaménagement des espaces publics, invention de nouvelles formes architecturales, la construction d'infrastructures, développement de nouveaux procédés techniques, etc.
- **Un enjeu accru d'accessibilité aux soins** dans un contexte local marqué : déserts médicaux, hausse des coûts, augmentation des besoins associés au vieillissement de la population, évolution des normes familiales d'accompagnement de la vieillesse.
- **L'irruption de nouveaux acteurs** comme les assureurs et les acteurs technologiques (Cisco, IBM, Microsoft, Google, Nvidia) jouant un rôle prépondérant dans la gestion de la donnée et développant de nouvelles approches dédiées aux territoires intelligents.
- **L'intégration** dans les stratégies touristiques des problématiques telles que l'enfouissement des réseaux, la politique de l'eau ou la politique de l'air.
- **L'intérêt croissant de la génération Z** qui se tourne vers les aventures basées sur le bien-être, et les voyages favorisant la guérison, déjà populaires auprès des générations plus âgées, en particulier les Millennials.
- **Le renforcement d'une vision individualisée et individualiste** du bonheur et du bien-être, au risque d'ignorer les facteurs exogènes et de délaisser les leviers d'actions collectifs et structurels.³
- **Une opportunité pour les territoires ultramarins d'être des modèles de planification écologique et de progrès humain** : élaboration de « plans pays » avec des objectifs écologiques (autonomie énergétique et 100% renouvelable, autosuffisance alimentaire, politique maritime, protection de la biodiversité).
- **Le développement de politiques nationales et locales visant à garantir la qualité de vie** des citoyens (e.g. mesures favorisant la santé mentale).

Sources : 1. Outre mer la 1ère, 10/2024 ; 2. Sénat, 12/2022 ; 3. E. Illouz, 2018

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Adaptation des infrastructures touristiques dans l'objectif de concevoir des environnements qui partent d'une compréhension fine des expériences vécues par les usagers et de leurs spécificités (augmentation des maladies (e.g. obésité), vieillissement de la population, besoins propres aux "Retours-retraite" potentiels de natifs vivant hors du département, etc.)
- Stratégies de spécialisation et de différenciation des produits touristiques, en ciblant un nombre limité de marchés de niches (culture et vie locale, tourisme de santé et de bien-être, tourisme sportif, etc.).
- Développement d'offres liant voyage et santé holistique : potentiel pour la vie « plus lente » des Outre-mer, reconnexion à la nature, déconnexion digitale, etc. Il s'agit d'une opportunité pour les territoires d'Outre-mer de se positionner comme un lieu de rupture et de remise en forme
- Mise en place de "Living Labs" pour évaluer les externalités positives et négatives de certains aménagements sur le bien-être physique et physiologique des résidents.
- Développement de collaborations multipartenaires visant à déployer des solutions de santé adaptées et pensées dans leur globalité territoriale afin de tirer parti de chaque acteur et de toutes les capacités en place.



10. DES PRÉOCCUPATIONS CROISSANTES LIÉES À LA SANTÉ ET À LA QUALITÉ DE VIE

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- Selon les chiffres publiés par Global Wellness Institute, le marché mondial du tourisme du bien-être primaire et secondaire s'élevait à 436 milliards USD en 2020. On prévoit que le tourisme de bien-être augmentera en moyenne de 21 % par an jusqu'en 2025.
- 60 % des voyageurs français cherchent à se détendre pendant leurs vacances, tandis que 13 % accordent une importance particulière aux offres axées sur le bien-être⁵.
- Les voyages spirituels ou introspectifs, axés sur la méditation, les retraites silencieuses ou les pratiques holistiques, occupent une place croissante dans les préférences des touristes.
- En Polynésie française, un membre de la famille peut se former afin de devenir un « aidant fait'i ». Suite à une désignation par un proche senior, l'aidant fait'i est rémunéré par la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité pour subvenir aux besoins du proche. Une approche qui mise sur le renforcement des liens familiaux⁴.
- Au Costa Rica, des investissements significatifs ont été engagés sur la santé et les modes de vie durables.
- Un intérêt croissant des géants du numérique qui intègrent la santé dans leurs développements. Les stratégies mises en place par un acteur comme Google via ses différents avatars (Maps, Sidewalk Lab, Google Ads, Waze) témoignent de la volonté de se positionner comme l'intégrateur le plus puissant des données urbaines et "édicter" les transformations des villes (ex. établir des liens entre certains facteurs de risques environnementaux et certains états de santé).

Sources : 4. Service public PF, 2021 ; 5. Kayak / The future laboratory, 2024

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Vers des îles productrices de santé : innovations architecturales et techniques

L'initiative "Parcours de santé" en Guadeloupe représente une avancée significative dans la promotion de la santé et de la qualité de vie des habitants des territoires ultramarins. Ce projet innovant vise à créer un réseau d'infrastructures accessibles et adaptées, favorisant un mode de vie sain par la pratique d'activités physiques et la sensibilisation à la santé.

Le parcours inclut des espaces de loisirs, des pistes de marche et des installations sportives, permettant aux résidents de s'engager activement dans leur bien-être quotidien. En intégrant des éléments de la nature et des paysages locaux, cette initiative encourage également le développement d'un cadre de vie agréable, propice à la détente et à la sociabilité.

Les acteurs de la santé en Guadeloupe collaborent étroitement pour assurer que cette initiative réponde aux besoins spécifiques de la population, tout en s'appuyant sur des données de santé pour orienter les aménagements. Ce projet illustre comment des innovations architecturales et des infrastructures bien conçues peuvent transformer les îles en véritables producteurs de santé. En renforçant l'accès aux soins et en promouvant des modes de vie sains, "Parcours de santé" pourrait devenir un catalyseur de changement positif pour la santé publique dans la région.



© Bruno Pansiot-Villon

« Les études montrent que les pourtours des sites naturels sont pris d'assaut le week-end pour le pic-nic créole et la balade dominicale. Des zones aménagées par l'ONF sont souvent prises d'assaut dès 5H du matin. Cela traduit le besoin d'accès à des espaces de récréation et de respiration à proximité des villes, en complément des espaces naturels. »

Pascal TEYSSERE

Chef du service Tourisme, Région Réunion





II. IMPACT CULTUREL ET PATRIMONIAL DU TOURISME

Le développement touristique, souvent perçu comme menaçant pour les écosystèmes fragiles et les traditions locales, suscite de vives inquiétudes parmi les populations des territoires d'Outre-mer. Le développement du tourisme peut introduire des perturbations dans leur rythme de vie, dans les rapports traditionnels qu'ils entretiennent entre eux, avec la nature et plus encore dans l'utilisation qu'ils font de leur héritage culturel, socle de leur « patrimoine » collectif. La sur-fréquentation des sites naturels emblématiques entraîne ainsi une dégradation progressive de ces environnements, menaçant la biodiversité et l'intégrité des paysages. Les habitants redoutent que l'afflux massif de touristes ne transforme des espaces protégés en zones de loisirs commercialisées, altérant ainsi leur valeur culturelle et écologique. Cette pression sur les ressources naturelles, couplée à l'absence de régulations adéquates, soulèvent des questions sur la pérennité de ces destinations et leur capacité à conserver leur identité face aux impératifs économiques du tourisme de masse.

ENJEUX À 10 ANS

- **Un risque de fragilisation voire de dégradation de certains sites** en raison de la fréquentation excessive des lieux touristiques et emblématiques durant la même saisonnalité.
- **Pression sur les infrastructures** : l'augmentation des flux touristiques exerce une pression sur les infrastructures et services publics (transports, eau, gestion des déchets), souvent insuffisants pour répondre aux besoins des habitants et des visiteurs.
- **Une authenticité culturelle qui s'efface** dans des régions dominées par le tourisme de masse : les sites naturels et patrimoniaux sont souvent remodelés en attractions touristiques, altérant leur valeur culturelle au profit d'une approche commerciale.
- **Une augmentation des conflits d'usage** : l'occupation des terres pour des infrastructures touristiques entraîne parfois des tensions entre les communautés locales, les autorités et les acteurs économiques autour des droits d'accès aux ressources.
- **Des capacités de modélisation** plus fines des impacts du tourisme sur les atouts touristiques environnementaux et culturels d'une région. Des questions aussi diverses que la gestion de l'eau, de l'énergie, de la climatisation, des déchets, etc. qui posent déjà des problèmes doivent être réexaminées en lien avec le nombre de touristes susceptibles d'être accueillis, en particulier les croisiéristes dont le nombre est en forte croissance dans certains territoires comme la Nouvelle-Calédonie.

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Le risque de développement de discours négatifs sur le tourisme et de la tourismophobie, bien que les seuils de saturation en matière de fréquentation soient encore loin d'être atteints.
- Le développement de logiques de quotas pour limiter l'accès à certains sites naturels.
- L'instauration de taxes écologiques, de restrictions sur les croisières et de codes de conduite devient essentielle pour équilibrer attractivité touristique et préservation du patrimoine naturel.
- Un dialogue renforcé entre collectivités, entreprises et habitants devient crucial pour co-construire un tourisme équilibré, respectueux des identités et des ressources naturelles.



11. IMPACT CULTUREL ET PATRIMONIAL DU TOURISME

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- Lors d'une étude de la perception du tourisme par les résidents de la Province Sud de Nouvelle-Calédonie, 74 % des résidents évoquent la pollution comme un problème majeur du tourisme, tandis que 68 % dénoncent une mauvaise gestion des déchets, un score nettement supérieur à la moyenne nationale (+18 pts). Les résidents perçoivent une montée de l'insécurité et des incivilités (+13 pts) ainsi qu'une perte d'authenticité (+27 pts), exacerbant le sentiment d'intrusion touristique.¹
- Développement de la filière de l'éco-tourisme aux Antilles qui s'insère dans une stratégie privilégiant la qualité de l'accueil et des services plutôt que l'appel à une clientèle relevant du tourisme de masse.
- Développement de règles urbanistiques visant à valoriser le patrimoine (habitations créoles, moulins de Marie-Galante...).

Sources : 1. Province Sud, 2021

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Quotas d'accès aux merveilles naturelles : la réponse à la défiance touristique ?

La Corse envisage l'instauration de quotas d'accès à certaines de ses merveilles naturelles. Pilotée par les collectivités et les parcs nationaux, cette initiative vise à protéger les sites emblématiques tout en régulant le flux touristique, souvent synonyme de sur fréquentation et de dégradation.

À partir de maintenant, les visiteurs devront réserver leur accès à ces lieux prisés à l'avance, avec une priorité accordée aux résidents. Cette approche permet non seulement de préserver la beauté naturelle et l'intégrité écologique de ces espaces, mais aussi de renforcer le sentiment d'appartenance des habitants.

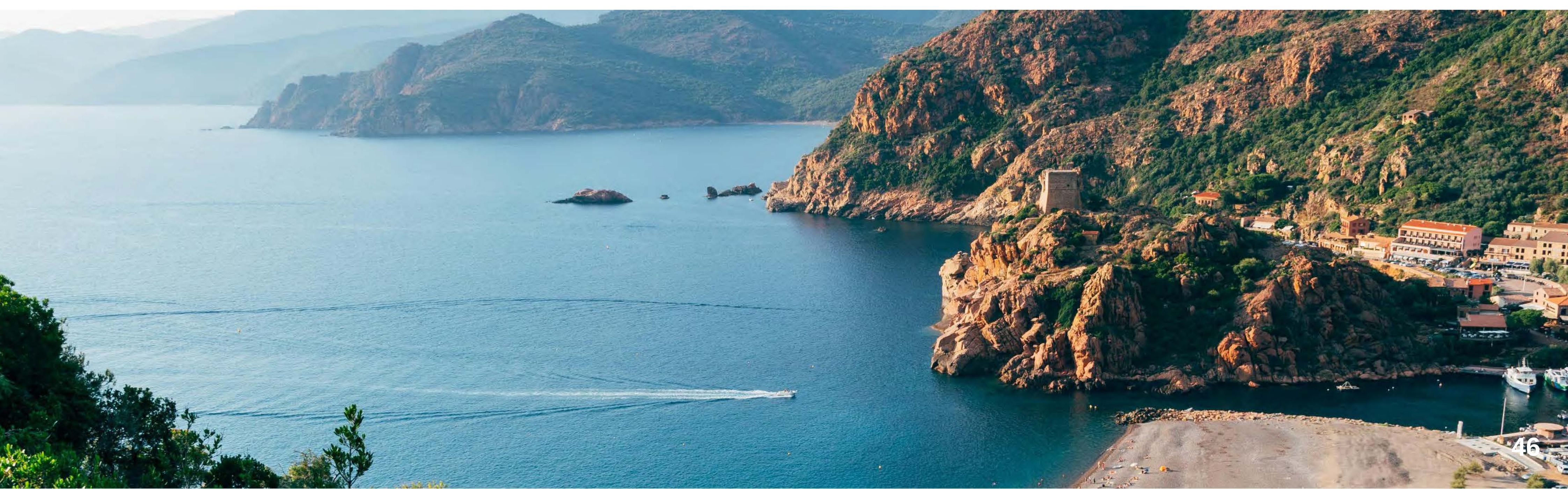


Aux îles Lavezzi, plus de 4 000 visiteurs par jour sur les 9 000 km² de plage
© Envoyé Spécial

Cette démarche trouve un écho pertinent dans les territoires d'Outre-mer, où la protection du patrimoine culturel et naturel est également cruciale tandis que la pression touristique est croissante. Dans le futur, des mesures similaires pourraient être adoptées pour non seulement sauvegarder leurs écosystèmes, mais aussi redéfinir une expérience touristique respectueuse qui valorise les identités locales et répond aux attentes des visiteurs.

« La menace qui pèse sur le tourisme c'est que nous sommes confrontés à un fort accroissement démographique qui fait peser des tensions sur l'accès au logement, la mobilité, etc. Cela conduit à des extensions et des formes urbaines de plus en plus denses, qui ne respectent pas toujours l'identité de l'île et peuvent nuire à son authenticité et son attractivité. Tout l'enjeu est de trouver un équilibre entre préservation de l'image et de l'attractivité touristique et satisfaction des besoins primaires de la population. Nous avons un parc national qui occupe 42% du territoire de l'île et est inscrit au patrimoine mondial ce qui garantit de préserver l'île ; en revanche, la bande littorale est davantage exposée. Outre le tourisme extérieur, il convient de noter que ces espaces sont avant tout fréquentés par une clientèle résidentielle et de loisirs qui pratique beaucoup les espaces naturels. Si on ne peut pas encore parler de défiance du tourisme, il y a un point d'alerte dans la façon de concevoir de nouveaux projets touristiques. »

Pascal TEYSSEDRE, Chef du service Tourisme, Région Réunion



HUMAIN





Humain

SOMMAIRE

#13 Érosion de la cohésion sociale

Les territoires d’Outre-mer subissent une érosion progressive de la cohésion sociale, accentuée par divers facteurs : **inégalités économiques, tensions identitaires et fractures intergénérationnelles**.

#14 Évolutions des attentes des nouvelles générations

Les nouvelles générations (en particulier la génération alpha, née entre 2010 et 2025) expriment des attentes renouvelées, centrées sur la **durabilité**, la quête **d’expériences plus authentiques**, la valorisation de **l’identité culturelle locale**.

#15 Nouvel exotisme et volonté de sortir des sentiers battus

Les touristes recherchent de **nouveaux horizons inexplorés**, loin des itinéraires traditionnels, contraignant les opérateurs à jongler entre **demande d’ultra personnalisation et adaptation à la demande croissante de « surprises »** et d’expériences inédites.

#16 L’expérience au cœur des attentes clients

Dans un contexte d’hyperconsommation et d’influence croissante des réseaux sociaux, les consommateurs **privilégient la qualité et l’expérience**, ayant un intérêt renforcé pour les **destinations perçues comme « authentiques »**, à rebours des formes de standardisation propres au numérique.

#17 Mouvements migratoires (économique, politique et climatique)

La gestion des flux migratoires, qu’ils soient liés à des opportunités économiques, à des crises politiques ou à des chocs climatiques, représente un **défi majeur pour la cohésion sociale** des territoires, **déjà fragilisés par les pressions démographiques et une situation sociale dégradée**.



Humain

IMPACT ESTIMÉ À HORIZON 2040

Conséquences à court et moyen terme

2025

ÉROSION DE LA COHÉSION SOCIALE

ÉVOLUTIONS DES ATTENTES DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

NOUVEL EXOTISME ET VOLONTÉ DE SORTIR DES SENTIERS BATTUS

L'EXPÉRIENCE AU CŒUR DES ATTENTES CLIENTS

MOUVEMENTS MIGRATOIRES (ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET CLIMATIQUE)

2040

Niveau d'impact estimé sur les territoires (1 : léger ; 5 : sévère)

3,4

La Réunion

3,8

Polynésie française

3,9

Nouvelle-Calédonie

3,9

Guadeloupe

4

Martinique

4,1

Saint-Martin

4,2

Guyane française

4,5

Mayotte



13. ÉROSION DE LA COHÉSION SOCIALE ET HAUSSE DES TENSIONS

Les territoires d’Outre-mer subissent une érosion progressive de la cohésion sociale, accentuée par divers facteurs : inégalités économiques, tensions identitaires et fractures intergénérationnelles. La dépendance aux importations entraîne un coût élevé de la vie, creusant les écarts entre l’Outre-mer et l’Hexagone mais aussi entre classes sociales au sein même des territoires. En parallèle, les migrations et l’exode des jeunes aggravent les tensions et accentuent les divisions entre générations. À cela s’ajoutent la pression touristique et la spéculation foncière, qui limitent l’accès aux ressources locales. Cette combinaison de facteurs rend la gestion sociale et territoriale plus complexe, risquant de compromettre l’harmonie et la stabilité des régions.

ENJEUX À 10 ANS

- **L’augmentation des inégalités** au sein des populations liée à l’inflation, hausse du chômage, niveau de vie...
- **L’augmentation des tensions dans la société** : montée de l’individualisme, violences, etc.
- **L’émergence des plateformes numériques comme lieux de mobilisation** : mobilisation rapide et massive via les réseaux sociaux, rendant les mouvements imprévisibles et difficiles à contrôler.
- **Le durcissement des formes de contestation citoyenne** dans une « logique anti-système » : émeutes, blocage de certains lieux, barrages routiers, dégradations, vols de biens matériels, etc.
- **Le mise en œuvre de politiques publiques plus inclusives et participatives**¹ : engager les communautés dans la prise de décision afin de diminuer la méfiance envers les institutions à l’instar des Assises des Outre-mer qui se sont traduits par 500 ateliers locaux et 1.300 propositions d’action².
- **Un appel à un durcissement de la lutte contre les émeutes.** Le sentiment que la répression est insuffisante face aux émeutes (à l’instar de la situation en Nouvelle Calédonie) entraîne un fort lobbying pour des sanctions exemplaires et une attitude plus répressive de l’État.
- **Le durcissement des propos sur les réseaux sociaux**, qui deviennent en cas de conflit les vecteurs de communication privilégiés entre les groupes qui commettent des violences.
- **L’affaiblissement des solidarités familiales**, historiquement importantes dans les Outre-mer : hausse des foyers monoparentaux, unipersonnels.
- **Le risque d’effritement des solidarités** inter-générationnelles qui accroît les précarités sociales : le départ des jeunes adultes à plusieurs milliers de kilomètres contribuent à affaiblir ces liens familiaux et épuise le vivier des « aidants ».

Sources : 1. Duvat, 2021 ; 2. Livre Bleu Outre-Mer, 2018

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- La prise en compte du rôle prépondérant de l’économie touristique dans la stabilité des territoires. Selon l’AFD, l’économie de la Polynésie française connaît une dégradation économique jamais vue depuis les années 1960 qui s’explique notamment par la chute de l’activité touristique.
- Hausse des mouvements sociaux susceptibles d’avoir un impact négatif sur l’attractivité d’une destination et un risque de rejet du tourisme.
- L’augmentation des conflits entre les groupes sociaux : mobilisation contre les acteurs d’hébergements touristiques (Airbnb, chambres chez l’habitant), blocage des aéroports, dégradation des infrastructures touristiques, etc.



13. ÉROSION DE LA COHÉSION SOCIALE ET HAUSSE DES TENSIONS

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- Malgré l'augmentation du budget global alloué aux politiques publiques ultramarines, un rapport à la Cour des comptes souligne que les inégalités restent préoccupantes en Outre-mer, notamment à Mayotte et en Guyane. Une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté aux Antilles et en Guyane².
- Avant même le passage du cyclone Chido fin 2024, les Mahorais devaient faire face à un coût de la vie élevé. En sus, l'île connaît d'importantes difficultés de gestion des eaux, notamment liées à la sécheresse et à la vétusté des réseaux. Fin 2023, en pleine crise d'approvisionnement, un pack d'eau pouvait coûter jusqu'à 7,50 euros. Cette crise de l'eau dans une société pauvre entraîne d'autres crises par ricochet : humanitaire, sanitaire et même scolaire (des établissements étant forcés de renvoyer les élèves chez eux).
- D'émeutes urbaines isolées portant sur le refus du dégel du corps électoral néo-calédonien, le conflit en Nouvelle Calédonie s'est étendu il y a quelques semaines au-delà de Nouméa avec des dégradations qui touchent l'ensemble de la population. Plus de 480 agents des forces de l'ordre ont ainsi été blessés et 3 personnes ont été tuées. Le réseau social TikTok a été interdit par le gouvernement pour limiter notamment les contacts entre émeutiers.

Sources : 2. Vie Publique, 2024

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Projet de rénovation urbaine "Lamentin Grand Cœur" en Martinique

Le projet « Lamentin Grand Cœur », piloté par la ville du Lamentin en Martinique avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), vise à transformer le centre-ville et le quartier Place d'Armes en un espace urbain durable et inclusif. Ce programme entend répondre aux défis d'urbanisation et de changement climatique en intégrant la biodiversité, la gestion écologique de l'eau, et la réduction de l'empreinte carbone. La requalification de l'ancien hôpital en espace de bien-être et d'innovation illustre cette volonté de revitaliser le tissu urbain tout en favorisant la santé et le bien-être.



À gauche : l'ancien hôpital du Lamentin (© Martinique la 1ère). À droite : ambition de la rénovation (© AFD)

Le projet comprend la construction de logements sociaux et de nouveaux espaces pour les entreprises locales. Par ailleurs, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Calebassier prévoit une requalification des friches urbaines en espaces verts et biophiles, respectant l'environnement naturel. « Lamentin Grand Cœur » vise non seulement à améliorer la qualité de vie des résidents mais aussi à dynamiser l'économie locale en attirant des investissements tout en renforçant l'ancrage écologique et social du Lamentin en Martinique.

« En Nouvelle-Calédonie, plusieurs secteurs à commencer par le tourisme sont particulièrement exposés à la concurrence internationale. Pourtant, le tourisme, qui devrait être un des piliers de son économie, demeure faible en raison d'un coût de la vie très élevé. Ce dernier est notamment la conséquence des sur-rémunérations du secteur public d'État ou territorial et des secteurs protégés, comme les banques ou les monopoles de distribution, phénomène que l'on retrouve dans tout l'Outre-mer français. Il en découle de fortes inégalités de revenus, avec des salariés jouissant de rémunérations représentant près du double de celles dans l'Hexagone, à comparer avec celles des autres salariés, souvent Océaniens. »

Jean-Christophe Gay
Professeur et Directeur de
l'institut tourisme Côté d'Azur





14. ÉVOLUTIONS DES ATTENTES DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

Les acteurs du tourisme doivent en permanence s'adapter aux comportements de consommation des segments de client actuels et futurs. Les nouvelles générations (en particulier la génération alpha, née entre 2010 et 2025) expriment des attentes renouvelées, centrées sur la durabilité, l'innovation et la reconnaissance de leur identité culturelle. Attachées à un mode de vie en phase avec la protection de l'environnement, elles privilégient les initiatives locales, recherchant des opportunités économiques compatibles avec leurs valeurs. Cependant, beaucoup voient dans l'Hexagone une alternative attrayante, en raison de ses infrastructures avancées, de ses perspectives professionnelles variées et de la diversité d'expériences culturelles qu'elle offre. Cette aspiration à l'équilibre entre identité locale et modernité pose un défi aux territoires d'Outre-mer, qui cherchent des stratégies pour répondre aux besoins de cette génération tout en réduisant l'exode des jeunes les plus employables vers l'Hexagone.

ENJEUX À 10 ANS

- **Une difficulté à capter l'attention** d'une génération particulièrement exposée aux écrans et aux réseaux sociaux : un enjeu de s'intégrer dans des médias de plus en plus immersifs, mobiles et construits autour de flux d'information continus qui constituent l'une des principales sources d'inspiration.
- **Un enjeu de s'adapter à une génération plus diversifiée** sur le plan ethnique, sur le plan des modèles familiaux mais aussi sur le plan du genre : les normes de genre disparaîtront peut-être avec cette génération.
- **Une quête d'expériences plus authentiques** et respectueuses, ce qui se traduit par une volonté d'être acteur de son voyage : le tourisme devra par exemple démontrer sa capacité à contribuer à l'économie locale.
- **Des comportements différents en matière de tourisme avec un intérêt plus marqué pour le tourisme responsable** : les circuits courts et l'hébergement écologique sont des offres en croissance afin de répondre aux préférences écoresponsables des jeunes générations et de s'affranchir du tourisme de masse.
- **La hausse de la valorisation culturelle** : demande croissante d'authenticité et de (re)connexion culturelle (gîte chez l'habitant, mise en avant des traditions locales, visite des sites moins touristiques, etc.)
- **L'essor des offres adaptées au télétravail** : évolution des structures pour accueillir des touristes souhaitant combiner travail en distanciel et loisirs

Sources : 1. Duvat, 2021

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Un enjeu pour les acteurs du tourisme de faire face à la nouvelle économie de l'attention, caractérisé par le développement de techniques persuasives pour que l'utilisateur reste sur la plateforme et soit exposé à des contenus ciblés. Cela suppose de différencier et de réussir à s'intégrer dans des flux d'information continus et en interagissant avec cette catégorie d'utilisateurs via les plateformes sociales (TikTok, Snapchat, etc). Ces plateformes évolueront pour intégrer des fonctionnalités de réservation directement depuis les posts ou stories.
- Le développement d'un tourisme davantage expérientiel permettant aux jeunes générations de s'immerger dans le quotidien des locaux : voyages chez l'habitant, excursions dans des sites moins exposés, initiation aux pratiques locales.
- La mise en place de stratégies de développement pensées collectivement impliquant tous les acteurs du tourisme autour d'objectifs communs.
- La simplification des aspects logistiques du voyage pour permettre aux voyageurs de se concentrer sur leurs découvertes.



14. ÉVOLUTIONS DES ATTENTES DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- La génération Alpha passerait en moyenne jusqu'à 127 minutes par jour sur l'application TikTok et 94 minutes sur Snapchat.
- Certaines agences de voyages accompagnent des marques et des destinations au travers d'une offre construite autour des contenus dédiés à TikTok (« Time to TikTok »).
- Selon l'étude "The advantage travel partnership", 29% des jeunes recherchent des destinations moins connues pour éviter les foules. En outre 43% des clients souhaitent vivre davantage d'expériences culturelles lorsqu'ils voyagent.
- L'agence de voyage *Vision du monde* propose d'organiser des voyages solidaires axés sur la rencontre avec les populations locales. Ainsi, 43% du prix du voyage en moyenne bénéficie directement à l'économie locale. L'agence propose par exemple un parcours permettant de vivre en immersion avec le peuple Malgache en contribuant à un projet agricole, à un chantier de reboisement ou encore à un centre de réinsertion.
- L'agence Voyageurs du Monde connaît une forte croissance en 2024, tirée notamment par le développement des voyages d'aventure (+11,3 %).

Sources : 1. QUSTODIO, 2023

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Voyage bas-carbone et découvertes culturelles : les nouvelles plateformes pour un tourisme écoresponsable

Les nouvelles générations cherchent de plus en plus à voyager de manière écoresponsable, ce qui incite plusieurs plateformes à développer des alternatives bas-carbone vers les destinations d'Outre-mer. Parmi elles, Mollow propose des trajets innovants vers les Antilles, permettant de rejoindre ces îles sans avion. En intégrant le train et le cargo passager, Mollow permet aux voyageurs de réduire leur empreinte écologique tout en s'arrêtant dans des destinations intermédiaires. Cela enrichit le parcours, offrant des découvertes culturelles et un voyage plus lent et immersif en phase avec les attentes de ces jeunes voyageurs.

De son côté, WeGoGreenR recense des hébergements écoresponsables. Les structures référencées sur la plateforme intègrent des pratiques durables adaptées aux contextes insulaires, telles que l'utilisation d'énergies renouvelables et la gestion de l'eau, particulièrement cruciales dans les territoires éloignés où les ressources naturelles sont limitées. Cette transparence, à travers un « Green Score » attribué selon des critères environnementaux stricts, permet aux voyageurs de s'orienter vers des séjours alignés avec leurs valeurs éthiques, tout en soutenant l'économie locale de ces territoires spécifiques.

Ces plateformes marquent une transition vers un tourisme durable et authentique, répondant aux nouvelles attentes des jeunes générations qui privilégient des expériences enrichissantes et respectueuses de l'environnement.

« La plateforme *Speak Tahiti* propose des formations pour l'apprentissage du reo tahiti auprès de différents groupes démographiques : enfants, adultes, scolaires, entreprises. L'outil propose un dispositif de traduction automatisée ce qui facilite la découverte de la culture. En parallèle, la startup propose des supports pour faciliter l'apprentissage : livres, e-book, e-learning grâce à des MOOCs inspirés. Interactivité et immersion dans la culture polynésienne sont ses fers de lance pédagogiques. »

Stéphane Renard
Coordinateur Tahiti Cruise Club





15. NOUVEL EXOTISME ET VOLONTÉ DE SORTIR DES SENTIERS BATTUS

L'intensification des échanges mondiaux, facilitée par le développement des transports et des outils numériques, contribue à un sentiment de « rétrécissement du monde ». Alors que les destinations autrefois lointaines deviennent plus accessibles, la planète semble plus familière, réduisant l'exotisme qui attisait la curiosité des voyageurs. Ces nouvelles tendances montrent une évolution dans la manière dont les voyageurs perçoivent l'exotisme, en privilégiant l'authenticité, la durabilité et la découverte personnelle.

Des positionnements et modèles touristiques originaux sont à imaginer pour tirer parti de l'attractivité des bassins régionaux auxquels les Outre-mer appartiennent, tout en valorisant leurs spécificités et leurs ressources territoriales. Le World Travel & Tourism Council (WTTC) et l'OMT indiquaient dès 2022 une reprise robuste du tourisme pour atteindre et dépasser les niveaux d'avant pandémie à la fin 2024. Les Caraïbes font partie des régions ayant connu les plus fortes croissances avec une progression de 7 % entre 2023 et 2024. A horizon 2040, les travaux de l'OMT montrent qu'il existe un fort potentiel de croissance, avec une partie importante des arrivées en provenance des pays d'Asie et du Pacifique (croissance annuelle de 5,0% par an pendant 20 ans).

Les opportunités pour les destinations d'outre-mer sont nombreuses tant dans une logique de bassin régional que dans une offre préservée et singulière pour répondre à une quête de surprise et d'aventure qui se traduit par un attrait pour des expériences uniques et inattendues, aussi bien au quotidien que dans le tourisme. A plus long terme, l'intérêt s'étendra pour des territoires inédits, qu'ils soient digitaux, comme le métavers, ou physiques, tels que les missions spatiales de SpaceX, pour un dépaysement qui dépasse les frontières terrestres.

ENJEUX À 10 ANS

- Le développement de **modèles touristiques originaux** pour tirer parti de la croissance du marché mondial et de l'opportunité de capter une partie du flux de touristes internationaux dans une logique de bassin régional (valorisation des ressources territoriales, développement d'offres de services et des expériences attractives basées sur la quête d'authenticité, mutualisation d'actions de promotion communes à l'échelle de plusieurs territoires).
- La recherche de loisirs « extrêmes »** par certains profils de touristes en recherche de dépassement de soi : stages de survie, ultra-trail, basecamp, ascension d'un sommet, etc.
- L'essor d'offres insolites** pour répondre à la sensation d'ennui de nos sociétés² (laquelle trouve ses racines notamment en l'uniformisation des modes de vie) : e.g. nuit dans une bulle transparente en forêt tropicale en Guadeloupe, location de paddle transparents en Martinique, séjour en écolodges flottants en Polynésie, dormir dans les arbres géants de la Guyane...
- La généralisation des offres hyper-personnalisées** : facilité par l'essor du Big Data (permettant de récolter, analyser d'important volumes de données), en réponse au besoin croissant d'enromancement (i.d., mise en récit de son quotidien et de soi)²
- Le développement du tourisme spatial**, depuis les activités sol jusqu'aux projets de tourisme lunaire : activités pratiquées en restant au Sol ou presque (comme les vols OG), tourisme en ballon stratosphérique, vol suborbital, séjours en orbite terrestre, différents projets de voyages lunaires, voire au-delà. D'ici 2030, le marché mondial du tourisme spatial pourrait générer 3 milliards \$¹.

Sources : 1. CNBC, 18/03/2019 ; 2. A. Fouillet, 2012

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Développement de nouvelles expériences ancrées dans les territoires : initiation aux techniques d'orientations, reconnaissances des plantes comestibles, immersion dans la nature sauvage, etc.
- Redécouverte de l'ultra-local : la redécouverte de son propre environnement. Les voyageurs trouvent de l'exotisme en explorant leur quartier ou leur région sous un nouvel angle, en participant à des activités locales et en redécouvrant les charmes de la proximité
- Des destinations émergentes de plus en plus populaires. Les voyageurs s'aventurent dans des régions comme la Grenade, les Fidji, les États fédérés de Micronésie, le Malawi et la Mongolie pour échapper aux foules et découvrir des paysages et des cultures préservées
- Nécessité pour les opérateurs de jongler entre demande d'ultra-personnalisation et adaptation à la demande croissante de « surprise », au risque de perdre de la vitesse
- Risque de désintérêt pour les destinations traditionnelles perçues comme « ennuyeuses »
- Nouvelles stratégies de promotion orientées vers l'image de destinations "authentiques" et capitalisant sur l'attractivité des bassins régionaux auprès des touristes internationaux. A ce titre, dans les Caraïbes, des actions de promotion "mutualisées" pourraient être imaginées par le cluster Outre-mer au travers d'initiatives visant les principaux émetteurs de touristes vers ces bassins comme les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Amérique centrale et du sud, etc.
- Développement de l'offre de tourisme spatial en plus de la nature et des cultures



15. NOUVEL EXOTISME ET VOLONTÉ DE SORTIR DES SENTIERS BATTUS

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En Guyane, une initiative vise à séduire les touristes d'affaires, tels que les ingénieurs, les consultants ou journalistes présents pour les lancements de fusées. Il est proposé de découvrir l'offre touristique unique du territoire et de les inciter à prolonger leur séjour pour vivre une expérience enrichissante au-delà de leur mission professionnelle.
- Dans le cadre du Kennedy Space Center, Zero Gravity Corporation (« Zero-G »), leader mondial des vols en apesanteur, l'entreprise Zero-G, présente sa dernière offre : la « Zero-G Astronaut Experience » permet de vivre l'expérience de l'apesanteur, d'échanger avec des astronautes ou encore de vivre un lancement de fusée en réalité augmentée.
- A la Réunion, la Diagonale des fous est une folle traversée, du sud-est de l'île (Saint-Pierre) à son extrême nord-ouest (Saint-Denis), taillant à travers les reliefs volcaniques et la végétation luxuriante. Tout cela, logiquement, sous un chaud soleil tropical en journée et une nuit glaciale. Selon les années, on compte 35 % à 45 % d'abandons.
- Le Whichaway Camp, en Antarctique, se vante de servir une cuisine internationale cinq étoiles préparée par un chef privé dans un igloo, les séjours commencent à 62.500 USD.

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Les traditions culturelles au cœur de la découverte des Outre-Mer

Les destinations d'outre-mer sont riches d'événements culturels valorisant leur histoire et leurs traditions. L'étude conduite par Atout France, avec le concours de la DGOM, et relative à une « Démarche inventaire de l'offre culturelle en outre-mer » souligne une animation événementielle importante sur tous les territoires avec une programmation diversifiée et d'envergure encore fortement locale ou régionale.

> **Le carnaval de Guadeloupe**, explosion de bonne humeur : en 2024, le journal "Voyageurs du Monde" a classé le Carnaval de la Guadeloupe en 4^e position dans son classement des meilleurs carnivals du monde, devançant des événements de renom comme ceux de Rio de Janeiro et de Venise.

> **Chanter Nwèl, la Martinique bienveillante** : « Joseph, mon cher fidèle », « Allez mon voisin », « Dans le calme de la nuit ». Ces chants Nwèl, qui appartiennent au répertoire guyano-antillais, sont une véritable expression culturelle. Dès la fin novembre, des « cantiques » sont entonnés dans des foyers et surtout dans des salles de spectacles comme dans la rue, par des chanteurs locaux.

> **Terre de Blues, le swing joyeux de Marie-Galante** : c'est "le" festival de la destination, selon les mots d'Ary Chalus, président du conseil régional de Guadeloupe. 15.000 festivaliers se retrouvent chaque année sur l'île pour saluer des artistes de musiques latines, africaines et caribéennes comme Youssou N'Dour, Yémi Aladé (Nigéria, afro-beats) ou Aswad (Angleterre, reggae). Vivement l'édition 2024 et les suivantes !

> **Guan Di... et La Réunion devient chinoise** : Melting-pot de communautés, l'île se pare chaque 24^e jour du 6^e mois d'un vernis chinois appliqué par les habitants originaires de l'Empire du Milieu. Durant deux jours, les temples chinois de l'île s'animent autour de cérémonies d'offrandes, de jets de pétards, de danses des lions et des dragons, d'ateliers et de stands culinaires.

« À Kourou, le développement du tourisme spatial représente un enjeu majeur. Bien que ce port spatial européen accueille régulièrement des journalistes et ingénieurs du monde entier pour les lancements de fusées, la Guyane reste encore trop méconnue comme destination touristique. Avec la perspective d'un lancement mensuel d'Ariane 6 dans les années à venir, et le taux d'occupation des hôtels directement lié à ces événements, l'objectif est de transformer ce tourisme d'affaires en un tourisme d'agrément. L'idée est d'inciter ces visiteurs à prolonger leur séjour en famille ou en couple pour explorer les richesses du territoire, tout en renforçant la visibilité et la lisibilité de la destination. »

Fanny Leon

Responsable du Service Expertise,
Comité Touristique de la Guyane



16. L'EXPÉRIENCE AU CŒUR DES ATTENTES CLIENTS

Dans un contexte d'hyperconsommation et d'influence croissante des réseaux sociaux, les consommateurs privilégient de plus en plus la qualité et l'expérience, reléguant la possession de biens matériels au second plan. Cette tendance est particulièrement visible dans les choix de loisirs et de tourisme, où l'accent est mis sur des expériences immersives et authentiques plutôt que sur l'accumulation de produits. En parallèle, l'automatisation accrue et la déstructuration des liens sociaux amplifient le besoin de relations humaines et la recherche de connexions significatives, tant avec soi-même qu'avec autrui. Ces attentes sont renforcées par un sentiment croissant d'ennui et de standardisation dans un monde de plus en plus uniforme. Face à cela, l'expérience devient un critère clé de satisfaction, offrant une échappatoire à cette uniformité et répondant aux aspirations de singularité et d'authenticité.

ENJEUX À 10 ANS

- **L'adoption d'une vision holistique, pensant l'expérience client dans son intégralité** : capitaliser sur l'impression laissée à l'utilisateur, l'expérience se construisant davantage dans le souvenir que dans le vécu.
- **Développement des pratiques liées à l'économie de l'usage** favorisant l'expérience vs. la propriété, multiplication des offres de produits « as a service ».
- **Généralisation des nouveaux standards** de l'expérience client à tous les marchés : simplicité, instantanéité & sans-couture, l'expérience devenant un critère de choix.
- **Développement du tourisme sportif et de bien-être.**
- **Automatisation croissante** donc raréfaction des interactions humaines, celles-ci devenant un marqueur de différenciation voire un positionnement premium
- **Des prises de décision qui pourraient être de plus en plus contraintes et rapides.** Les aléas climatiques et les incertitudes économiques pourraient conduire les futurs touristes à décider de leurs destinations de manière ad-hoc et sans longue planification préalable. Cela aura un impact sur une grande variété de niveaux et d'industries, comme la réglementation des vacances dans le cadre du droit du travail, les réclamations d'assurance (annulation de voyage), ou même sur les destinations de voyage elles-mêmes.

Sources : 1. Duvat, 2021

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- | | |
|---|--|
| • L'essor d'offres hyper-personnalisées, généreront de fait une forme de fragmentation des offres de voyage | territoire, respecter son environnement et répondre aux attentes des voyageurs |
| • L'attrait renouvelé pour les destinations perçues comme « authentiques » basées sur une identité culturelle forte (e.g. chambres d'hôtes, chambre chez l'habitant, tourisme de proximité) | • Le mise à disposition des visiteurs de dispositifs pour aller au contact des populations locales, source de réassurance et d'engagement : rencontrer un pêcheur, un planteur de cannes à sucre, etc. |
| • Une offre d'hébergement au coeur de l'expérience des voyageurs. Il doit également refléter la culture du | • La stimulation des expériences de proximité entre résidents et visiteurs |



16. L'EXPÉRIENCE AU CŒUR DES ATTENTES CLIENTS

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- Dans son schéma directeur, la Polynésie française met en avant le développement d'un tourisme inclusif, permettant aux visiteurs de vivre pleinement la culture polynésienne et aux populations d'être partie prenante du développement touristique au sein de chaque territoire concerné.
- Ce positionnement unique se veut un atout différenciateur, notamment face aux prix attractifs des destinations concurrentes de la région. Il s'agit dans le même temps d'un levier d'attractivité auprès des investisseurs dans des zones moins communément ciblées.
- Chaque année, le lancement du Grand Raid, à La Réunion, coïncide avec celui de la haute saison touristique : de nombreux participants profitent de cet évènement pour planifier des vacances, en famille ou entre amis. Les retombées économiques pour le secteur sont immédiates et les offres (hébergement, hôtel, restauration, activités) affichent complet.
- L' hôtel Maitai Lapita est situé sur un des sites archéologiques les plus anciens de Polynésie (Vaitotia). Lauréat de l'AMI Outre-Mer piloté par Atout France, l'établissement est le seul hôtel à avoir créé un musée en son sein pour mettre en valeur l'histoire et la culture du peuple polynésien.

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Mayotte : entre développement de l'attractivité et perpétuation des pratiques traditionnelles

Pour répondre à la demande croissante d'expériences authentiques et immersives, l'Agence d'Attractivité et de Développement Touristique de Mayotte (AADTM) soutient quinze projets de tourisme expérientiel sur l'île. Cette initiative s'inscrit dans une tendance où les visiteurs recherchent plus que de simples vacances ; ils souhaitent s'immerger dans la culture locale, découvrir les traditions, et interagir avec les habitants. Ces projets, qui vont de l'hébergement chez l'habitant à des activités guidées autour des savoir-faire locaux, mettent en avant le patrimoine naturel et culturel unique de Mayotte.



Pêche au djarifa, pratique traditionnelle en déclin
(© Parc naturel marin Mayotte)

L'accent est mis sur des expériences axées sur la découverte du quotidien des Mahorais et la préservation de l'environnement. Parmi les projets, des excursions sur des sites naturels protégés et des ateliers artisanaux sont proposés pour sensibiliser les visiteurs à la richesse de la biodiversité et aux pratiques traditionnelles de l'île. Cette approche vise à encourager un tourisme durable et respectueux des écosystèmes locaux, tout en renforçant le lien entre les visiteurs et la population mahoraise. En soutenant ces initiatives, l'AADTM espère attirer un public soucieux de l'authenticité et de la durabilité.

« L'inclusivité est au cœur du développement touristique polynésien. L'inclusion repose sur une mise en avant des fondamentaux de la culture traditionnelle polynésienne et des modes de vie. À titre d'exemple, l'Aranui 5 est un navire de ravitaillement conçu pour offrir tout le confort d'un bateau de croisière. Le ravitaillement des différentes îles devient l'occasion de vivre une immersion complète dans la culture polynésienne car les locaux viennent au cargo récupérer leurs biens, leur nourriture, etc. Vous avez ainsi la sensation de participer de la dynamique de vie polynésienne. C'est dans ce mode de développement que les tendances s'inscrivent. »

Stéphane Renard
Coordinateur Tahiti Cruise Club





17. MOUVEMENTS MIGRATOIRES (ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET CLIMATIQUE)

Les mouvements migratoires constituent pour les territoires d’Outre-mer des défis majeurs qui redessinent le paysage socio-économique. Les migrations dites économiques d’abord, se traduisant notamment par des départs des jeunes diplômés et des actifs vers l’Hexagone et des arrivées de populations nouvelles en quête d’opportunités, modifient les équilibres locaux. En outre, les crises politiques dans les pays voisins entraînent des vagues migratoires de personnes cherchant refuge ou de meilleures conditions de vie, à l’instar de Mayotte qui attire des migrants venus des Comores, de Madagascar ou encore d’Afrique continentale. Enfin, les migrations climatiques, causées par les aléas climatiques et la dégradation des conditions de vie, pèsent sur les infrastructures et les ressources naturelles. La gestion de ces flux représente un défi majeur pour la cohésion sociale des territoires, déjà fragilisés par les pressions démographiques et une situation sociale dégradée.

ENJEUX À 10 ANS

- **Des dynamiques migratoires à rattacher au contexte (géopolitique, climatique, économique) locaux :** la Guyane et Mayotte sont impactées par des flux migratoires entrants. La Polynésie est de son côté particulièrement exposée aux migrations climatiques, qui pourrait prendre de l’ampleur en raison notamment de la fragilité de ses écosystèmes, et de son exposition à l’élévation du niveau marin et aux cyclones. Dans d’autres régions, c’est avant tout les impératifs économiques qui motivent les déplacements. Certains territoires, enfin, se trouvent à l’intersection de ces trois facteurs, créant des enjeux complexes et nécessitant des réponses adaptées.
- **La structuration des politiques d’accueil :** création de structures d’accueil, conditions matérielles d’accueil, procédures d’asile, protection sociale (ex. Aide Médicale d’Etat), aides administratives et associations locales, etc.
- **Le développement de politiques d’adaptation** pour réduire le risque de migration climatique : les infrastructures de protection contre le changement climatique ne seront bientôt plus suffisantes¹.
- **Des facteurs sociaux et culturels** à prendre en compte dans les politiques : attachement à la terre, connaissances locales, pratiques traditionnelles¹.
- **La pression sur les infrastructures :** l’arrivée de populations migrantes pourrait nécessiter des investissements dans les infrastructures (hébergement, santé, mobilité), déjà mises sous tension par la vive accélération de la croissance démographique dans certains territoires.
- **L’inclusion sociale et professionnelle :** il s’agit de mieux intégrer les populations arrivantes, avec des opportunités de formation et de carrière, susceptibles de renforcer l’économie locale et la cohésion sociale, etc.
- **Une évolution de l’émigration vers la France hexagonale**, qui est de plus en plus sélective notamment pour les plus favorisés et les jeunes. Cette sélection est plus profitable à l’économie métropolitaine, qui retient les plus qualifiés, et pénalisante pour les territoires qui voient « fuir » les talents et revenir les moins employables. Ces inégalités sociales fragilisent la cohésion des sociétés.

Sources : 1. Duvat, 2021

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Risque de saturation de certaines infrastructures (ex. centres hospitaliers, hébergements, etc.) et perte d’attractivité de certains territoires / sites touristiques.
- Diversification culturelle contribuant à irriguer les arts, les modes de vie, et la culture locale.
- Amélioration de l’insertion professionnelle des jeunes dans les filières touristiques grâce au renforcement de leur niveau de qualification : dispositifs de formation à des activités de niche, dispositifs d’intégration et de découverte des métiers auprès des plus jeunes, accès à des activités de niche et à des emplois de proximité « non délocalisables ».



17. MOUVEMENTS MIGRATOIRES (ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET CLIMATIQUE)

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- Mayotte est confrontée depuis plusieurs années à des flux migratoires importants : on recense près de 48 % d'immigrés comoriens ou d'autres pays d'Afrique, entraînant une pression sur les services publics, en particulier en matière de santé, d'éducation et de logement. Cette situation engendre des tensions sociales croissantes, souvent exacerbées par des écarts socio-économiques et un accès limité aux infrastructures. Le département le plus pauvre de France a été paralysé durant deux mois en 2024 par des blocages et des barrages routiers installés par des « collectifs citoyens » qui protestent contre l'insécurité et l'immigration incontrôlée².
- En Martinique et en Guadeloupe, l'accélération du départ des jeunes concourt - dans un contexte de faible natalité - au ralentissement durable du rythme de croissance des populations.
- L'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations) reconnaît les Outre-mer comme des zones sensibles aux migrations climatiques, en raison des menaces croissantes sur leurs écosystèmes et de l'élévation du niveau de la mer.
- Concernant les migrations politiques, 23 personnes ont demandé l'asile dans un territoire d'Outre-mer en 1990. En 2018, 3 755 demandes ont été enregistrées².

Sources : 2. Le Journal de Mayotte, 2024 ; 3. France terre asile, 2019

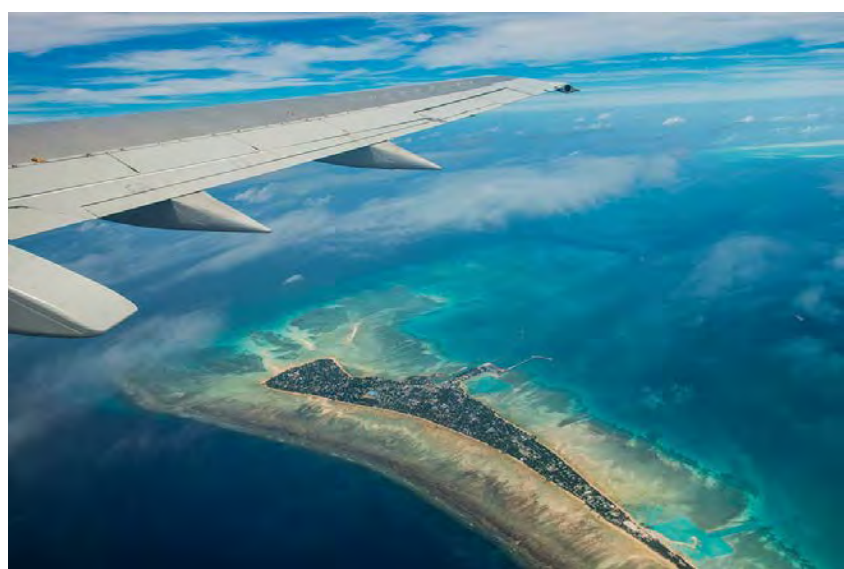
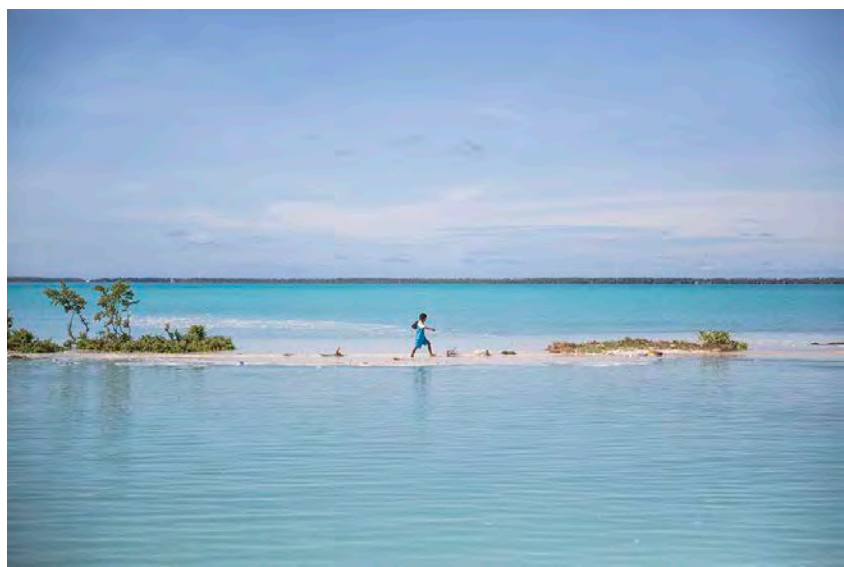
DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Kiribati face aux migrations climatiques : préserver la dignité dans l'exil

La situation des îles Kiribati incarne la réalité des migrations climatiques, alors que la montée des océans menace directement l'existence de cet État insulaire du Pacifique Sud. Sous la présidence d'Anoté Tong, Kiribati a mis en place une stratégie unique : le programme « Migration avec dignité ». Ce plan vise à préparer ses habitants à une éventuelle relocalisation, non pas en tant que réfugiés mais en tant que migrants qualifiés et autonomes, pour éviter un déplacement précipité. En 2014, l'achat de terres aux Fidji est venu renforcer cette initiative, offrant une option d'accueil si les conditions de vie devenaient insoutenables sur place.

Les défis de Kiribati révèlent la complexité d'une migration forcée par des raisons climatiques. L'érosion côtière et les inondations fréquentes mettent en péril les habitations et les ressources en eau douce, entraînant des vagues de départ. Bien que le concept de "réfugié climatique" soit largement débattu, aucune protection juridique internationale n'existe pour les populations comme celle de Kiribati. Ce manque de reconnaissance rend l'avenir incertain pour ces nations insulaires, soulignant la nécessité de politiques adaptées à la crise climatique actuelle.

Kiribati se positionne ainsi comme un symbole de l'urgence climatique mondiale, illustrant la nécessité d'intégrer des mesures de soutien et de migration progressive pour les territoires les plus menacés.



Si rien n'est mis en place d'ici 2050, Buaraki, l'une des îles de l'atoll sera la prochaine à disparaître. Il ne resterait que 20% de sa surface affleurant l'eau. © L'Echo

« Dans un contexte de migrations de plus en plus intenses, quelle sera la capacité d'accueil de chaque territoire ? »

Fanny Leon

Responsable du Service Expertise,
Comité Touristique de la Guyane



POLITIQUE





Politique

SOMMAIRE

#18 Nouvelles formes de contestation et de remises en question des institutions

Les citoyens recourent de plus en plus aux **réseaux sociaux et aux mouvements de base** pour exprimer leurs revendications, allant parfois jusqu'à des **actions de désobéissance civile** traduisant leur défiance dans les institutions publiques.

#19 Risque de collision concurrentielle lié à l'Europe

La **concurrence régionale accrue** entre les territoires ultra-marins et le poids des réglementations européennes conduit à une **plus forte prise en compte des réalités de chaque territoire** pour préserver leur attractivité.

#20 Fragmentation de l'ordre mondial

Alors que les structures multilatérales s'affaiblissent et que les alliances traditionnelles évoluent vers des partenariats régionaux et bilatéraux, **l'Outre-mer représente un enjeu majeur dans la course à l'influence mondiale**.

#21 Intensification de la lutte politique contre le changement climatique

La **conscience accrue des risques**, soutenue par des pressions sociétales croissantes, pousse les gouvernements à élaborer des stratégies ambitieuses pour **protéger les territoires d'Outre-mer particulièrement exposés**.



Politique

IMPACT ESTIMÉ À HORIZON 2040

Conséquences à court et moyen terme

2025

NOUVELLES FORMES DE
CONTESTATION ET DE REMISES
EN QUESTION DES INSTITUTIONS

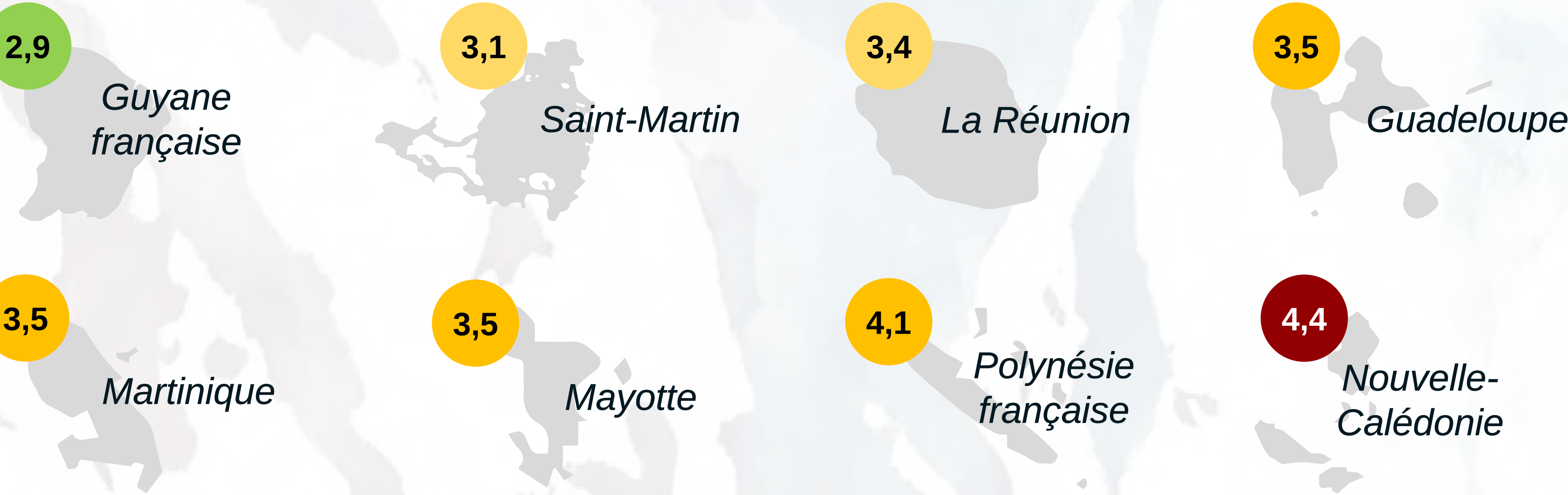
RISQUE DE COLLISION CONCURRENTIELLE
LIÉ À L'EUROPE

FRAGMENTATION DE L'ORDRE MONDIAL

INTENSIFICATION DE LA LUTTE POLITIQUE
CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

2040

Niveau d'impact estimé sur les territoires (1 : léger ; 5 : sévère)





18. NOUVELLES FORMES DE CONTESTATION ET REMISE EN QUESTION DES INSTITUTIONS

Les populations locales sont confrontées à des défis grandissants, liés notamment à l'augmentation du coût de la vie, aux pressions sur les ressources naturelles et aux impacts croissants du changement climatique. Face à ces défis, les citoyens recourent de plus en plus aux réseaux sociaux et aux mouvements de base pour exprimer leurs revendications, allant parfois jusqu'à des actions de désobéissance civile. Outre cette polarisation des perceptions, une forme de rejet de confiance dans les institutions publiques est à mettre en perspective avec le développement fort de discours individualistes ou libertariens. Cette mobilisation prend aussi une dimension identitaire, avec des manifestations allant au-delà d'une simple réaction « anticoloniale ». La fréquence et l'intensité de ces formes de contestation, souvent plus marquées qu'en Hexagone, posent un véritable défi aux institutions pour maintenir un dialogue constructif et préserver la stabilité au sein de ces territoires.

ENJEUX À 10 ANS

- **L'occurrence de fake-news, post-vérités et théories du complot** qui se multiplieront dans nos sociétés. Le blocage de certaines infrastructures (aéroports, hôpitaux, etc.) illustre les dérives d'un usage déformé des informations.
- **Le développement des réseaux sociaux et les algorithmes** qui les sous-tendent qui donneront une véritable caisse de résonance à ces théories, amenées à se développer de plus en plus rapidement, accélérant la fragilisation des régimes démocratiques.
- **Hausse du risque de cyberattaques** vs. institutions publiques & gouvernementales
- **Hausse du risque de tentative de déstabilisation des régimes démocratiques** par des États mais aussi acteurs privés (mafia, entreprises) : e.g. campagnes désinformation à grandes échelles, notamment via les réseaux sociaux²
- **L'accroissement de la désobéissance civile** : pour attirer l'attention sur des politiques controversées, les citoyens utilisent des blocages et grèves.
- **L'évolution des attentes envers les gouvernements** : transparence, action rapide, résultats immédiats...
- **La montée des formes d'activisme et d'écoterrorisme** : augmentation et intensification des actions illégales, posant des défis de sécurité et d'ordre public
- **L'évolution du sentiment d'appartenance à la France et l'Union Européenne** : décolonisation du lexique, prise en compte des spécificités locales¹.

Sources : 1. Gay, 2022

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Le développement de capacités de veille et d'écoute pour appréhender les signaux faibles susceptibles de conduire à des tensions ou formes de mobilisation citoyenne.
- La pression envers les institutions pour un tourisme durable et la multiplication des perturbations visant l'activité touristique en cas de non-conformité (manifestations, grèves, etc.)
- Le renforcement des compétences en gestion de crise et en lutte contre la désinformation pour anticiper et contrer la propagation de fake news susceptibles d'affecter l'image et l'attractivité des destinations touristiques.



18. NOUVELLES FORMES DE CONTESTATION ET REMISE EN QUESTION DES INSTITUTIONS

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En avril 2024, le gouvernement de Sainte-Lucie a annoncé que des hackers ont créé un compte frauduleux sur Facebook du nom du premier ministre Philip J. Pierre.. Les autorités saint-luciennes se sont engagées à protéger la population des dangers liés à ces comptes pour empêcher la diffusion des fausses informations.
- En octobre 2024, des manifestants ont envahi la piste de l'aéroport de Fort-de-France pour, pensaient-elles, empêcher l'arrivée de CRS par avion. Des rumeurs avaient circulé selon lesquelles 300 ou 350 CRS devaient arriver en Martinique par avion. Cette information totalement fausse est à l'origine de regroupements et de l'envahissement de la piste de l'aéroport.
- Le conflit autour du projet minier « Montagne d'or » en Guyane a pris de l'ampleur entre 2018 et 2019, lorsque les débats et mobilisations contre ce projet extractif se sont intensifiés, avec une opposition forte de la part des organisations écologistes et des communautés locales².
- En 2021, la Guadeloupe et la Martinique ont été le théâtre de mouvements de désobéissance civile contre les obligations vaccinales imposées au personnel soignant dans le cadre de la crise COVID-19. Les protestations ont pris la forme de blocages de routes, d'occupations de bâtiments publics et de grèves générales. Cette désobéissance civile visait à contester les politiques sanitaires perçues comme autoritaires et inadaptées aux réalités locales³.
- En Nouvelle-Calédonie, les citoyens réclament une implication accrue de l'État dans les discussions sur l'avenir institutionnel de l'archipel, notamment autour des questions d'indépendance.

Sources : 2. Géoconfluences, 2022 ; 3. France 24, 2021

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Bora Bora : la population s'oppose au tourisme de masse et aux méga-paquebots

À Bora Bora, la mobilisation citoyenne s'intensifie pour lutter contre le tourisme de masse et l'arrivée des méga-paquebots. En 2019, l'île a accueilli environ 230 000 visiteurs, une affluence considérée par beaucoup comme une menace pour l'environnement local et la qualité de vie des habitants. Les résidents et associations locales s'opposent à l'arrivée des navires de croisière géants, certains pouvant transporter jusqu'à 4 000 passagers, craignant l'impact sur les récifs coralliens, essentiels à l'écosystème marin, ainsi que sur les ressources limitées en eau et énergie de l'île.

En 2020, face à cette situation, une pétition contre les paquebots de grande capacité a recueilli plus de 5 000 signatures, attirant l'attention au-delà des frontières polynésiennes. Cette mobilisation a incité le conseil municipal de Bora Bora à envisager des mesures restrictives pour limiter l'accès aux navires de plus de 2 500 passagers, afin de protéger l'environnement et d'encourager un tourisme plus durable.

Les associations locales, telles que Te mana o te moana et la vai ma noa, jouent un rôle clé dans cette contestation, organisant des rassemblements et sensibilisant le public via les réseaux sociaux. Le hashtag #StopCroisières est devenu un symbole de la lutte pour préserver les ressources naturelles et l'authenticité de l'île.

Cette mobilisation citoyenne s'inscrit dans une tendance mondiale de contestation contre le surtourisme, observée également à Venise et Barcelone, où les autorités cherchent à réguler l'impact des touristes sur les centres urbains et les écosystèmes fragiles. À Bora Bora, ce mouvement de résistance illustre une prise de conscience écologique, alors que les habitants s'efforcent de concilier la préservation de leur patrimoine naturel avec le développement économique.

« Le mouvement des gilets jaunes a montré que nous sommes sur un foyer sensible avec des situations qui peuvent rapidement déraiper. Il y a de vrais foyers qui peuvent s'embraser rapidement et qui donne l'impression que les élus n'ont plus vraiment la main. »

Géraldine Huet
Fédération Réunionnaise de Tourisme





19. RISQUE DE COLLISION CONCURRENTIELLE LIÉ À L'EUROPE

Hors du continent européen, 22 territoires répartis sur l'ensemble du globe sont membres de l'UE ou entretiennent des liens privilégiés avec elle. Compte tenu de leurs spécificités, l'Union européenne a mis en place une approche sur-mesure pour soutenir ces territoires. Au-delà du soutien financier spécifique, elle met en place des mécanismes visant à adapter les réglementations aux réalités de chaque territoire tout en valorisant les potentialités offertes : croissance "bleue" (secteurs marins et maritimes), énergies renouvelables, tourisme, biodiversité ou encore leviers d'action contre le changement climatique. En dépit de ces statuts spécifiques, des écarts de compétitivité peuvent exister, d'autant plus que certaines destinations concurrentes de la région, en dehors de l'UE, jouissent d'une autonomie plus forte. Dans ce contexte, chaque territoire ultramarin devra ajuster sa stratégie pour préserver son attractivité en tenant compte de ses particularités et de ses sources de vulnérabilité.

ENJEUX À 10 ANS

- **La concurrence régionale accrue entre les territoires ultra-marins** et le poids des réglementations européennes qui pourraient faire peser des rigidités sur les territoires d'Outre-mer (énergie, mobilité, construction, etc.).
- **Le durcissement de normes européennes** sur le tourisme en matière d'autonomie énergétique et de solutions durables innovantes. A titre d'exemple des réglementations pourraient contraindre Mayotte, qui figure déjà sur la liste des régions les moins développées de l'UE, à adopter des mesures fortes en matière de transition énergétique (ex. développement des énergies renouvelables via l'installation d'équipements photovoltaïques, interdiction des équipements de climatisation peu performants, etc.).
- **L'augmentation de la dépendance aux importations** : politiques protectionnistes, importations plus coûteuses et moins accessibles, tensions économiques...
- **Un enjeu de coordination et de coopération** entre les territoires : certaines actions de planification pourraient améliorer la situation d'un acteur au détriment des autres. Par ex. des politiques pourraient encourager l'accroissement des surfaces agricoles irriguées, alors que l'accès à l'eau deviendrait problématique pour certains territoires.
- **La nécessité de diversification des partenariats commerciaux** : renforcement des coopérations régionales, diversification des échanges...
- **Les tensions économiques et sociales** : notamment envers les politiques environnementales et climatiques qui nécessitent un investissement coûteux et donc une aide importante de l'État
- **L'intensification de mouvements et de revendications autonomistes** au service d'une plus grande liberté d'action locale.

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Un positionnement de vitrine de l'excellence européenne visant à renforcer l'attractivité des territoires d'Outre-mer face aux destinations ultramarines de la région : la mise en place d'actions communes, par ex. en termes de durabilité, peut ainsi permettre de bonifier et de communiquer sur l'offre territoriale de manière à attirer des investissements dans une démarche promotionnelle.
- La mise en oeuvre de démarche collectives, basée sur une dynamique territoriale forte, permettant de mutualiser des ressources et de fixer des objectifs partagés, assurant le succès des stratégies de décarbonation et d'adaptation.



19. RISQUE DE COLLISION CONCURRENTIELLE LIÉ À L'EUROPE

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En Guadeloupe et en Martinique, la production de sucre local est confrontée aux quotas européens qui favorisent les producteurs de sucre de betterave en Hexagone. En 2017, la filière canne-sucre-rhum a demandé une régulation pour protéger ses intérêts locaux et éviter une dépendance excessive aux importations, craignant un effondrement de l'industrie locale et une perte de milliers d'emplois¹.
- Les quotas de pêche imposés par l'Europe compliquent l'activité des pêcheurs réunionnais, qui peinent à rester compétitifs dans l'océan Indien. En réponse, une convention d'appui solidaire a été signée en 2023 pour soutenir la filière. Ce dispositif vise à renforcer la résilience des pêcheurs locaux face aux contraintes réglementaires et à la concurrence régionale, en améliorant les infrastructures et en accompagnant la transition vers des pratiques durables².
- Les normes européennes de construction, inadaptées aux climats tropicaux, augmentent les coûts jusqu'à 30 % dans les Antilles. Un rapport de 2017 souligne que des ajustements sont nécessaires pour répondre aux risques climatiques locaux, comme les cyclones³.

Sources : : 1. DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt), 2017 ; 2. La Réunion la 1ère, 2021 ; 3. Sénat, 2017

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Outre-mer : la collision des réglementations européennes et des réalités locales

Les territoires d'Outre-mer sont confrontés à un défi majeur : l'application de normes et réglementations européennes souvent inadaptées à leurs spécificités géographiques, climatiques et économiques. Ce décalage crée des situations paradoxales et handicape le développement local. En Guyane, par exemple, la réglementation impose aux entreprises locales d'importer leur bois depuis des fournisseurs européens, bien que la France métropolitaine importe elle-même ce bois depuis le Brésil. Résultat : la Guyane doit se fournir à des milliers de kilomètres, alors qu'elle est voisine du Brésil, augmentant ainsi les coûts logistiques et l'empreinte carbone, et pénalisant les entreprises locales.

Dans le secteur de la construction, les normes européennes de BTP posent des difficultés. Conçues pour des climats tempérés, elles sont inadaptées aux climats tropicaux humides et aux risques cycloniques. Un rapport sénatorial de 2017 souligne que leur application en Guadeloupe et en Martinique génère des surcoûts et retards, freinant la construction d'infrastructures essentielles. Le respect des normes énergétiques, par exemple, est complexe et coûteux sous un climat tropical, les matériaux adaptés étant souvent difficiles d'accès.

Ces incohérences illustrent les défis auxquels les territoires d'Outre-mer font face : des normes européennes pas toujours adaptées qui freinent leur développement, limitent leurs échanges commerciaux et affaiblissent leur résilience économique. Ils réclament un assouplissement réglementaire prenant en compte leurs spécificités locales, afin de s'intégrer dans un cadre économique plus équitable et mieux adapté à leurs réalités.

« La Guyane peut parfois rencontrer des défis en raison des règlements européens. Cependant, l'Europe peut aussi offrir des opportunités en facilitant l'accès à un marché commun et en promouvant des normes de qualité élevées qui peuvent bénéficier aux territoires d'Outre-mer. »

Alain Moderne

Responsable de projet, Atout France





20. FRAGMENTATION DE L’ORDRE MONDIAL

La fragmentation de l'ordre mondial, accentuée par les rivalités entre grandes puissances, affecte les territoires d'Outre-mer en raison de leur position géostratégique et de leur dépendance aux accords internationaux. Alors que les alliances traditionnelles évoluent vers des partenariats régionaux et bilatéraux, l'Outre-mer pourrait devenir un enjeu majeur dans la course à l'influence mondiale. Dans des zones comme l'océan Indien et le Pacifique, la montée de puissances comme la Chine et l'Inde impose une révision des priorités géopolitiques, accentuant l'instabilité et posant de nouveaux défis sécuritaires, notamment en surveillance maritime. La fragmentation complique aussi la coopération sur des enjeux transnationaux cruciaux, comme le changement climatique. L'Outre-mer, vulnérable aux impacts environnementaux, dépend de la coordination internationale pour accéder à des financements et solutions adaptées, mais l'affaiblissement des structures multilatérales pourrait compromettre ces avancées.

ENJEUX À 10 ANS

- **L’augmentation des coalitions ad hoc et des instances régionales** : affaiblissement des institutions intergouvernementales (OMS, ONU, Banque Mondiale), nouvelles alliances régionales, etc.
- **L’accroissement des disparités socio-économiques** : inégalités économiques entre les territoires d'Outre-mer et l'Hexagone, notamment si l'accès aux marchés, aux technologies ou aux financements internationaux devient plus complexe
- **Augmentation des risques liés à la sécurité et à la défense** : renforcement militaire dans certains territoires ultramarins en fonction du contexte régional
- **Intensification de la concurrence entre puissances** : règlementations, droit international, institutions mondiales, mise en danger de certains acquis (e.g. droits de l'homme, droits des femmes, contrôle des armes)¹
- **Risque de réévaluation du statut politique** : demandes d'autonomie ou d'indépendance si les populations locales jugent leurs intérêts spécifiques ignorés par les autorités nationales ou européennes

Sources : 1. CIA, 03/2021

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Instabilité des flux touristiques vs. des tensions croissantes et de nouveaux conflits• Enjeu fort de réassurance des touristes sur leur capacité à voyager, notamment dans des destinations où la démocratie est en recul• Possible adaptation du tourisme à l’émergence de | <ul style="list-style-type: none">• nouveaux régimes autoritaires• Nécessité pour les pays de s’adapter à une menace terroriste accrue et plurielle (cyberattaque, guérilla...) et de protéger leur attractivité touristique• Fragmentation des horizons touristiques, avec une régionalisation des flux |
|--|--|



20. FRAGMENTATION DE L'ORDRE MONDIAL

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

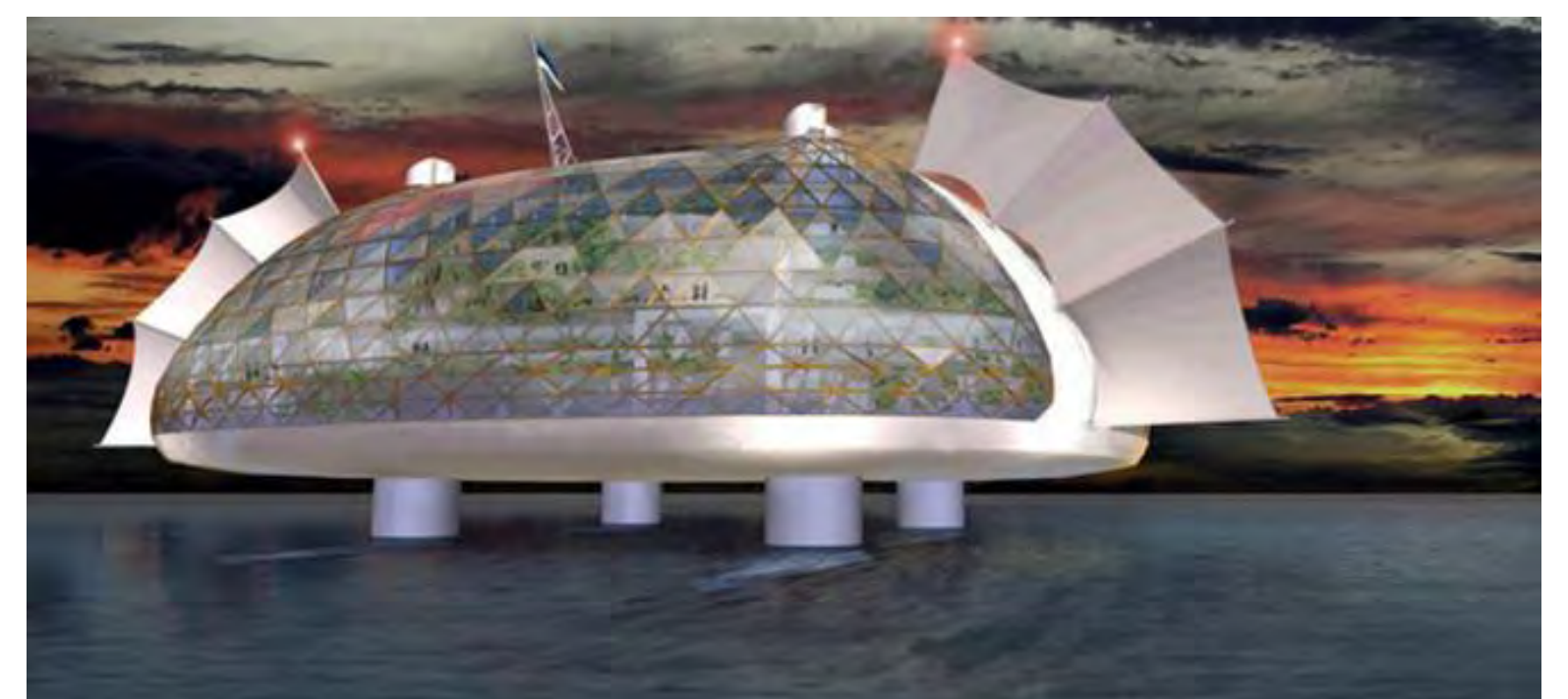
- 2020 est la 15^{ème} année consécutive où des droits politiques et des libertés civiles déclinent au niveau mondial, 34% de la population mondiale vit dans des pays où la démocratie recule, 4% dans des lieux où la dynamique est inverse²
- Des chercheurs commencent à alerter sur le haut degré de contrôle sur la communication politique des GAFAM, lesquels dominent à présent la dissémination de l'information et la mobilisation politique³
- À Mayotte, les flux migratoires depuis les Comores exacerbent les tensions sociales et sécuritaires, mettant en évidence les défis de coopération régionale et les limites des interventions françaises dans un contexte géopolitique fragmenté.
- Dans l'Indopacifique, face aux tensions régionales et à l'influence croissante de la Chine, la France renforce sa présence militaire en Polynésie pour protéger ses intérêts et stabiliser la région⁴.

Sources : : 2. Commission Européenne, 03/2021 ; 3. Foreign Affairs, 02/2021 ; 4. ministère des Armées, 2023

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Les îles flottantes autonomes : vers une nouvelle forme de gouvernance en haute mer

Face aux défis croissants liés aux crises politiques, économiques et environnementales, certains visionnaires et entrepreneurs de la Silicon Valley promeuvent une solution radicale : les îles flottantes autonomes. Ces structures, conçues pour flotter dans les eaux internationales, visent à établir des communautés indépendantes, déconnectées des États-nations traditionnels. En Polynésie, un projet pilote de ce type, soutenu par l'organisation Seasteading Institute, envisage de créer des îles artificielles dotées de gouvernements autonomes, fonctionnant selon des principes libertariens. Ces micro-nations flottantes ambitionnent de devenir des espaces de liberté maximale, où les résidents pourraient choisir leurs propres lois et systèmes économiques, loin des régulations étatiques. Cependant, cette vision suscite des interrogations. Les critiques soulignent les risques environnementaux de telles infrastructures et s'inquiètent des potentielles dérives, notamment la création de paradis fiscaux échappant aux régulations internationales. Dans un monde où les institutions internationales peinent à répondre aux aspirations locales et individuelles, ces îles flottantes symbolisent un modèle extrême de fragmentation de l'ordre mondial, questionnant la capacité des États à maintenir leur autorité dans un contexte de globalisation avancée.



Projet d'île flottante. © MARKO JARVELA

« Il y a un enjeu d'insérer les territoires dans leur environnement régional. Il faut observer les évolutions sur les territoires du Canal de Mozambique car notre avenir passe aussi par les îles voisines comme Maurice et Madagascar avec lesquelles on partage des réalités moins facilement compréhensibles au niveau du national. »

Géraldine Huet

Fédération Réunionnaise de Tourisme





21. INTENSIFICATION DE LA LUTTE POLITIQUE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Selon le rapport « A New Climate for Peace » du G7, le changement climatique va mettre sous tension nos systèmes économiques, sociaux mais aussi politiques. Là où les institutions et les gouvernements sont incapables d'apaiser ces tensions ou d'amortir les chocs du changement climatique, les risques d'instabilité pour les États et les sociétés augmenteront. Le changement climatique est l'ultime « multiplicateur de menaces » : il aggravera des situations déjà fragiles et pourrait contribuer au déclenchement d'émeutes sociales et même à de violents conflits. La conscience accrue des risques, soutenue par des pressions sociétales croissantes, pousse les gouvernements à élaborer des stratégies ambitieuses pour protéger les territoires d'Outre-mer particulièrement exposés. Si les actions concrètes restent pour l'instant limitées, la répétition et l'intensification des phénomènes climatiques extrêmes pourraient bien précipiter l'adoption de réglementations plus strictes et contraignantes.

ENJEUX À 10 ANS

- **L'émergence de menaces d'un nouveau genre**, non seulement climatiques mais aussi géopolitiques : au-delà des impacts physiques directs considérables, des conséquences indirectes sont à prendre en compte (conflits territoriaux, migrations forcées, instabilités politiques).
- **Le développement de programmes politiques basés sur une géopolitique du climat** : les Conférences des Parties (COP), compte tenu de leur rôle d'ensemblier et de planification écologique, pourraient mobiliser les territoires ultra-marins liés à différents Etats afin de faciliter la prise en compte des comportements des autres acteurs et élaborer des stratégies communes.
- **Le renforcement de la diplomatie climatique** : la lutte contre le changement climatique devient un enjeu de soft power, avec des réseaux d'acteurs (pays, industriels, citoyens) susceptibles d'influencer les politiques nationales.
- **Le renforcement de l'engagement citoyen** : pour garantir leur efficacité, les politiques climatiques doivent être approuvées par les populations locales
- **L'augmentation des contrôles et sanctions** : les territoires ne respectant par leurs objectifs en matière de lutte contre le changement climatique pourraient être pénalisés avec davantage de sévérité.
- **L'adoption de règles et contraintes écoresponsables** : mise en place de quotas pour préserver les espaces naturels et les littoraux, interdiction des croisières, instauration du quota carbone, réduction des vols...
- **De nouveaux mécanismes financiers** : taxation accrue des activités polluantes, renforcement de la lutte contre l'obsolescence programmée et le gaspillage
- **L'allocation des ressources** : restriction et priorisation des filières (eau, énergie...), développement des énergies renouvelables pour réduire la dépendance

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- La multiplication des programmes de planification écologique impliquant les acteurs du tourisme dans l'objectif de les associer plus fortement à l'effort à fournir en matière de décarbonation : enjeux énergétiques, mobilités (électrification, transport en commun...), traitement des déchets, etc.
- La baisse de la fréquentation et des recettes des lieux touristiques soumis à des logiques de quotas.
- La mise en place de mesures pour encadrer la mobilité, telles que la limitation des déplacements individuels (par exemple, via un crédit carbone personnel) entraînant une réduction des flux et l'incitation au développement de mobilités décarbonées ou une meilleure diffusion des flux.
- La mise en place de nouvelles normes pour les infrastructures touristiques (e.g. recyclage des ressources, les sanctions contre le gaspillage alimentaire, la limitation de consommation des ressources en eau (e.g., limitation des piscines))
- La fragilisation durable du tourisme de masse (croisières, villages vacances, charters low costs)



21. INTENSIFICATION DE LA LUTTE POLITIQUE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- Trois COP ont été lancées dans les DROM, en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion. Des COP sont également prévues en Guyane et à Mayotte. Et, de sa propre initiative, Saint-Pierre et Miquelon a également lancé une COP.
- En 2020, une proposition de loi visant à instaurer un quota carbone individuel pour limiter l'usage de l'avion a été déposée. Cette mesure cible une décroissance progressive du secteur aérien, tout en prévoyant des exceptions pour les besoins familiaux et sanitaires¹.
- En 2021, la France a été condamnée une première fois pour préjudice écologique causé par le non-respect des objectifs 2015-2018 de réduction des émissions carbone à la suite d'une saisie du tribunal par quatre associations engagées pour le climat².
- Il existe désormais de nombreuses estimations des volumes d'investissements nécessaires pour mener la transition environnementale à différentes échelles. À l'échelle de la France, le rapport Pisani-Ferry & Mahfouz estime le manque à 66 Md€ par an (pendant 7 ans environ) ce qui équivaut au budget annuel du ministère de l'Éducation nationale. D'un point de vue assurantiel, certains travaux considèrent qu'au regard du nombre de catastrophes naturelles (multiplication par quatre entre les années 1970 et 2010) et de leur brutalité, le monde deviendrait "inassurable" avec des points de bascule.²

Sources : 1. Assemblée nationale, 06/2020 ; 2. Vie publique, 21/10/2021

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

En 2050, le voyage par quota devient la norme...

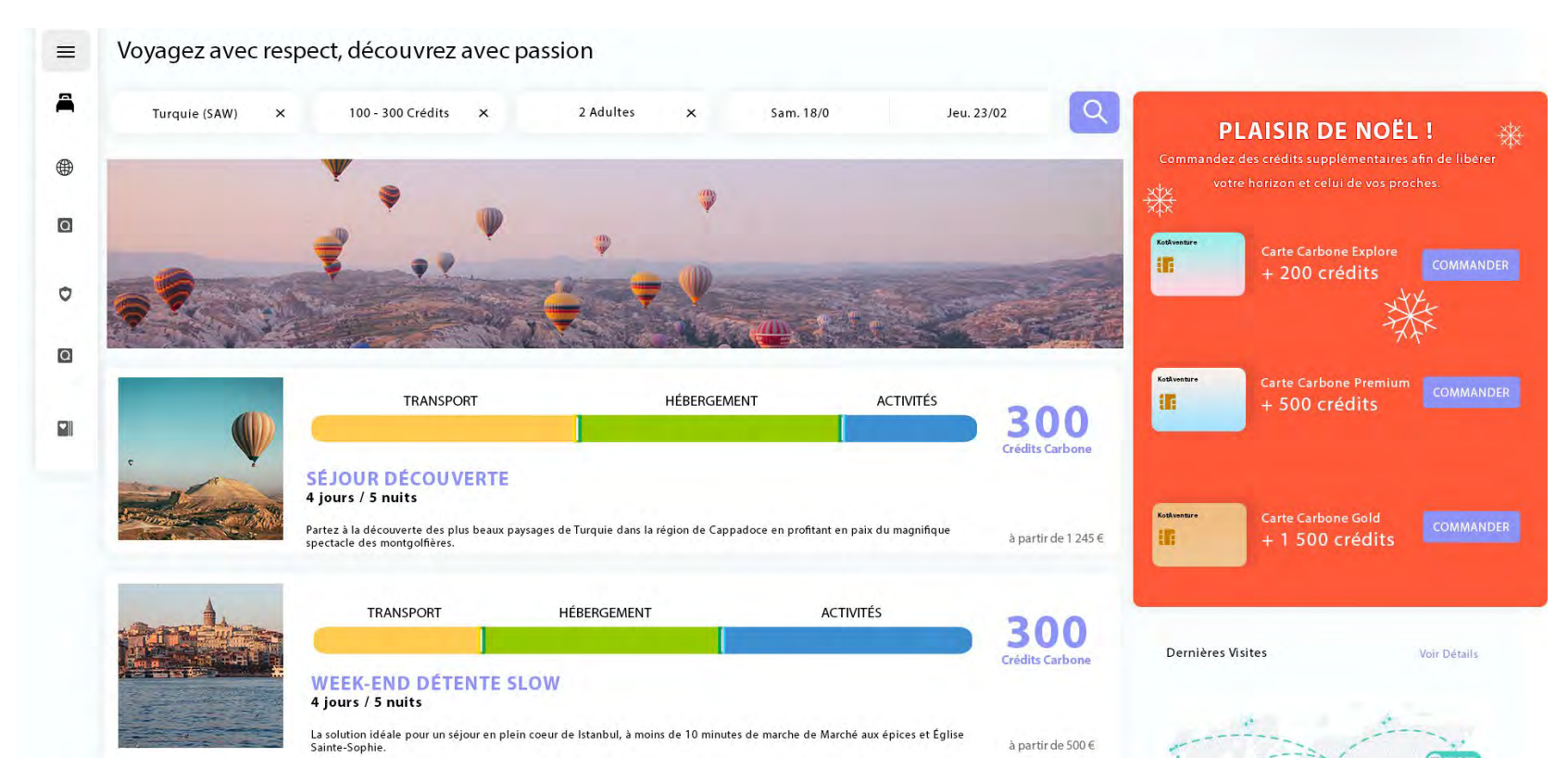
En 2033, face à des flux de circulation touristiques et de loisirs encore trop conséquents portant préjudice à la qualité de vie locale et mettant sous pression l'environnement, l'Union Européenne a mis en place un quota de nuisance annuel pour les activités extra-quotidiennes. S'il y a d'abord eu quelques mouvements de contestation, la vague de chaleur de juillet 2035, inédite par son intensité et la surmortalité entraînée, y a définitivement mis fin.

Les transports ont été durement touchés : avions cloués au sol, limitation du nombre de sièges, trains au ralenti, incendies au bord des voies, détérioration du réseau routier, hausse des accidents, transports en commun invivables, etc.

Un mal pour un bien ? L'ensemble des opérateurs de transport, en coopération avec les collectivités et le secteur touristique se sont mobilisés pour revoir les infrastructures et offres de services pour rendre possibles, attrayantes et peu « créditvores » de nouvelles expériences de voyage.

Longtemps délaissées, les agences de voyage ont fait leur retour sur le devant de la scène dans les années 2040.

Leur rôle ? À mi-chemin entre tiers de confiance et conseiller d'orientation, cette profession, règlementée depuis peu, a largement contribué à l'effort de sensibilisation, d'éducation et de responsabilisation des citoyens. Leurs robots-conseillers vous proposent des voyages labellisés, personnalisés et avec un mix de modalités de transport, hébergements et activités responsables en fonction de votre solde disponible et de vos préférences. Le voyage longue distance devient un projet à part entière, réfléchi et raisonné, qui au regard de sa consommation de crédits se raréfie et devient une expérience unique à l'échelle d'une vie.



Site internet fictif d'une agence de voyage avec inclusion des crédits carbone (© Onepoint)

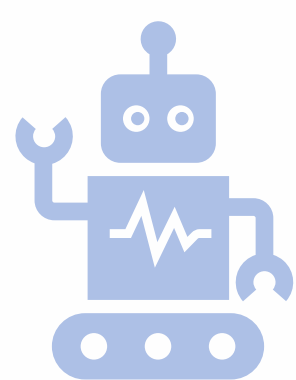
« Dans cette fiction, chaque citoyen a un nombre de crédits carbone qu'il peut utiliser comme il le souhaite à l'échelle locale, nationale ou internationale, mais à ne pas dépasser. Les quotas non utilisés peuvent être reconduits sur l'année suivante. »

Martin Lauquin
Expert en prospective



TECHNOLOGIE





Technologie

SOMMAIRE

#22 Digitalisation du quotidien et « nouveau normal numérique »

L'intelligence artificielle et les réalités virtuelles **augmentent l'expérience touristique** : les parcours clients sont personnalisés, les traductions instantanées adaptées aux spécificités locales, et les contenus immersifs **valorisent les paysages et traditions** des Outre-mer.

#23 Transformation des métiers du tourisme

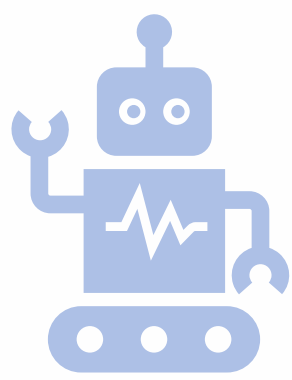
Dans un contexte de **concurrence accrue pour attirer les talents** comme les visiteurs, les professionnels du tourisme se positionnent comme des **architectes d'expériences**, combinant innovation technologique et durabilité pour augmenter l'engagement et la satisfaction des voyageurs.

#24 Green et clean tech, des solutions pour lutter contre le changement climatique

Face à l'urgence climatique, les **technologies décarbonées** (green et clean tech) s'affirment comme des solutions clés, positionnant l'Outre-mer comme une **vitrine des territoires décarbonés de demain**.

#25 Révolution des mobilités courte et longue distance

Avec des **investissements massifs dans les mobilités bas carbone**, les territoires insulaires bénéficient de solutions plus rapides, autonomes et écologiquement responsables, **renforçant la connectivité locale et internationale** des territoires ultramarins.



Technologie

IMPACT ESTIMÉ À HORIZON 2040

Conséquences à court et moyen terme

2025

DIGITALISATION DU QUOTIDIEN
ET « NOUVEAU NORMAL
NUMÉRIQUE »

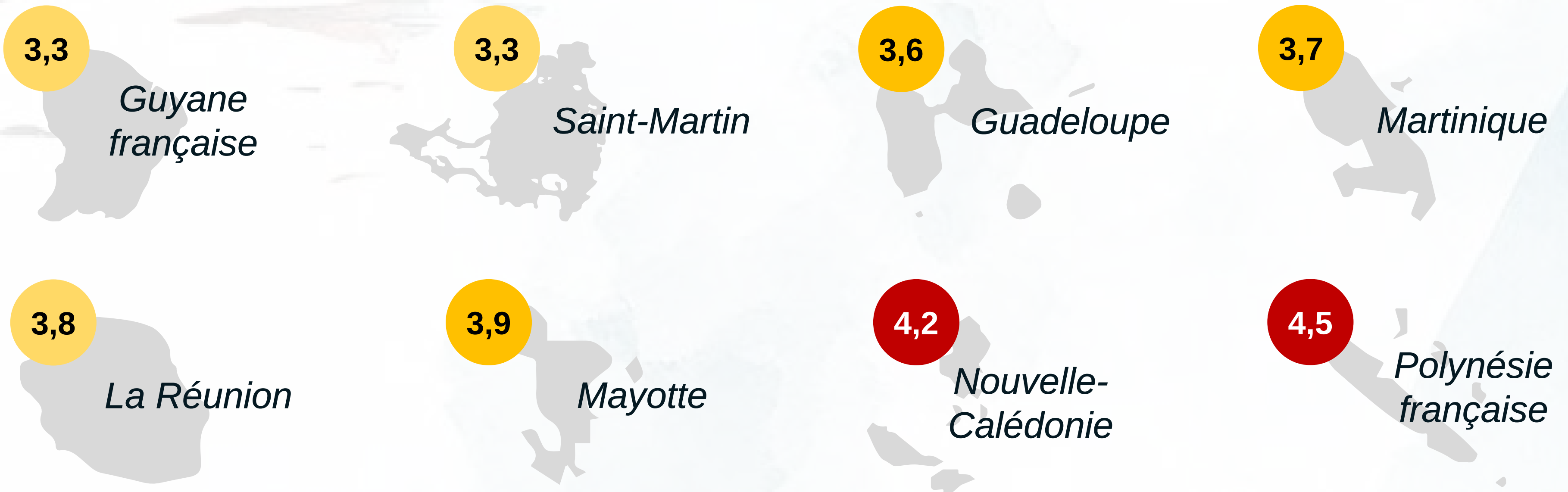
TRANSFORMATION
DES MÉTIERS DU TOURISME

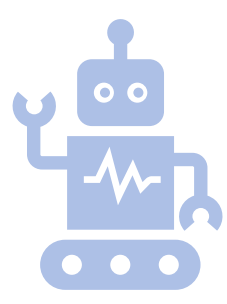
GREEN ET CLEAN TECH, DES SOLUTIONS POUR
LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

RÉVOLUTION DES MOBILITÉS COURTE ET LONGUE DISTANCE

2040

Niveau d'impact estimé sur les territoires (1 : léger ; 5 : sévère)





22. DIGITALISATION DU QUOTIDIEN ET « NOUVEAU NORMAL NUMÉRIQUE »

La digitalisation redéfinit le quotidien en promettant des services toujours plus instantanés, fluides et personnalisés, mais les disparités en matière de connectivité restent un frein pour certaines zones, en particulier en Outre-mer. La convergence technologique attendue (6G, IoT, XR/VR, Big Data, IA) pourrait révolutionner des secteurs clés comme le tourisme, offrant des expériences immersives et interactives inédites, qu’il s’agisse de pré-visualiser sa destination depuis un simulateur de réalité virtuelle, de réserver son voyage depuis un post ou une story, ou encore de bénéficier de conseils personnalisés pendant une excursion grâce à un assistant IA. Toutefois, l'accès équitable à ces innovations pose un défi crucial pour garantir que tous les territoires, y compris les plus isolés, bénéficient de cette avancée. Assurer une adoption inclusive de ces technologies devient essentiel pour que les régions ultramarines profitent pleinement de cette transformation vers un "nouveau normal numérique".

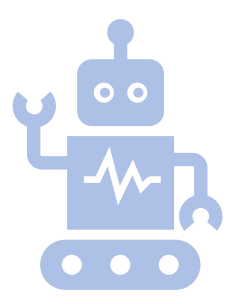
ENJEUX À 10 ANS

- **Le brouillage des frontières** entre travail et vie privée, du fait des connexions permanentes, sont brouillées. Des concepts tels que « workation » (contraction des termes anglais « work » et « vacation ») ou «bleisure» (contraction de «business» et «leisure») expriment la combinaison de voyages d’affaires avec des activités de loisirs durant un séjour à l’étranger.
- **Des expériences toujours plus immersives et mobilisant tous les sens** : amélioration et démocratisation de la VR/XR, essor d’un internet sensoriel (e.g. arôme numérique, expériences tactiles via des gants haptiques), développement de solutions de réalité mixte effaçant la frontière IRL/ digital (ex. Microsoft Hololens, conciergeries holographiques, etc.)
- **Le développement des comportements digitaux** : réservation via les réseaux sociaux et applications immersives, influence des séries sur les destinations...
- **Une connectivité qui s’intensifie dans le monde** : nous passerons de 30.4 milliards d’objets connectés en 2020 à 200 milliards en 2030¹, nous permettant de développer des capacités d’ubiquité et d’action à distance inégalées (e.g. habitat connecté, voiture autonome, etc.).
- **Le développement du machine learning**, ce dernier étant « une des clés du monde à venir » selon M. Villani² , avec des capacités plus fines à analyser les données et à personnaliser les interactions.
- **La pénétration de l’usage des cryptomonnaies** : le marché pourrait tripler d’ici 2030 et atteindre les 5 milliards³
- **Des enjeux de cybersécurité** : développement des compétences et formations, hausse des failles, menace au niveau de la confidentialité des données, mais lutte facilitée contre la fraude (e.g. faux billets)

Sources : 1. Rapport Villani, 2018 ; 2. Capgemini, 05/2022 ; 3. GWI, 2022

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Nouvelles offres touristiques virtuelles comme des alternatives au voyage « physique »• Essor de solutions hybrides pour offrir des espaces de travail adaptés et des moments de déconnexion totale | <ul style="list-style-type: none">• Révolution algorithmique : meilleur ciblage grâce au Big Data• Simplification de l’expérience voyageur e.g. automatisation du trajet (vérification biométrique, paiement digitalisé, réservation & check-in dématérialisés) |
|--|--|



22. DIGITALISATION DU QUOTIDIEN ET « NOUVEAU NORMAL NUMÉRIQUE »

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- Les plateformes sociales jouent un rôle central dans la planification des voyages. Actuellement, 36 % des voyageurs utilisent déjà ces outils pour s'inspirer dans le choix de leurs destinations⁴.
- L'expérience de voyage virtuelle est devenue une réalité depuis la pandémie. La plateforme de location Airbnb a lancé un site web uniquement destiné à l'expérience des vacances en ligne (safari virtuel en direct ou visite du Taj Mahal). Le développement de l'intelligence artificielle renforcera cette pratique.
- Le groupe aérien japonais ANA Holdings s'est associé à JP Games pour lancer Ana GranWhale en 2021. Il s'agit d'une plateforme numérique (métavers) qui héberge plusieurs mondes dans lesquels les consommateurs peuvent voyager, rencontrer des amis et même faire du shopping ou assister à des événements culturels

Sources 4. Kayak / The future laboratory, 2024

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Télétravail à La Réunion : vers une transition durable et une nouvelle culture du travail

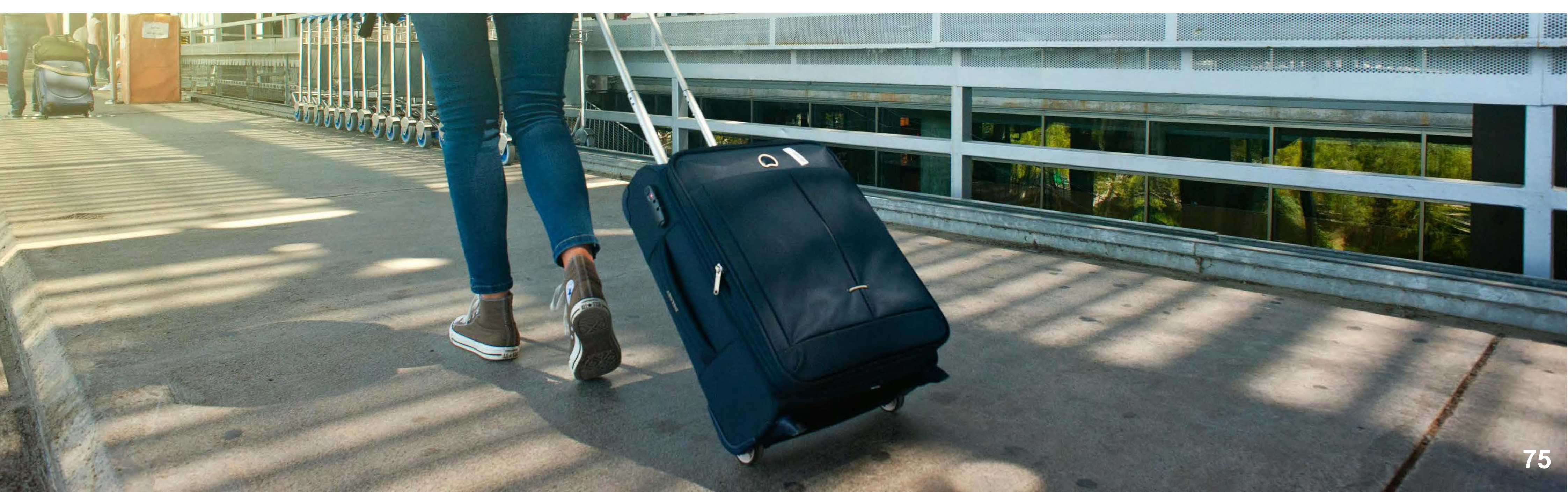
L'essor du télétravail à La Réunion ouvre des perspectives inédites pour l'attractivité touristique de l'île, en particulier auprès des « digital nomads » et des professionnels en quête d'une qualité de vie alliant cadre naturel et flexibilité. Depuis la pandémie, la pratique du télétravail a progressé, atteignant jusqu'à 70 % des actifs durant le confinement, et des investissements majeurs ont été réalisés pour soutenir un télétravail durable sur l'île, notamment avec des tiers-lieux modernes et une infrastructure numérique renforcée. Les autorités locales et les acteurs du tourisme voient dans cette tendance une opportunité pour diversifier l'offre et allonger la durée moyenne des séjours.

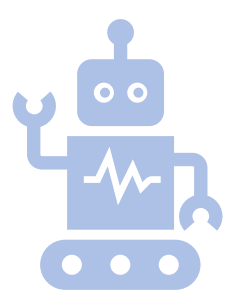
En renforçant les connexions Internet et en développant des espaces de coworking, La Réunion attire un profil de voyageurs à plus fort impact économique, qui séjourne plus longtemps et contribue au commerce local. Cette nouvelle dynamique répond aux attentes des voyageurs qui recherchent un équilibre entre travail et loisir, tout en profitant des paysages uniques de La Réunion.

Le programme « Agir pour le développement d'un télétravail durable » complète cette stratégie en formant les entrepreneurs locaux et en soutenant les services d'accueil adaptés aux professionnels en déplacement. En accueillant une communauté de télétravailleurs à long terme, La Réunion se positionne comme une destination innovante et durable, où le tourisme s'intègre à un mode de vie flexible et connecté, en parfaite harmonie avec l'attrait naturel et culturel de l'île.

« La Réunion vient d'inaugurer une infrastructure technologique de pointe. Intitulé Omega 1, il s'agit du premier data center de grande capacité en activité dans l'océan Indien. Cet équipement favorisera le développement des services numériques sur l'île de la Réunion et dans la région en visant plus particulièrement une clientèle ayant des exigences élevées en matière de fluidité des processus informatiques. »

Géraldine Huet
Fédération Réunionnaise de Tourisme





23. TRANSFORMATION DES MÉTIERS DU TOURISME

La digitalisation et l'IA générative redéfinissent les métiers du tourisme en intégrant de façon inédite la technologie à l'expérience humaine. Désormais, les parcours clients sont personnalisés, les traductions instantanées adaptées aux spécificités locales, et les contenus immersifs valorisent les paysages et traditions des Outre-mer. Les professionnels, devenus "architectes d'expériences", exploitent ces outils pour enrichir l'engagement et la satisfaction des voyageurs. Parallèlement, les acteurs ultramarins misent sur l'écotourisme comme levier de différenciation. Cette double dynamique, entre innovation technologique et durabilité, oriente le secteur vers un tourisme éthique, qualitatif et attractif, conjuguant authenticité culturelle et performance technologique pour répondre aux attentes d'un public toujours plus exigeant.

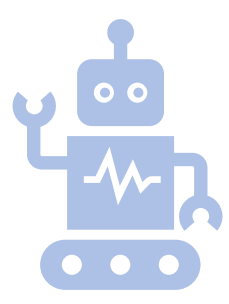
ENJEUX À 10 ANS

- **Émergence de nouveaux métiers** : d'après un rapport de Dell et de l'Institute for the Future, 85% des métiers de 2030 n'existent pas encore. Voyages interstellaires, éco-tourisme, tourisme responsable... Avec 80% de la biodiversité nationale, l'Outre-mer offre un potentiel immense pour ces nouveaux secteurs
- **Besoin de formation important** face à la disparition de certains métiers et l'apparition de nouveaux : chantiers de formation, de requalification et de recrutement
- **Nécessité de sensibiliser les acteurs et visiteurs** : enjeux climatiques, valorisation des produits et services locaux, éducation aux éco-gestes, etc.
- **Émergence de nouvelles collaborations et double-compétences** : guides touristique & experts en biologie ; acteur hôtelier & gestion de la biodiversité ; etc.
- **Personnalisation accrue des offres touristiques** : cela soulève des questions sur la collecte de données personnelles et la protection de la vie privée des voyageurs
- **Nouvelles mesures pour garantir l'authenticité des destinations** face à la prolifération des avis et recommandations créés par l'IA générative, qui érodent la confiance des voyageurs
- **Défi d'accessibilité** pour que les avantages de l'IA générative soient accessibles à tous les voyageurs, indépendamment de leur niveau de technologie ou de compétence, et d'approvisionnement des ressources
- **Un gain de productivité** : l'IA pourrait apporter jusqu'à 30 % de gain de productivité et jusqu'à 60 % dans l'amélioration de la satisfaction client². Les agents virtuels basés sur l'IA pourraient s'imposer comme des acteurs majeurs de la planification et l'organisation du voyage, de la planification d'itinéraires personnalisés à la gestion des aléas.

Sources : 1. Assemblée nationale, 06/2020 ; 2. Vie publique, 21/10/2021

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- | | |
|--|--|
| • Développement d'une offre touristique plus authentique, locale et durable | en cas d'évolution à la baisse du prix du voyage, incitations visant à récompenser les comportements responsables, comme par ex. le choix de mobilités douces) |
| • Nouvelles dynamiques des flux touristiques : baisse de fréquentation grâce à la réalité augmentée et virtuelle et à la sensibilisation environnementale ; prolongation du temps de visite avec des explications immersives et la réalité augmentée | • Optimisation opérationnelle, automatisation de certaines tâches, réduction des coûts et amélioration de l'efficacité |
| • Nouveaux leviers de personnalisation de l'expérience client et fidélisation. Les programmes de fidélité évolueront pour répondre aux attentes d'une clientèle toujours plus exigeante (réductions sur certaines destinations plus proches, compensations financières | • Compétition accrue pour attirer les talents et compétences de demain |
| | • Contraintes éthiques et réglementaires à anticiper |



23. TRANSFORMATION DES MÉTIERS DU TOURISME

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En 2022, le site Internet touristique de la Martinique a été refondu pour intégrer un mode immersif, offrant 180 visites virtuelles et vidéos à 360° permettant de découvrir le patrimoine culturel, historique et la biodiversité du Nord Caraïbe martiniquais. Cette initiative vise à dynamiser le tourisme et sensibiliser à l'environnement, tout en valorisant l'identité locale et en rendant l'île accessible aux publics éloignés ou à mobilité réduite.
- Le Parc national de la Guadeloupe propose des visites virtuelles interactives pour explorer ses sites emblématiques, tels que La Soufrière et le Grand Etang. Ce dispositif, soutenu par le plan France Relance, vise à promouvoir le tourisme durable et à faciliter l'accessibilité des sites aux personnes à mobilité réduite.
- À La Réunion, l'association *Intelligence Artificielle de La Réunion* soutient le développement de projets d'intelligence artificielle conçus pour répondre aux spécificités des territoires ultramarins. En organisant des conférences, des ateliers et des partenariats avec des entreprises locales, elle vise à promouvoir l'innovation technologique dans des secteurs comme le tourisme, favorisant ainsi l'intégration de l'IA dans l'économie réunionnaise.

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

Préparer son voyage en Martinique grâce au métavers

Dans le cadre de Appel à Manifestation d'Intérêt Innovation touristique & Terrains d'expérimentation lancé et piloté par Atout France, le Comité Martiniquais du Tourisme est lauréat pour son projet Premier métavers pédagogique de Martinique pour les disciplines liées au tourisme. Cette plateforme vise à permettre aux étudiants une immersion virtuelle dans des entreprises touristiques locales ou internationales. Exemples : gérer un gîte en Martinique, être un skipper et aussi un hôte d'accueil sur un catamaran, tenir la conciergerie d'une villa de luxe, être un guide accompagnateur, exercer son métier dans d'autres pays, s'adapter aux clientèles étrangères...

L'expérimentation vise à répondre au manque d'information sur les métiers du tourisme, au manque d'attractivité de ces métiers auprès de la jeunesse en les stimulant via des outils innovants, à satisfaire les besoins de montée en compétences et en qualité et permettre à des publics disposant de peu de moyens un accès plus aisé à la formation et à l'information.

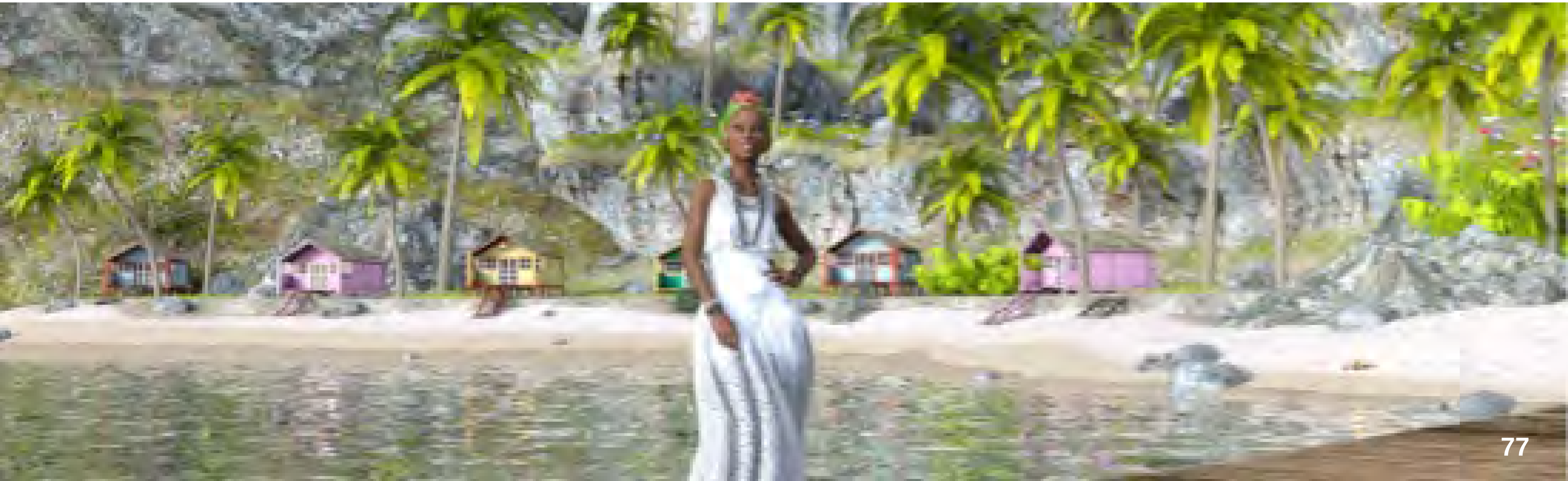
Le Metavers a pour objet de créer un monde virtuel en réalité augmentée qui simule les mises en situation sur les métiers en tension identifiés par le CMT et l'INSEE. Il propose une mise en application des programmes officiels de la formation dans le tourisme dispensée par des organismes agréés.

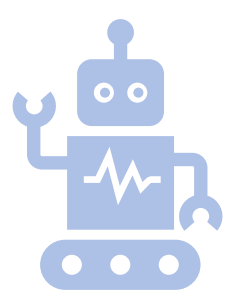
La disponibilité de l'outil est aisée et ne nécessite pas forcément d'équipements spécifiques (casque VR, smartphone, site web), car il est accessible en version en ligne ou via un téléchargement offline.

Cet outil de formation dans le cadre du metavers vise un impact social qui permettra de réduire les disparités entre candidats liées à la fracture numérique, en rendant accessible le contenu de formation en réalité virtuelle à tous ceux qui le souhaitent (pas de nécessité de wifi ni de casque à réalité virtuelle).

« Les technologies immersives peuvent transformer l'expérience touristique de destinations comme les Outre-mer. Les canaux digitaux sont trop souvent appréhendés comme un canal de vente supplémentaire. Ils peuvent contribuer à créer une expérience différenciante en permettant par exemple, en amont d'un voyage, de découvrir une destination en s'immergeant dans la culture ou dans des éléments emblématiques du patrimoine. A 2040, on peut imaginer avoir un guide touristique augmenté qui partage l'histoire, les codes cultures et les traditions d'un lieu pour augmenter l'engagement des touristes. »

Andrea Vadius
Chargée de communication
numérique





24. GREEN ET CLEAN TECH, DES SOLUTIONS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Face à l'urgence climatique, les technologies décarbonées (green et clean tech) émergent comme des solutions clés pour construire des modes de vie plus durables et économes en ressources. Dans les territoires ultramarins, où les écosystèmes sont souvent fragiles et les ressources limitées, ces innovations pourraient jouer un rôle crucial en aidant à réduire les impacts environnementaux et à accroître la résilience face aux changements climatiques. Bien que le niveau de maturité technologique (TRL) de nombreuses solutions reste faible et que leur déploiement soit encore incertain, le potentiel de ces technologies pour transformer en profondeur nos sociétés d'ici 2040 est immense. Leurs avancées pourraient devenir des atouts majeurs pour les régions ultra-marines, tant pour la préservation de leurs écosystèmes que pour l'attractivité d'un tourisme durable.

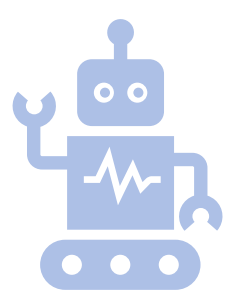
ENJEUX À 10 ANS

- **Transition vers des villes intelligentes** : bâtiments économes en énergie voire autosuffisants, réseaux intelligents permettant d'ajuster les flux en temps réel, rénovation thermique, climatisation via chaleur solaire
- **Possible rupture technologique permettant de réduire les émissions de CO2** : stockage géologique du CO2, de stockage d'énergie calorifique, stockage de gaz et d'hydrocarbures en nappe aquifère/cavités salines/gisement, biogaz, hydro-électricité, éolien en mer
- **Avancées biotechnologiques** : production d'emballages durables (matériau 100% biodégradable, bio-sourcé, à base de déchets) pour réduire la pollution causée par les emballages (e.g. microplastiques)
- **Forts enjeux pour la mise en marché de ces nouvelles technologies** : financement & incertitudes sur les capacités d'industrialisation et les délais
- **Accélération du développement de carburants décarbonés** notamment grâce à l'impulsion des instances étatiques et supra-étatiques (l'Union Européenne ayant annoncé en 2020 sa stratégie hydrogène, prévoyant notamment le déploiement d'une capacité d'hydrogène de 6 GW d'électrolyseurs d'ici 2024 et de 40 GW d'ici 2030¹) : d'ici 2050 l'hydrogène décarboné pourrait répondre à 20% de la demande d'énergie finale et réduire les émissions annuelles de CO2 de 55 millions de tonnes¹

Sources : 1. Ministère de la transition écologique, 2017

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Maintien / hausse des liaisons aériennes en cas de rupture technologique (ex. hydrogène vert)
- Hausse des intentions de voyage, baisse de la culpabilisation / honte de prendre l'avion « flygskam »
- Possible transition vers des infrastructures touristiques intelligentes & peu énergivores
- Une autre approche des pratiques, des comportements et des attentes touristiques entre des offres haut de gamme misant sur le durable grâce aux nouvelles technologies et le reste du marché limité par les investissements importants nécessaires.



24. GREEN ET CLEAN TECH, DES SOLUTIONS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

CE QUI PROUVE QUE CELA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En 2023, les Greentech françaises (au nombre de 2750) ont levé 2,78 milliards d'euros.
- Avec 54 milliards d'euros, dont 50 % pour la décarbonation de l'économie, le plan France 2030 va permettre d'investir dans les technologies innovantes soutenant la transition écologique. Lancé il y a 2 ans, ce plan a permis d'économiser 8,5 millions de tonnes de CO2 par an sur la base des projets engagés à date.
- Le premier système de climatisation utilisant les eaux froides des profondeurs océaniques a été installé en Polynésie française au début des années 2010. Initialement déployé pour un complexe hôtelier, ce dispositif vient d'être étendu à un hôpital public, marquant une avancée significative dans l'adoption de solutions énergétiques durables sur le territoire. Cette technologie innovante permet de réduire la dépendance aux énergies fossiles, de générer des économies substantielles et d'améliorer l'empreinte environnementale de ces infrastructures essentielles.
- Toraphene, une société de biotechnique, a dévoilé en décembre 2020 le premier emballage plastique réellement biodégradable, compostable²
- Signe annonciateur de la guerre commerciale pour l'hydrogène vert : la construction par la Chine de la plus grande usine d'hydrogène vert, laquelle devrait commencer à produire dès 2023³

Sources : 2. Toraphene, 2022 ; 3. Batiactu, 01/09/2022

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

SMO Solar Process : une solution pionnière pour transformer les déchets en énergie propre

Le SMO Solar Process, développé en Guadeloupe, s'impose comme une solution pionnière dans la lutte contre le changement climatique grâce à l'exploitation de la chaleur solaire pour traiter les déchets. Labellisé par la Fondation Solar Impulse et récompensé par le Prix Innovation Océan, ce projet vise à révolutionner les processus de traitement des résidus agricoles et industriels, avec un impact environnemental minimal. La technologie repose sur un concept innovant : la chaleur du soleil est concentrée pour atteindre des températures extrêmes, permettant la décomposition de déchets organiques et la production de gaz de synthèse, une énergie propre et renouvelable. En utilisant des miroirs paraboliques pour capter et intensifier l'énergie solaire, ce procédé opère avec une empreinte CO₂ négative, contribuant ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

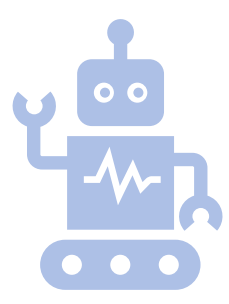
Ce procédé est particulièrement adapté aux zones tropicales, où l'ensoleillement est constant, et il présente un potentiel immense pour les territoires ultramarins. Non seulement le SMO Solar Process offre une alternative durable pour gérer les déchets, mais il valorise aussi l'énergie solaire, abondante dans les régions comme la Guadeloupe. En intégrant cette technologie, ces territoires pourraient réduire leur dépendance aux énergies fossiles tout en favorisant un modèle circulaire de gestion des ressources.

En prenant appui sur des ressources locales et renouvelables, le SMO Solar Process illustre comment l'innovation ultramarine peut s'inscrire au cœur des solutions globales face à la crise climatique, faisant de la Guadeloupe un acteur de premier plan dans la transition énergétique.

« L'aéroport La Réunion Roland Garros vient d'ouvrir les portes de son aérogare bioclimatique, basé sur un principe de ventilation naturelle. En Polynésie, le centre hospitalier du Taaone est climatisé grâce à de l'eau puisée dans l'océan Pacifique. Nos territoires sont pionniers sur ces systèmes énergétiques et doivent travailler à exporter ces innovations. »

Bruno Brival
Directeur Comité
Martiniquais du Tourisme





25. RÉVOLUTION DES MOBILITÉS COURTE ET LONGUE DISTANCE

Nous sommes aujourd'hui à l'aube d'une transformation radicale des pratiques de mobilité, portée par un ensemble de dynamiques technologiques, économiques, politiques et environnementales. En Outre-mer, ces évolutions pourraient redessiner les modes de déplacement, aussi bien pour les résidents que pour les touristes. Avec des investissements massifs en recherche et développement, provenant d'acteurs divers (des gouvernements aux GAFAM ou autres opérateurs privés), la maturité technologique s'accélère et ouvre la voie à des mobilités hyper-fragmentées : les territoires insulaires pourraient ainsi bénéficier de solutions adaptées, comme des micro-mobilités autonomes en milieu urbain ou des navettes maritimes électriques inter-îles. Ces innovations promettent des déplacements plus rapides, autonomes et écologiquement responsables, tout en renforçant la connectivité locale et internationale des territoires ultramarins.

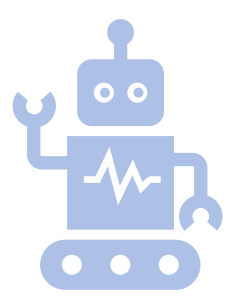
ENJEUX À 10 ANS

- **Transition vers des transports bas-carbone** : véhicule électrique, navette maritime propre. Les émissions des Outre-mer pourraient ainsi diminuer de 30% d'ici 2030, elles représentent 5% des émissions de la France¹.
- **Adaptation des mobilités électriques aux climats ultramarins chauds et humides** : actuellement, la durée de vie des batteries y est en moyenne 10 % plus courte, et le temps de recharge 30 % plus long qu'en Hexagone².
- **Diminution du taux de motorisation** avec le renforcement des transports publics et le développement des mobilités partagées
- **Adaptation des politiques et des recommandations** : spécificités environnementales, logistiques, sociales propres aux territoires d'Outre-mer
- **Optimisation des flux** : la vitesse de calcul et le traitement de données par la physique quantique amélioreraient la planification des itinéraires et la gestion du trafic pour optimiser les trajets et la logistique, réduire les embouteillages et les temps de déplacements
- **Une possible rupture technologique** : déploiement à grande échelle des véhicules autonomes, rendus plus accessibles grâce à l'industrialisation de la production, permettant notamment de désenclaver des territoires (e.g. navettes autonomes et à la demande)
- **Transition vers des infrastructures intelligentes** pour plus de sécurité et de fluidité : smart city, aéroports autonomes
- **Sophistication des micro-mobilités à assistance électrique** pour davantage de sécurité (e.g. freinage d'urgence)

Sources : 1. ADEME ; 2. Oovango, 2023

IMPLICATIONS ESTIMÉES SUR LE SECTEUR DU TOURISME

- Possible recentrage sur les destinations proches facilité par l'essor des mobilités douces.
- Des transports toujours plus rapides : un temps de voyage plus court pour des séjours étendus, maintien des possibilités de déplacement longue distance de loisirs.
- Enjeu sur le coût d'investissement, la fréquence dans une vie et l'accessibilité pour tous



25. RÉVOLUTION DES MOBILITÉS COURTE ET LONGUE DISTANCE

CE QUI PROUVE QUE ÇA A DÉJÀ COMMENCÉ

- En mai 2023, AGIR Transport lance en Martinique le premier événement "Transport public et mobilités dans les territoires d'Outre-mer," en partenariat avec Martinique Transport et la DEAL, afin d'apporter expertise et soutien aux collectivités ultramarines.
- En juin 2023, l'Assemblée nationale a voté un renforcement des aides à la mobilité pour les Outre-mer, incluant un soutien accru pour les familles confrontées à la maladie d'un enfant, une hausse de l'aide à la continuité territoriale et un accompagnement pour les actifs en formation ou souhaitant revenir en Outre-mer.
- Le CityAirbus est un taxi volant compact, testé pour la première fois en 2019, qui peut accueillir jusqu'à 4 passagers, avec une vitesse de croisière de 120 km/h³
- La start-up Xwing développe des avions 100% autonomes, un premier vol a été réalisé en février 2021⁴

Sources : 3. Les Echos, 18/06/2019 ; 4. Ecole pilote de ligne, 19/05/2021

DE PREMIERS INVESTISSEMENTS POUR DEMAIN

La Guyane repense sa mobilité avec un réseau de bus et des voies réservées

La Guyane, confrontée à une forte croissance démographique et des infrastructures de transport limitées, mise sur des projets novateurs pour améliorer la mobilité. Parmi eux, la création d'un réseau de bus à haut niveau de service (BHNS) par la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) vise à offrir un transport public rapide, fiable et accessible pour les habitants de Cayenne, Matoury et Rémire-Montjoly.

Prévu pour desservir environ 130 000 habitants, le BHNS intégrera des voies réservées et des stations modernes pour réduire les temps de trajet et encourager les usagers à laisser leur voiture au profit de solutions plus durables. En parallèle, la CACL a développé le projet "Transport en Commun en Site Propre" (TCSP), visant à aménager des voies réservées aux transports en commun, piétons et cyclistes sur des axes principaux. Cette initiative permettra de fluidifier le trafic sur les trajets les plus encombrés et de favoriser une intermodalité accrue.

Ces projets structurants répondent aux besoins croissants de mobilité tout en cherchant à diminuer l'impact environnemental des déplacements. En intégrant les transports publics, les voies cyclables et les aménagements piétons, la CACL espère réduire de 20 % le nombre de véhicules sur les routes d'ici 2030.

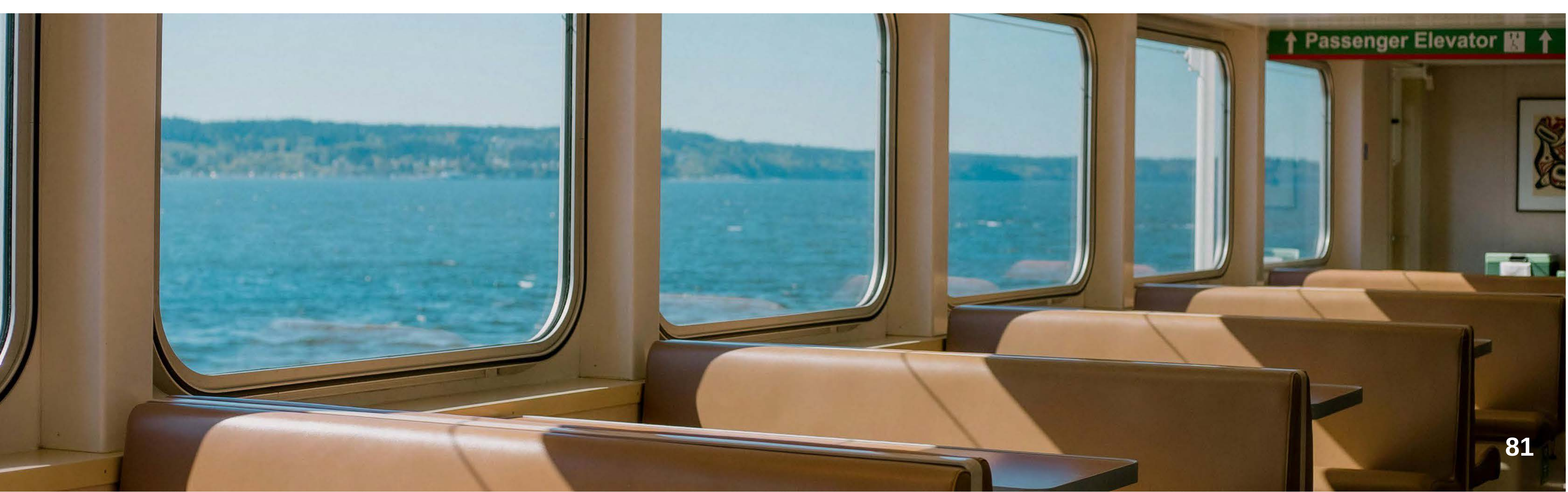
De plus, ces initiatives contribuent à la transition écologique de la région en diminuant les émissions de CO₂ et en offrant une alternative fiable aux voitures.



Les deux futures lignes des navettes fluviomaritimes (© CACL)

« Une réflexion est à mener à long terme sur la mobilité, autant que sur le devenir de l'aérien, pour contribuer au développement du tourisme. Qu'il s'agisse des déplacements inter-urbains à la Réunion et en Martinique ou des liaisons par bateau en Polynésie, l'offre et la concurrence doivent être stimulés. »

Jean-Christophe Gay
Professeur et Directeur de
l'institut tourisme Côté d'Azur



SCÉNARIOS



SCÉNARIOS PROSPECTIFS

COMMENT LIRE UN SCÉNARIO.....	P. 83
QUATRE SCÉNARIOS POUR ÉCLAIRER LES TRANSFORMATIONS DE LA FILIÈRE.....	P. 84
UNE GRILLE DE LECTURE POUR PROJETER LE TERRITOIRE VÉCU.....	P. 85
SCÉNARIOS DÉTAILLÉS.....	P. 86
VILLAGE MONDIALISÉ.....	P. 86
ÉLITES GLOBALISÉES.....	P. 87
TERRITOIRES COMMUNAUTAIRES.....	P. 88
ARCHIPÉLISATION DU MONDE.....	P. 89

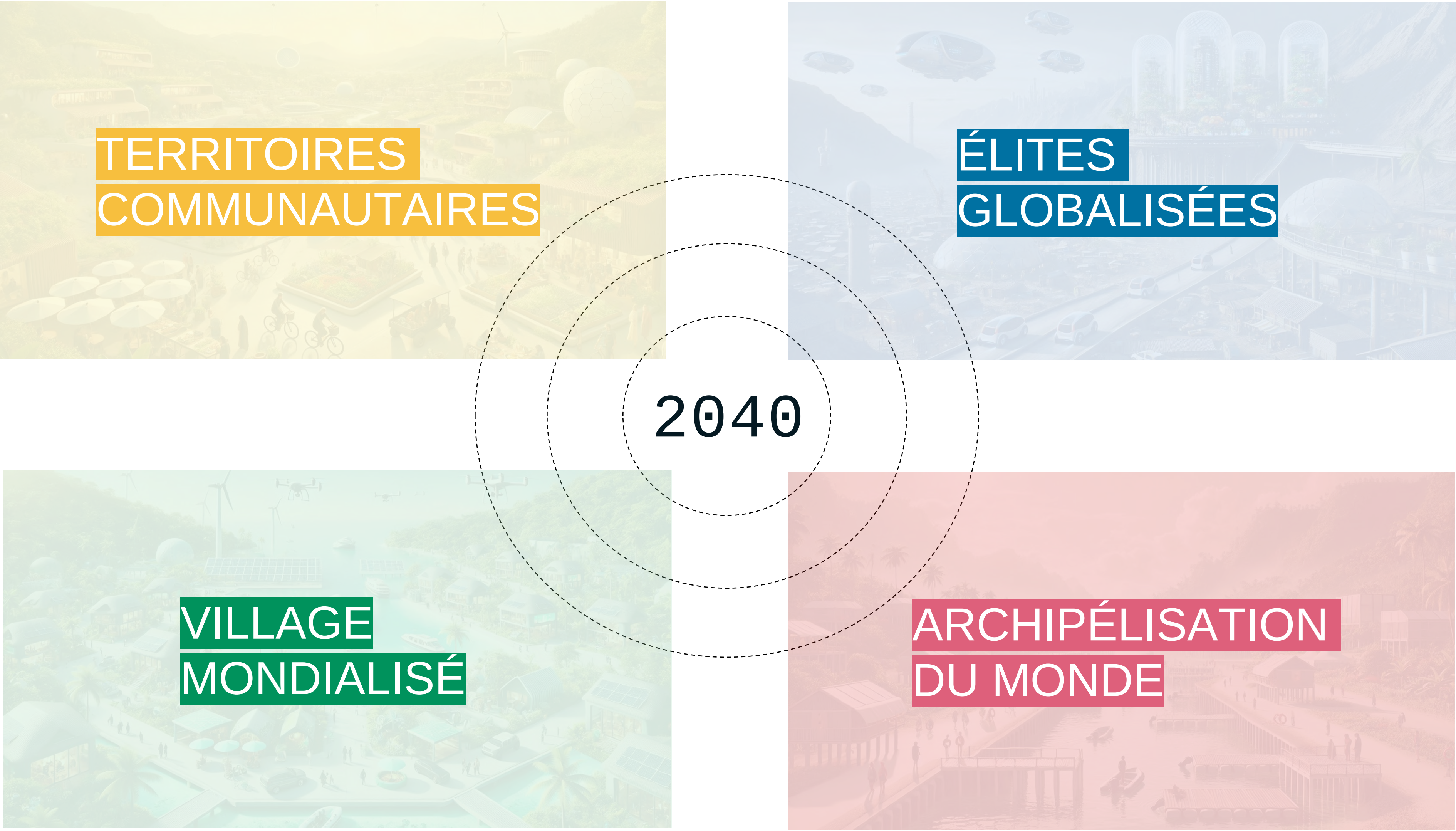
COMMENT LIRE UN SCÉNARIO ?

Un scénario est un **objet de travail**, et non une fin en soi.

Son but n'est pas de **prédire mais d'ouvrir des pistes de réflexion** pour anticiper des **évolutions possibles**, qui sont le fruit d'**éléments déclencheurs**, et s'y préparer en conséquence.

Ces scénarios prospectifs mondiaux sont issus d'une combinaison des variables de changement étudiées. Ils visent à mettre en perspective les différentes implications pour la filière et les acteurs du tourisme.

Le parti-pris de cette étude a consisté à retenir ces quatre scénarios de référence sur l'avenir du tourisme à Horizon 2040, à les contextualiser au regard des changements structurants analysés dans cette analyse et aux spécificités des territoires d'Outre-mer.



QUATRE SCÉNARIOS POUR ÉCLAIRER LES TRANSFORMATIONS DE LA FILIÈRE TOURISTIQUE

VILLAGE MONDIALISÉ

Un tourisme durable, mondialisé et démocratisé



Une prise de conscience environnementale forte a permis d'amorcer une transition vers un modèle économique et social davantage responsable et plus durable. Élus, acteurs privés et citoyens misent fortement sur des technologies et des infrastructures performantes pour optimiser la décarbonation dans tous les secteurs. Grâce à la convergence de ces transitions, le tourisme international s'est démocratisé, permettant à tous de voyager sans nuire à l'environnement.

Déclencheur - Les sociétés s'appuient sur la double convergence technologique et politique pour résoudre les enjeux climatiques et énergétiques, associée à un saut quantique sur le développement technologique.

ÉLITES GLOBALISÉES

Un tourisme mondialisé, réservé à une élite dans un monde ouvert mais hostile

La fragilité des systèmes a conduit à la concentration des flux, des richesses, des populations et des ressources au sein de sociétés toujours plus connectées. La vie est dominée par des technologies défendant la résilience du système, contrôlées par des acteurs privés et des plateformes, générant toutefois des inégalités sociales et géographiques. Dans ce monde ouvert mais fragmenté, le tourisme international est réservé à une élite mondialisée, seule à pouvoir accéder librement au voyage.

Déclencheur - Dans un contexte mondial de raréfaction des ressources, la concentration des richesses et des flux s'est accélérée, entraînant une montée des inégalités. Les pouvoirs publics se sont affaiblis au bénéfice des Big Techs.



TERRITOIRES COMMUNAUTAIRES

Un tourisme démocratisé et fortement régionalisé



Le mouvement de régionalisation favorise le développement des écosystèmes locaux, les villes du quart d'heure sont privilégiées aux grandes agglomérations. La société se replie en petites communautés réparties dans les zones tempérées, s'organisant en réseaux d'échanges à la maille régionale. Le tourisme s'est fortement démocratisé et se concentre à l'échelle régionale. Les offres et activités touristiques régénératives, au service des territoires communautaires, sont privilégiées.

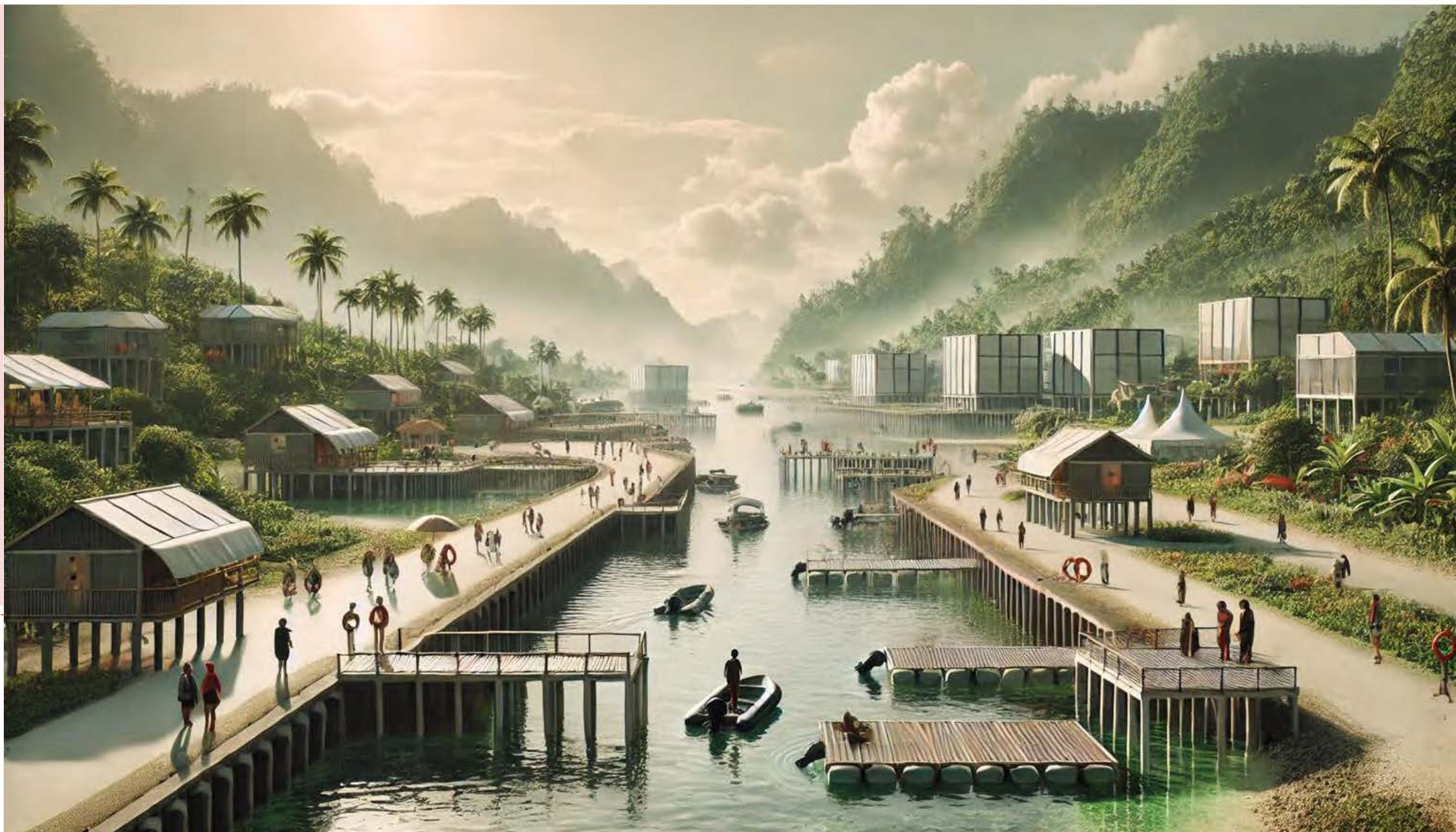
Déclencheur – Face aux chocs géopolitiques et économiques exogènes, un mouvement général de régionalisation, s'appuyant sur une économie locale et circulaire est la voie choisie pour faire face au changement climatique.

ARCHIPÉLISATION DU MONDE

Un tourisme contraint, régulé et limité à la proximité

L'urgence climatique est devenue la priorité des gouvernements, lesquels initient une marche forcée vers la décroissance. Des mesures fortes et contraignantes, comme une réglementation ambitieuse et une généralisation des quotas, sont imposées pour faire évoluer les habitudes de consommation de façon plus durable. Dans une société de décroissance caractérisée par une forte pression du régulateur, le tourisme n'est plus une priorité.

Déclencheur – Suite à la multiplication de catastrophes environnementales, la voie de la décroissance est imposée aux populations, les contraignant à adopter des pratiques durables afin de limiter l'impact environnemental.



UNE GRILLE DE LECTURE POUR PROJETER LE TERRITOIRE VÉCU

Ces scénarios donnent ainsi à voir une variété de trajectoires différenciées avec des implications qui peuvent se révéler très hétérogènes en fonction des territoires étudiés. Si ces scénarios n’ont pas de valeur prédictive, ils permettant d’envisager une diversité de perspectives pour se préparer en conséquence. Il n’existe pas de « bonne réponse » aux enjeux de demain, uniquement des possibilités.

	Quelles dimensions sont à valoriser par les destinations ?	Exemple d'application sur un territoire
VILLAGE MONDIALISÉ Un tourisme durable, mondialisé et démocratisé	Les destinations peuvent valoriser leur situation exceptionnelle, pour développer des offres durables et à faible empreinte carbone sur l’ensemble de la chaîne de valeur (mobilité, nuitées, activités, repas, sources d’énergie...).	Les Caraïbes pourraient capitaliser sur la diversité des infrastructures hôtelières et promouvoir des innovations en matière de transport (ex. croisière décarbonée) pour attirer une clientèle mondiale, tout en encourageant un tourisme durable et respectueux des écosystèmes locaux.
ÉLITES GLOBALISÉES Un tourisme mondialisé, réservé à une élite dans un monde ouvert mais hostile	Des produits hybrides sont à inventer en combinant voyages d’affaires avec des activités de loisirs à destination d’une clientèle internationale et en recherche d’expériences à la fois haut de gamme, exotiques et sortant des sentiers battus.	La Guyane travaille à tirer parti du flux de touristes d’affaires, amenés à voyager régulièrement dans le cadre des lancements de fusée, pour accéder à une expérience de découverte de l’offre touristique et être incités à prolonger leur voyage, en couple et en famille.
TERRITOIRES COMMUNAUTAIRES Un tourisme démocratisé et fortement régionalisé	Au-delà du tourisme balnéaire, les destinations valorisent la culture régionale, les savoir-faire, les atouts naturels des régions et la volonté d’avoir un impact positif pour attirer un public soucieux de l’authenticité et de la durabilité.	L’ensemble du bassin Pacifique Sud Insulaire (à l’exception de la Nouvelle Zélande et de l’Australie, davantage tournées vers l’Asie du Sud Est, voire l’Amérique du Nord...) s’inscrit dans cette dynamique, valorisant l’immersion dans la culture et le quotidien des locaux.
ARCHIPÉLISATION DU MONDE Un tourisme contraint, régulé et limité à la proximité	Les destinations prennent en compte les attentes de la clientèle locale en termes de consommation touristique : développer les circuits courts, promouvoir un éco-tourisme valorisant le patrimoine naturel et culture local, etc.	Dans un contexte de baisse durable de la fréquentation, l’île de la Réunion bénéficie d’un tourisme intérieur dynamique qui permettrait d’assurer le maintien de l’activité et le fonctionnement des infrastructures.

SCÉNARIO 1

VILLAGE MONDIALISÉ

Un tourisme durable, mondialisé et démocratisé



Après des années de canicules, d'inondations, de feux de forêts et de pénuries à répétition, la révolution verte a enfin eu lieu. Nous tous, à travers le monde, élus, citoyens, entreprises avons pris conscience de l'urgence environnementale. Nous avons uni nos forces pour amorcer une transition vers un modèle économique et social plus responsable, plus durable grâce à l'innovation et à des investissements massifs dans les technologies de rupture. Notre projet ? Bâtir ensemble un monde vert, où l'accès à une nature préservée est un droit universel.

Notre levier ? Des innovations de rupture, en matière d'énergie, de production comme de mobilité, au service du bien commun.

LES ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS

- ✓ Création d'alliances et de partenariats publics privés inédits pour accélérer la transition.
- ✓ Innovations de rupture en matière de mobilité et d'énergie (biocarburants de 3^{ème} génération, hydrogène vert, fusion nucléaire, captage et stockage du CO2, ...).
- ✓ Généralisation des actions de maîtrise ou de restriction pour préserver l'environnement, notamment dans le secteur touristique (limitation de la durée de visite, quotas sur le nombre de voyageurs, interdiction de visite de certains sites très fragilisés,...).

#Techno-solutionnisme

La technologie est poussée à l'extrême, aboutissant à un environnement de plus en plus artificiel.

#Transition verte

Une transition réussie vers un modèle plus durable et responsable dans lequel la considération environnementale prime.

#Déculpabilisation du voyageur

Les voyages responsables, durables, décarbonés sont la norme, y compris à l'international.

Ce qui risque le plus de se produire en Outre-mer

Démocratisation du voyage et éclatement des frontières

Dans ce scénario, nous assistons à une baisse généralisée des prix des séjours, des transports et de l'ensemble de l'offre touristique grâce aux ruptures technologiques et aux politiques publiques pour des voyages plus nombreux et plus fréquents. Dans ce « village global », les territoires d'Outre-mer sont devenus des destinations de proximité, facilement accessibles grâce aux mobilités décarbonées (avion à hydrogène vert, mobilité partagée autonome, ...) et à des investissements plus importants dans les infrastructures. Les destinations d'outre-mer profitent par ailleurs de leur ancrage régional en bénéficiant du dynamisme des marchés émetteurs de proximité (Amérique du Nord et Sud, Afrique, Asie).

Généralisation de l'offre verte et valorisation de la nature

Toute l'offre touristique est responsable, des moyens de transport aux nuitées d'hôtel, en passant par l'offre de restauration basée sur les circuits courts. Les atouts et spécificités des Outre-mer, compte tenu de la nature exceptionnelle particulièrement riche en biodiversité, sont très convoitées et contribuent au développement d'un écotourisme à faible empreinte carbone localement et valorisant le patrimoine naturel et culturel local.

Vitrine des technologies de décarbonation

Les technologies vertes et propres (green et clean tech) émergent comme des solutions clés pour construire des modes de vie plus durables et économes en ressources. Les territoires ultramarins sont pionniers sur ces systèmes énergétiques et constituent un laboratoire d'expérimentation de ces innovations qui jouent un rôle crucial pour décarboner l'industrie touristique et accroître sa résilience face aux changements climatiques.

SCÉNARIO 2

ÉLITES GLOBALISÉES

Un tourisme mondialisé, réservé à une élite dans un monde ouvert mais hostile



En 2040, nous nous sommes réfugiés au sein de mégalopoles hyperconnectées, surpeuplées, les seules à même de nous protéger de la fragilité de notre écosystème. Une vaste partie des richesses et ressources de ce monde se retrouve dans ces villes, façonnées par les multinationales et l’économie des plateformes.

Tout n’est que technologie, tout y est optimisé grâce aux bâtiments et routes connectés. Il n’y a pas à dire, tout est fluide... à condition de pouvoir payer.

Ce qui ne va pas sans quelques tensions, tant l’écart se creuse entre riches et pauvres, villes intelligentes et campagnes hostiles. Seuls quelques « happy few » parviennent encore à s’échapper de la jungle urbaine, s’offrant régulièrement des escapades exotiques aux quatre coins du monde, dans les dernières enclaves de nature vivables ou même dans les étoiles...

LES ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS

- ✓ Des acteurs privés technologiques devenus hégémoniques, avec des visées politiques.
- ✓ Croissance des mégalopoles qui captent une part toujours plus importante du PIB mondial.
- ✓ Des villes de plus en plus intelligentes grâce à la convergence de multiples technologies (5G, IoT, ...) et qui se réinventent pour améliorer la qualité de vie.
- ✓ Des investissements massifs en R&D dans le secteur de la mobilité permettant d’aller toujours plus loin plus vite (ex : avion supersonique).
- ✓ Des inégalités de plus en plus visibles, érosion sociale et hausse des tensions.

#Urbanisation extrême

Face aux contraintes environnementales, les activités se sont concentrées au sein de mégalopoles ultra connectées, innovantes qui concentrent les ressources.

#Fractures

La privatisation de l’économie et l’intégration de technologies de rupture aggravent les inégalités de plus en plus visibles au niveau social mais aussi géographique où l’environnement rural devient hostile.

#Le voyage, un luxe inaccessible

Seule une élite a les moyens de s’évader de ce quotidien urbain pour des courts ou longs séjours.

Ce qui risque le plus de se produire en Outre-mer

Nouvel exotisme, confort et ultra-personnalisation

La quête d’un nouvel exotisme se traduit par un attrait pour des expériences uniques et inattendues. L’offre touristique en Outre-mer connaît une montée en gamme rapide pour offrir une expérience de luxe ultime pour des voyageurs moins nombreux mais toujours plus exigeants à la recherche de voyages originaux et exotiques. Mais le risque de rupture avec les besoins touristiques des habitants existe.

La loi du plus fort

L’intérêt porté aux petits acteurs touristiques diminue au profit des grands groupes et plateformes de l’économie touristique, les seuls capables d’investir massivement. Les opérateurs doivent innover en continu pour répondre à l’exigence d’ultra-personnalisation et s’adapter à la demande croissante de « surprise », au risque de perdre de la vitesse. Le tourisme en Outre-mer se réinvente pour rivaliser avec la concurrence de certaines îles voisines davantage internationalisées et exposées.

Le brouillage des frontières entre travail et vie privée

Les territoires d’Outre-mer deviennent pionnier du workation et développent des produits touristiques basés sur la combinaison de voyages d’affaires avec des activités de loisirs à destination d’une clientèle de plus en plus internationale. Des offres hybrides permettent de capitaliser sur ce tourisme d’affaire en développement pour renforcer un tourisme affinitaire en incitant à voyager en couple et en famille.

SCÉNARIO 3

TERRITOIRES COMMUNAUTAIRES

Un tourisme démocratisé et fortement régionalisé



En 2040, nous avons tourné le dos à la mondialisation, lui préférant la proximité de nos régions. Nous avons abandonné les grandes agglomérations pour des villes à taille humaine et des communautés rurales, réorganisant ainsi notre territoire et nos vies à l'échelle régionale.

Nous avons bâti ensemble notre propre système d'entraide et de solidarité, nous gérons de façon autonome notre production alimentaire et nous manufacturons nos propres meubles et objets du quotidien. Tout est produit à proximité, dans un rayon de moins de 100 km. On peut dire qu'on a tout le confort dont on a besoin, on n'a peut-être pas de bananes ou de mangues, mais nos pommes sont sacrément bonnes !

LES ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS

- ✓ Tensions géopolitiques nourries par les questions d'accès aux ressources rares.
- ✓ Chute massive des importations et exportations au niveau mondial.
- ✓ Démocratisation des solutions individuelles de production et stockage d'énergie ouvrant la voie à une possible indépendance énergétique des particuliers.
- ✓ Développement de micro-usines aux chaînes de production compactes et automatisées, engendrant une relocalisation des industries à proximité des bassins de consommation.
- ✓ Généralisation du circuit-court grâce au développement de mini-ateliers de transformation agro-alimentaire.
- ✓ Développement continu des modes d'innovation frugaux et des approches low-tech .
- ✓ Développement des réseaux de fermes biologiques qui encouragent les échanges culturels et invitent les visiteurs à s'immerger dans la vie de l'agriculteur.

#Régionalisation générale

Le monde a tourné le dos à la globalisation totale et a réorganisé ses modes de gestion, de gouvernance et de production à l'échelle régionale, du territoire.

#Frugalité et communauté

Les individus recherchent des environnements plus stables, où ils peuvent se concentrer sur des modes de vie plus durables et résilients.

#Tourisme de proximité, authentique

Un tourisme régional, ouvert au plus grand nombre et basé sur la culture régionale, les savoir-faire, les atouts naturels des régions et la volonté d'avoir un impact positif.

Ce qui risque le plus de se produire en Outre-mer

Quête de sens

La clientèle est attentive à son impact. Les hexagonaux qui ont parcouru des milliers de km en avion sont particulièrement vigilants à leur empreinte une fois sur place. Le tourisme valorise en particulier la culture régionale, les savoir-faire, les atouts naturels des régions et la volonté d'avoir un impact positif. La clientèle est plus exigeante : au-delà du tourisme balnéaire, la priorité est d'être en lien avec la culture et l'authenticité du territoire

Priorité à la préservation des ressources locales

Les infrastructures touristiques ont dû s'adapter pour rendre les territoires davantage résilients. Les labels et les affichages environnementaux sont désormais la norme. L'ère du slow encourage la découverte immersive du patrimoine naturel et culturel à faible impact environnemental. La chaîne d'acteurs touristiques s'est considérablement réduite, mais les acteurs locaux qui perdurent s'entraident pour répondre au mieux au besoin de durabilité et proposer de nouvelles expériences.

Régionalisation

Le Monde a tourné le dos à la globalisation totale et a réorganisé ses modes de gestion, de gouvernance et de production à l'échelle territoriale, conduisant à de nouvelles logiques de coopération en Outre-mer. Seules des démarches collectives fixant des objectifs clairs et partagés au niveau territorial assureront le succès de la décarbonation et de l'adaptation des territoires .Des instances de gouvernance émergent pour piloter les ressources partagées par les territoires d'une même région afin de permettre d'arbitrer leur répartition et d'en faire évoluer les modes de gestion.

onepoint.

beyond the obvious

Onepoint est l'architecte des grandes transformations des entreprises et des acteurs publics.

Elle accompagne ses clients de la stratégie à la mise en œuvre, en s'attachant toujours à penser au-delà des évidences (« beyond the obvious » est la signature de l'entreprise), pour créer de nouvelles façons de travailler, de nouveaux modèles économiques et de nouveaux lieux.

RÉFÉRENCES & BIBLIOGRAPHIE

- A. Fouillet, 2012
- ADEME
- AFD, 2021
- Assemblée nationale, 06/2020
- Atout France 2021 "La France d'Outre-Mer : voyage au cœur de la Biodiversité"
- Atout France 2024 - "Démarche de recensement de l'offre culturel en Outre-Mer"
- Atout France 2023 – "Etude Notoriété des destinations d'Outre-Mer" auprès des marchés français, canadien et étatsuniens
- Banque des territoires, 05/2023
- Batiactu, 01/09/2022
- Cahiers français, 06/2023
- Capgemini, 05/2022
- CCEE, 2023
- Center for International Earth Science Information Network, 10/2019
- CEROM, 03/2021
- CIA, 03/2021
- Cirad, 02/2022
- CNBC, 18/03/2019
- Commission Européenne, 03/2021
- Conseil pour le Climat 2023
- Conseil économique, social et environnemental, 10/2024
- DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt), 2017
- Département de Mayotte, 09/2024
- DREES, 04/2018
- Duvat, 2021
- Duvat, 2023
- E. Illouz, 2018
- Ecole pilote de ligne, 19/05/2021
- Foreign Affairs, 02/2021
- France 24, 2021
- France terre asile, 2019
- Gay, 2022
- Géoconfluences, 2022
- GIEC, 04/2022
- Guyane la 1ère, 10/2024

- GWI, 2022
- IAATO, 2021
- IEDOM, 04/2023
- IMG, 2022
- INSEE, 2022
- KAYAK, 2024
- La Chaine Parlementaire, 05/2024
- La Réunion la 1ère, 06/2024
- La Réunion la 1ère, 2021
- Le Journal de Mayotte, 2024
- Le Monde, 09/2023
- Le portail des Outre-mers, 10/2024
- Les Echos, 18/06/2019
- Livre Bleu Outre-Mer, 2018
- Mayotte, la 1ère, 10/2024
- Ministère de la transition écologique, 2017
- Ministère des armées, 2023
- Ministère Écologie Énergie Territoires, 04/2022
- NASA sea level change, 08/2021
- Observatoire de l'Eau Martinique, 02/2024
- Oovango, 2023
- Outre-mer la 1ère, 10/2022
- Outre mer la 1ère, 10/2024
- Pillet, 2020
- Plastic Odyssey, 03/2024
- Province Sud, 2021
- Rapport Villani, 2018
- Réseau Action Climat 06/2022
- Réseau climat, 2022
- Réunion la 1ère, 05/2023
- Réunion la 1ère, 10/2024
- Service public PF, 2021
- Sénat, 11/2021
- Sénat, 12/2022
- Sénat, 2017
- Stratégie gouv
- The Shift Project, 2022
- Toraphene, 2022
- Vie Publique, 2024
- Vie publique, 21/10/2021
- QUSTODIO, 2023



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER

*Liberté
Égalité
Fraternité*

